

Assemblées des États membres de l'OMPI

Cinquante-sixième série de réunions
Genève, 3 – 11 octobre 2016

RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2014-2015

établi par le Secrétariat

1. Le présent document contient le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015 (document WO/PBC/25/11), qui a été soumis au Comité du programme et budget (PBC) de l'OMPI à sa vingt-cinquième session (29 août – 2 septembre 2016).
2. Toute décision du PBC à l'égard de ce document figure dans les décisions prises par le Comité du programme et budget (document A/56/12).

[Le document WO/PBC/25/11 suit]

Comité du programme et budget

Vingt-cinquième session
Genève, 29 août – 2 septembre 2016

RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2014-2015

établi par le Secrétariat

1. Le rapport de gestion financière de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour l'exercice biennal 2014-2015 est transmis au Comité du programme et budget conformément à l'article 6.7 du Règlement financier de l'OMPI et de son règlement d'exécution selon lequel ce rapport doit être communiqué à tous les États intéressés.
2. Il convient de noter que le rapport de gestion financière ne fait pas l'objet d'un audit externe.
3. Le paragraphe de décision ci-après est proposé.

4. Le Comité du programme et budget a recommandé aux assemblées des États membres de l'OMPI d'approuver le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015 (document WO/PBC/25/11).

[Le rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015 suit]

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

**RAPPORT DE GESTION FINANCIERE
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2014-2015**

PREFACE

Au cours de l'exercice biennal 2014-2015, on a enregistré une progression de la plupart des flux de recettes par rapport à l'exercice biennal précédent, bien que la situation de l'économie mondiale soit restée irrégulière et incertaine sur l'ensemble de la planète. En dehors du système de La Haye, les flux de recettes ont dépassé les montants prévus.

L'Organisation a dégagé pendant l'exercice biennal un excédent budgétaire de 133,1 millions de francs suisses. Les dépenses par rapport aux montants alloués sur les réserves pour plusieurs projets ont totalisé 40,3 millions de francs suisses tandis que les ajustements IPSAS effectués pour aligner les résultats de l'OMPI sur une base budgétaire en fonction des résultats conformément aux normes IPSAS se sont élevés à 22,5 millions de francs suisses. Pour l'Organisation, il en a résulté au total un excédent de 70,3 millions de francs suisses.

Le présent rapport de gestion financière présente les résultats de l'Organisation pour l'exercice 2014-2015 au moyen d'une comparaison avec le budget et avec les résultats par rapport au budget pour l'exercice biennal précédent. Il donne également les détails des résultats financiers de l'Organisation en 2014-2015 et de sa situation financière à la fin de 2014 et 2015, conformément aux normes IPSAS

Le Directeur général :



Francis Gurry

**Rapport de gestion financière
pour l'exercice biennal 2014-2015**

Le présent rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et présente les résultats financiers de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI*.

Les premières pages récapitulent les résultats, qui affichent un excédent de recettes de 133,1 millions de francs suisses (pré-IPSAS), la situation des différentes unions et celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi par le détail de la situation financière de l'Organisation durant l'exercice biennal et de ses actifs et passifs à la fin de 2014 et 2015. Conformément à l'introduction par l'OMPI en 2010 des normes IPSAS, l'Organisation produit désormais pour chaque année de l'exercice biennal une série d'états financiers, qui est soumise à un audit externe. Des copies des états financiers vérifiés avec les rapports du vérificateur externe des comptes sont disponibles sous la forme de documents distincts de l'Organisation.

Les informations financières sont suivies de détails en ce qui concerne les contributions pour l'exercice biennal 2014-2015. La répartition de 388 millions de francs suisses entre les États membres durant l'exercice biennal au titre des arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre distinct.

Par souci de transparence, les fonds fiduciaires ouverts par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante des comptes de l'OMPI, et sont présentés dans un chapitre distinct.

Le Directeur général :



Francis Gurry

* Union de Paris (130^e et 131^e années), Union de Berne (127^e et 128^e années), Union de Madrid (123^e et 124^e années), Union de La Haye (89^e et 90^e années), Union de Nice (57^e et 58^e années), Union de Lisbonne (56^e et 57^e années), OMPI (45^e et 46^e années), Union de Locarno (44^e et 45^e années), Union de l'IPC (40^e et 41^e années), Union du PCT (37^e et 38^e années), Union du TRT (35^e et 36^e années), Union de Vienne (29^e et 30^e années).

TABLE DES MATIERES

PRINCIPAUX PARAMETRES FINANCIERS ET AUTRES.....	6
RESUME DES RESULTATS PAR UNION.....	7
Tableau 1 Fonds de réserve et de roulement par union à la fin de 2015.....	7
Tableau 2 Recettes et dépenses par union au cours de l'exercice biennal 2014-2015 (sur une base budgétaire)*.....	7
Tableau 3 Projets spéciaux financés sur les réserves à la fin de 2015.....	8
BUDGET.....	9
Tableau 4 Budget approuvé et virements par programme – exercice biennal 2014-2015.....	10
Tableau 5 Nombre de postes par programme pour l'exercice biennal 2014-2015.....	11
DEPENSES.....	12
Tableau 6 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014-2015.....	12
Tableau 7 Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2014-2015.....	13
Dépenses de personnel.....	13
Évolution annuelle des dépenses de personnel.....	14
Évolution des voyages et des bourses par année.....	15
Services contractuels.....	15
Évolution des dépenses pour services contractuels par année.....	16
Dépenses de fonctionnement.....	17
Évolution des dépenses de fonctionnement par année.....	17
Matériel et fournitures.....	18
RECETTES.....	20
Tableau 8 Recettes pour l'exercice biennal 2014-2015.....	20
PLACEMENTS 2014-2015.....	21
Risques financiers.....	21
Tableau 9 Placements en 2014 et 2015.....	22
ÉTATS FINANCIERS.....	24
État I État de la situation financière.....	25
État II État de la performance financière.....	26
État III État des variations des actifs nets.....	27
État IV État des flux de trésorerie.....	28
ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes.....	29
ÉTAT V État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses..	30
Analyse de l'état de la situation financière.....	31
Résumé des actifs et des passifs.....	32
Analyse de l'état de la performance financière.....	39
État de la position financière par source de financement.....	44
État de la performance financière par source de financement.....	45
CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT.....	46
Tableau 10 et tableau 10bis Contributions selon le système de contribution unique.....	46

Tableau 11 Contributions reçues d'avance	53
Tableau 12 Fonds de roulement au 31 décembre 2015.....	54
RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE.....	59
Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2014	59
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2014	61
Union de Madrid – Total des émoluments en 2014	63
Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2015	64
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2015	66
Union de Madrid – Total des émoluments en 2015	68
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2014	69
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2015	71
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2014.....	73
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2015	74
Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2014	75
Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2015	77
Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2014-2015	79
FONDS FIDUCIAIRE	81

PRINCIPAUX PARAMETRES FINANCIERS ET AUTRES

	Montant effectif 2012-2013	Budget 2014-2015 après virements	Montant effectif 2014-2015	Différence entre le montant effectif et le budget 2014-2015 après virements	
				Montant	%
RECETTES					
Contributions	35,1	35,2	34,9	-0,3	-0,9%
Taxes					
PCT	514,9	545,6	597,2	51,6	9,5%
Madrid	108,0	114,6	121,5	6,9	6,0%
La Haye	6,3	8,6	7,2	-1,4	-16,3%
Lisbonne	-	-	0,1	0,1	-
Total des taxes	629,2	668,8	726,0	57,2	8,6%
Autres recettes	16,4	9,3	14,8	5,5	59,1%
TOTAL DES RECETTES	680,7	713,3	775,7	62,4	8,7%
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	413,4	439,4	423,9	-15,5	-3,5%
Autres dépenses	198,4	234,6	218,7	-15,9	-6,8%
TOTAL DES DÉPENSES	611,8	674,0	642,6	-31,4	-4,7%
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	68,9	39,3	133,1	93,8	238,7%
FONDS DE RÉSERVE ET DE ROULEMENT	243,1	248,1	341,9		
Dépenses nettes imputées à des projets spéciaux [financés par les fonds de réserve]	45,3	n.d.	40,3		
RÉSERVES COMPTE TENU DES DÉPENSES IMPUTÉES À DES PROJETS SPÉCIAUX	197,8	n.d.	301,6		
Ajustements IPSAS en cours d'exercice biennal	11,0	n.d.	-22,5		
RÉSERVES SUR LA BASE IPSAS	208,8	n.d.	279,1		
ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENT					
Nombre de demandes PCT renouvellements dans le cadre du système de Madrid	400 626	422 500	432 318	9 818	2,3%
renouvellements dans le cadre du système de La Haye	131 241	141 500	148 598	7 098	5,0%
	11 153	13 302	12 181	-1 121	-8,4%

Toute différence avec les chiffres présentés dans les tableaux figurant dans le présent rapport est due au fait que les montants ont été arrondis.

RESUME DES RESULTATS PAR UNION

Le résumé des résultats financiers par union, y compris les soldes de clôture des fonds de réserve et de roulement, figure dans le tableau 1 ci-dessous.

L'exercice biennal 2014-2015 s'est soldé par un excédent global de 70,2 millions de francs suisses sur la base des normes IPSAS. Le total des fonds de réserve et de roulement s'élevait à 279,1 millions de francs suisses au terme de l'exercice biennal.

TABLEAU 1 FONDS DE RESERVE ET DE ROULEMENT PAR UNION A LA FIN DE 2015

(en milliers de francs suisses)

	Unions financées par des contributions	Union du PCT	Union de Madrid	Union de La Haye	Union de Lisbonne	Total
FRR**, ouverture 2014 (base IPSAS)	21 965	147 671	47 013	(7 327)	(503)	208 819
Recettes pour 2014-2015 (base budgétaire)	37 065	602 575	125 168	9 065	1 850	775 723
Dépenses pour 2014-2015 (base budgétaire)	33 589	479 082	114 355	13 238	2 333	642 597
Différence (base budgétaire)	3 476	123 493	10 813	(4 173)	(483)	133 126
Revenu des réserves 2014-2015	7	7	7	6	6	33
Dépenses imputées sur les réserves 2014-2015	4 141	26 974	8 330	874	38	40 357
Ajustements IPSAS 2014-2015	3 610	(31 504)	5 663	(331)	4	(22 558)
Excédent/déficit (base IPSAS)	2 952	65 022	8 153	(5 372)	(511)	70 244
SOUS-TOTAL FRR fin 2015 (base IPSAS)***	24 918	212 692	55 167	(12 699)	(1 015)	279 063
Crédits déjà approuvés, non encore utilisés	1 567	17 564	4 384	197	17	23 730
Objectif FRR 2014-2015	17 755	76 162	28 635	2 195	-	124 746

*Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

**Fonds de réserve et de roulement (FRR)

***L'Union de Madrid a assuré le financement de la contribution de l'Union de La Haye de 3 millions de francs suisses au programme de modernisation informatique des systèmes d'enregistrement de Madrid et de La Haye. Cette somme sera remboursée par l'Union de La Haye à l'Union de Madrid dès que le niveau des réserves de l'Union de La Haye le permettra.

Le tableau 2 ci-dessous établit une comparaison entre les résultats budgétaires de l'exercice 2014-2015 et le budget approuvé par les unions pour l'exercice 2014-2015. Sur les cinq unions, le PCT, Madrid et les unions financées par des contributions ont affiché des excédents budgétaires, supérieurs aux estimations budgétaires. Les unions de La Haye et de Lisbonne ont terminé l'exercice biennal avec des déficits inférieurs à ceux qui étaient prévus. L'allocation des dépenses directes et indirectes aux unions a été réalisée conformément à la méthodologie adoptée par les assemblées des États membres de l'OMPI dans le cadre de l'approbation du programme et budget pour l'exercice biennal 2014-2015 (annexe III).

TABLEAU 2 RECETTES ET DEPENSES PAR UNION AU COURS DE L'EXERCICE

BIENNAL 2014-2015 (SUR UNE BASE BUDGETAIRE)*

(en milliers de francs suisses)

Base budgétaire

	Unions financées par des contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Union de Lisbonne		Total	
	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif	Budget	Effectif
Recettes (budgétaires) pour 2014-2015	36 199	37 065	549 834	602 575	117 282	125 168	9 289	9 065	694	1 850	713 296	775 723
Dépenses (budgétaires) pour 2014-2015												
Dépenses directes des unions	23 437	20 717	224 692	212 225	63 542	62 220	9 044	8 123	912	1 641	321 628	304 926
Dépenses administratives directes	9 297	8 492	113 633	112 602	39 951	38 378	5 586	5 115	654	692	169 122	165 278
Sous-total, dépenses directes	32 734	29 209	338 325	324 827	103 493	100 598	14 630	13 238	1 567	2 333	490 750	470 204
Dépenses indirectes des unions	1 917	2 968	117 031	104 433	7 630	9 327	-	-	-	-	126 577	116 727
Dépenses administratives indirectes	858	1 413	52 392	49 823	3 416	4 430	-	-	-	-	56 666	55 666
Sous-total, dépenses indirectes	2 775	4 381	169 423	154 255	11 045	13 757	-	-	-	-	183 243	172 393
Total, dépenses imputées	35 509	33 589	507 748	479 082	114 538	114 355	14 630	13 238	1 567	2 333	673 993	642 597
Différence (budgétaire)	689	3 476	42 086	123 493	2 743	10 813	(5 342)	(4 173)	(873)	(483)	39 303	133 126

*Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

Le résumé des projets spéciaux financés au moyen des réserves qui étaient en cours d'exécution durant l'exercice biennal 2014-2015 est présenté ci-dessous dans le tableau 3. Le solde total restant pour les projets à la fin de 2015 s'élevait à 23,7 millions de francs suisses. Conformément aux recommandations du vérificateur externe des comptes, les états financiers annuels pour 2015 font apparaître une réserve distincte pour les projets spéciaux financés au moyen des réserves (État I des états financiers pour 2015).

TABLEAU 3 PROJETS SPECIAUX FINANCES SUR LES RESERVES A LA FIN DE 2015
(en milliers de francs suisses)

	Budgets des projets	Dépenses cumulées jusqu'à la fin de 2015***	Solde restant à la fin de 2015		Taux d'utilisation du budget des projets en %
			Montant	%	
1 Sécurité*	7 600	7 499	101	1%	99%
2 Modernisation MAPS :					
Phase I	3 277	3 277	-	0%	100%
Phase II et III (confondues)	10 527	9 784	742	7%	93%
Total, modernisation MAPS	13 804	13 062	742	5%	95%
3 Base de données du système de Madrid fournissant des indications acceptables des biens	1 200	1 093	107	9%	91%
4 Projet de planification des ressources des entreprise	25 341	16 257	9 085	36%	64%
5 Projet d'investissement dans les TIC	5 180	4 619	561	11%	89%
6 Projets relevant du plan-cadre d'équipement	11 178	597	10 581	95%	5%
7 Projets du Plan d'action pour le développement	7 182	6 302	880	12%	88%
8 Nouvelle construction	157 643	157 352	291	0%	100%
9 Nouvelle salle de conférences (y compris projet architectural et technique)					
a. Financée à l'aide des réserves	75 200	73 818	1 382	2%	98%
b. Provision additionnelle issue du budget ordinaire approuvé en octobre 2015**	3 500	3 486	-	0%	100%
Sous-total, nouvelle salle de conférences	78 700	77 304	1 382	2%	98%
TOTAL	307 828	284 084	23 730	8%	92%

*Le projet de renforcement des normes de sûreté et de sécurité concernant les bâtiments existants de l'OMPI a été achevé en 2015. Le solde non utilisé du budget alloué au projet sera réaffecté aux réserves conformément au rapport final du projet (WO/PBC/24/12).

**La provision additionnelle d'un montant maximal de 3,5 millions de francs suisses au titre du budget ordinaire pour 2014-2015 a été approuvée à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l'OMPI en octobre 2015 pour les dépenses liées à l'achèvement et la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13). Tout solde non utilisé de cette provision ne peut faire l'objet d'un report à l'exercice budgétaire suivant.

***Compte tenu des ajustements liés à l'annulation d'engagements non liquidés pour des périodes antérieures pour les projets de construction comptabilisés sur la rubrique des recettes diverses.

BUDGET

Budget 2014-2015

Le programme et budget pour l'exercice biennal 2014-2015 a été approuvé par la cinquante-deuxième série de réunions des assemblées des États membres en décembre 2013 (document A/52/15). Le budget total a été approuvé à hauteur de 674 millions de francs suisses, les dépenses de personnel représentant 447 millions de francs suisses et les dépenses autres que celles de personnel se montant à 227 millions de francs suisses. Le budget final après virements s'est élevé à 674 millions de francs suisses, les dépenses de personnel représentant 439,4 millions de francs suisses et les dépenses autres que celles de personnel se montant à 234,6 millions de francs suisses (tableau 7).

Transferts

Les virements de ressources financières effectués entre les programmes durant l'exercice biennal 2014-2015 sont résumés dans le tableau 4. Ces virements ont été effectués conformément à la règle 5.5 du Règlement financier et du règlement d'exécution de l'OMPI, où il est dit que : "le Directeur général peut procéder à des virements d'un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d'un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services". Les principaux virements effectués d'un programme à un autre durant l'exercice biennal 2014-2015 ont été les suivants :

- virement de 3,5 millions de francs suisses en faveur du programme 29 (Nouvelle salle de conférence), approuvé à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l'OMPI en octobre 2015 pour les dépenses nécessaires pour l'achèvement et la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13);
- virement de 3,4 millions de francs suisses en faveur du programme 25 (Technologies de l'information et de la communication), dont 3 millions de francs suisses au titre des dépenses autres que les dépenses de personnel. Les ressources additionnelles autres que les ressources en personnel étaient principalement destinées : i) à la mise en œuvre d'une infrastructure résiliente pour les bureaux extérieurs de l'OMPI; ii) à l'acquisition de licences pour la gestion des contenus à l'échelle de l'organisation et la base de données de gestion des configurations; iii) à l'achat d'ordinateurs portables pour équiper le bâtiment CAM de l'OMPI et en faire un "site de secours" en cas de situation d'urgence locale; iv) aux coûts relatifs à l'étude sur l'identification et la gestion des accès; v) à l'achat de solutions assurant la sécurité informatique afin d'améliorer les capacités de protection et de réponse aux incidents; et vi) au remplacement de divers équipements informatiques tels que téléphones mobiles, ordinateurs portables et écrans;
- virement net de 2,2 millions de francs suisses en faveur du programme 6 (systèmes de Madrid et de Lisbonne), comprenant une augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel de 2,6 millions de francs suisses, compensée par une réduction des dépenses de personnel de 0,4 million de francs suisses. Les ressources additionnelles autres que les ressources en personnel étaient principalement destinées à : i) appuyer l'initiative de réforme du système de Madrid, notamment l'expansion du programme de bourses octroyées dans ce cadre; ii) convoquer une conférence diplomatique pour l'adoption d'un Arrangement de Lisbonne révisé sur les appellations d'origine et les indications géographiques; iii) appuyer les travaux dans le domaine informatique; et iv) prendre en charge la participation de délégués supplémentaires aux assemblées des unions de Madrid et de La Haye suite à la croissance de ces systèmes;
- virement de 1,9 million de francs suisses en faveur du programme 21 (Direction générale), comprenant une augmentation des dépenses de personnel de l'ordre de 1 million de francs suisses et une augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel de 0,9 million de francs suisses. L'augmentation des dépenses de personnel découlait

principalement : i) du transfert de postes au programme suite à la fusion des activités événementielles avec la fonction du protocole; ii) de la création du rôle de coordonnateur pour la poursuite des opérations; et iii) du renforcement du Bureau du conseiller juridique pour faire face à l'augmentation de la demande de services juridiques. L'augmentation des dépenses autres que les dépenses de personnel découlait principalement des besoins supplémentaires en vue d'assurer un engagement accru et efficace auprès des États membres;

- virement de 0,5 million de francs suisses en faveur des programmes 3 (Droit d'auteur et droits connexes), 5 (Système du PCT), 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés) et 14 (Services d'accès à l'information et aux savoirs) pour divers projets relevant du Plan d'action pour le développement suite à leur approbation par le CDIP. Le budget global après virements pour les projets relevant du Plan d'action pour le développement dans le cadre du budget ordinaire s'élevait à 2,1 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015.

On trouvera de plus amples détails sur le transfert des ressources par programme dans le Rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

TABLEAU 4 BUDGET APPROUVÉ ET VIREMENTS PAR PROGRAMME – EXERCICE BIENNAL 2014-2015

	Budget 2014-2015 approuvé	Virements**	Virements en % du budget approuvé de chaque programme	Virements en % du budget total approuvé	Budget 2014-2015 final après virements
1 Droit des brevets	4 950	439	8,9%	0,1%	5 390
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	6 162	(632)	-10,3%	-0,1%	5 530
3 Droit d'auteur et droits connexes	16 430	334	2,0%	0,0%	16 764
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 864	(1 492)	-19,0%	-0,2%	6 372
5 Système du PCT	197 973	(2 619)	-1,3%	-0,4%	195 354
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	55 245	2 183	4,0%	0,3%	57 428
7 Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI	11 175	(228)	-2,0%	0,0%	10 947
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	4 341	(822)	-18,9%	-0,1%	3 519
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	32 325	(840)	-2,6%	-0,1%	31 485
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	8 443	(105)	-1,2%	0,0%	8 338
11 Académie de l'OMPI	11 883	(169)	-1,4%	0,0%	11 714
12 Classifications internationales et normes	7 317	(19)	-0,3%	0,0%	7 298
13 Bases de données mondiales	4 692	373	7,9%	0,1%	5 065
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	7 539	(709)	-9,4%	-0,1%	6 830
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	11 628	418	3,6%	0,1%	12 045
16 Économie et statistiques	5 336	(170)	-3,2%	0,0%	5 165
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	3 989	171	4,3%	0,0%	4 160
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	6 938	117	1,7%	0,0%	7 056
19 Communications	17 257	(752)	-4,4%	-0,1%	16 506
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	12 435	80	0,6%	0,0%	12 515
21 Direction générale	18 945	1 882	9,9%	0,3%	20 827
22 Gestion des programmes et des ressources	28 032	130	0,5%	0,0%	28 162
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	23 561	1 628	6,9%	0,2%	25 189
24 Services d'appui administratif	47 400	484	1,0%	0,1%	47 883
25 Technologies de l'information et de la communication	45 269	3 407	7,5%	0,5%	48 676
26 Supervision interne	5 116	(144)	-2,8%	0,0%	4 972
27 Services de conférence et services linguistiques	41 117	(1 734)	-4,2%	-0,3%	39 383
28 Sécurité et sécurité	10 786	818	7,6%	0,1%	11 604
29 Nouvelle salle de conférences	834	3 469	415,9%	0,5%	4 303
30 Petites et moyennes entreprises (PME) et innovation	6 696	(1 188)	-17,7%	-0,2%	5 508
31 Système de La Haye	7 587	(285)	-3,7%	0,0%	7 303
Montant non affecté	4 727	(4 025)	-85,2%	n.d.	701
TOTAL	673 993	-	0,0%	0,0%	673 993

*Toute différence dans les chiffres tient à ce que ceux des états financiers ont été arrondis.

**Le Directeur général peut procéder à des virements d'un programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d'un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services (article 5.5 du Règlement financier et de son règlement d'exécution).

TABLEAU 5 NOMBRE DE POSTES PAR PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 2014-2015

Programmes	Budget 2014-2015 : postes					Effectif 2014-2015 : postes*					Différence				
	DG/ VDG/ SDG*	D	P	G	Total	DG/ VDG/ SDG	D	P	G	Total	DG/ VDG/ SDG	D	P	G	Total
1 Droit des brevets	-	1	5	3	9	-	1	6	3	10	-	-	1	-	1
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	-	1	7	1	9	-	1	6	1	8	-	-	-1	-	-1
3 Droit d'auteur et droits connexes	1	3	11	5	20	1	3	11	5	20	-	-	-	-	-
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	-	2	3	2	7	-	1	3	2	6	-	-1	-	-	-1
5 Système du PCT	1	5	128	229	363	1	7	146	231	385	-	2	18	2	22
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	1	5	46	61	113	1	6	48	64	119	-	1	2	3	6
7 Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI	-	1	10	6	17	-	1	12	6	19	-	-	2	-	2
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	-	1	3	3	7	-	1	2	3	6	-	-	-1	-	-1
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	1	8	25	15	49	1	5	27	17	50	-	-3	2	2	1
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	-	1	10	5	16	-	1	11	5	17	-	-	1	-	1
11 Académie de l'OMPI	-	2	9	5	16	-	4	9	5	18	-	2	-	-	2
12 Classifications internationales et normes	-	1	8	6	15	-	1	9	6	16	-	-	1	-	1
13 Bases de données mondiales	-	-	8	1	9	-	1	8	1	10	-	1	-	-	1
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	1	1	7	4	13	1	1	7	4	13	-	-	-	-	-
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété	-	1	11	2	14	-	1	13	2	16	-	-	2	-	2
16 Économie et statistiques	-	1	7	2	10	-	1	9	2	12	-	-	2	-	2
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	-	1	5	2	8	-	1	5	2	8	-	-	-	-	-
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	1	2	4	3	10	1	2	4	4	11	-	-	-	1	1
19 Communications	-	1	18	16	35	-	1	19	16	36	-	-	1	-	1
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	-	3	13	2	18	-	5	13	4	22	-	2	-	2	4
21 Direction générale	1	4	15	13	33	2	4	17	16	39	1	-	2	3	6
22 Gestion des programmes et des ressources	-	4	25	24	53	-	4	29	34	67	-	-	4	10	14
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	-	2	16	20	38	-	2	18	24	44	-	-	2	4	6
24 Services d'appui administratif	1	2	15	35	53	1	2	17	39	59	-	-	2	4	6
25 Technologies de l'information et de la communication	-	2	19	15	36	-	4	19	17	40	-	2	-	2	4
26 Supervision interne	-	1	6	-	7	-	1	6	1	8	-	-	-	1	1
27 Services de conférence et services linguistiques	-	2	32	46	80	-	2	32	44	78	-	-	-	-2	-2
28 Sûreté et sécurité	-	-	2	4	6	-	-	3	4	7	-	-	-	1	1
29 Nouvelle salle de conférences	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30 Petites et moyennes entreprises (PME) et innovation	-	1	8	2	11	-	-	8	2	10	-	-1	-	-	-1
31 Système de La Haye	-	1	6	7	14	-	1	7	8	16	-	-	1	1	2
Montant non affecté	-	-	-	116	116	-	-	1	34	35	-	-	1	-82	-81
NOMBRE TOTAL DE POSTES	8	60	482	655	1 205	9	65	525	606	1 205	1	5	43	(49)	-

*À la fin de 2015

DEPENSES

Le montant global des dépenses sur une base budgétaire pour l'exercice biennal 2014-2015 s'élevait à 642,6 millions de francs suisses. Cela représente un taux d'utilisation de 95,3% du budget approuvé de 674 millions de francs suisses.

Le tableau 6 ci-dessous présente une vue d'ensemble, pour l'exercice biennal 2014-2015, du budget approuvé, du budget final après virements, du total des dépenses et des taux d'utilisation par programme. On trouvera dans le Rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2014-2015 des explications détaillées sur l'utilisation des ressources par programme et par résultats escomptés.

TABLEAU 6 BUDGET ET DEPENSES PAR PROGRAMME – EXERCICE BIENNAL 2014-2015
(en milliers de francs suisses)

	Budget 2014-2015 approuvé	Budget 2014-2015 final après virements	Total des dépenses 2014-2015	Taux d'utilisation du budget final après virements
1 Droit des brevets	4 950	5 390	5 354	99,3%
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	6 162	5 530	5 192	93,9%
3 Droit d'auteur et droits connexes	16 430	16 764	16 140	96,3%
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 864	6 372	5 438	85,3%
5 Système du PCT	197 973	195 354	186 155	95,3%
6 Systèmes de Madrid et de Lisbonne	55 245	57 428	55 709	97,0%
7 Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI	11 175	10 947	9 879	90,2%
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	4 341	3 519	3 138	89,2%
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	32 325	31 485	29 067	92,3%
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	8 443	8 338	7 644	91,7%
11 Académie de l'OMPI	11 883	11 714	11 845	101,1%
12 Classifications internationales et normes	7 317	7 298	7 507	102,9%
13 Bases de données mondiales	4 692	5 065	4 954	97,8%
14 Services d'accès à l'information et aux savoirs	7 539	6 830	6 860	100,4%
15 Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	11 628	12 045	11 940	99,1%
16 Économie et statistiques	5 336	5 165	4 903	94,9%
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	3 989	4 160	3 811	91,6%
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	6 938	7 056	6 707	95,1%
19 Communications	17 257	16 506	15 961	96,7%
20 Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	12 435	12 515	11 036	88,2%
21 Direction générale	18 945	20 827	18 642	89,5%
22 Gestion des programmes et des ressources	28 032	28 162	27 397	97,3%
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	23 561	25 189	24 699	98,1%
24 Services d'appui administratif	47 400	47 883	46 526	97,2%
25 Technologies de l'information et de la communication	45 269	48 676	47 968	98,5%
26 Supervision interne	5 116	4 972	4 550	91,5%
27 Services de conférence et services linguistiques	41 117	39 383	35 782	90,9%
28 Sûreté et sécurité	10 786	11 604	11 272	97,1%
29 Nouvelle salle de conférences	834	4 303	4 108	95,4%
30 Petites et moyennes entreprises (PME) et innovation	6 696	5 508	5 503	99,9%
31 Système de La Haye	7 587	7 303	6 909	94,6%
Montant non affecté	4 727	701	-	0,0%
TOTAL	673 993	673 993	642 597	95,3%

Le tableau 7 ci-dessous offre une vue d'ensemble du budget approuvé et du budget final après virements pour l'exercice biennal 2014-2015 ainsi que des dépenses réelles par catégorie de coûts.

TABLEAU 7 BUDGET ET DEPENSES PAR PROGRAMME – EXERCICE BIENNAL 2014-2015
(en milliers de francs suisses)

	Budget		Dépenses 2014-2015	Différence par rapport au budget approuvé		Différence par rapport au budget après virements	
	2014-2015 approuvé	2014-2015 final après virements		Montant	%	Montant	%
A. Ressources en personnel							
Postes	399 256	396 148	388 708	(10 548)	-2,6%	(7 439)	-1,9%
Temporaires	45 394	40 669	32 868	(12 526)	-27,6%	(7 801)	-19,2%
Autres dépenses de personnel	2 350	2 563	2 298	(52)	-2,2%	(264)	-10,3%
Total, A	447 000	439 379	423 874	(23 126)	-5,2%	(15 504)	-3,5%
B. Autres ressources							
Stagiaires et boursiers de l'OMPI							
Stagiaires	644	1 177	1 071	427	66,3%	(106)	-9,0%
Boursiers de l'OMPI	5 361	4 856	4 574	(787)	-14,7%	(282)	-5,8%
<i>Sous-total</i>	<i>6 005</i>	<i>6 033</i>	<i>5 645</i>	<i>(361)</i>	<i>-6,0%</i>	<i>(388)</i>	<i>-6,4%</i>
Voyages et boursiers							
Missions de fonctionnaires	12 249	13 455	10 533	(1 716)	-14,0%	(2 922)	-21,7%
Voyages de tiers	16 286	14 934	13 005	(3 281)	-20,1%	(1 930)	-12,9%
Autres boursiers	3 315	3 242	2 522	(793)	-23,9%	(720)	-22,2%
<i>Sous-total</i>	<i>31 850</i>	<i>31 632</i>	<i>26 060</i>	<i>(5 791)</i>	<i>-18,2%</i>	<i>(5 572)</i>	<i>-17,6%</i>
Services contractuels							
Conférences	8 679	7 883	7 464	(1 215)	-14,0%	(420)	-5,3%
Publications	435	151	53	(382)	-87,8%	(98)	-64,9%
Services contractuels de personnes	24 950	24 078	20 993	(3 956)	-15,9%	(3 084)	-12,8%
Autres services contractuels	98 391	103 527	98 228	(163)	-0,2%	(5 299)	-5,1%
<i>Sous-total</i>	<i>132 455</i>	<i>135 639</i>	<i>126 739</i>	<i>(5 716)</i>	<i>-4,3%</i>	<i>(8 901)</i>	<i>-6,6%</i>
Dépenses de fonctionnement							
Locaux et entretien	38 882	38 369	38 899	17	0,0%	530	1,4%
Communications	6 461	4 875	4 459	(2 002)	-31,0%	(416)	-8,5%
Représentation	777	755	506	(271)	-34,9%	(249)	-33,0%
Frais administratifs et bancaires**	964	7 322	7 605	6 641	689,0%	283	3,9%
Services communs du système des Nations Unies	1 722	1 732	1 577	(145)	-8,4%	(155)	-9,0%
<i>Sous-total</i>	<i>48 806</i>	<i>53 054</i>	<i>53 047</i>	<i>4 241</i>	<i>8,7%</i>	<i>(8)</i>	<i>0,0%</i>
Matériel et fournitures							
Mobilier et matériel	1 641	2 838	2 185	543	33,1%	(653)	-23,0%
Fournitures	6 235	5 418	5 049	(1 186)	-19,0%	(369)	-6,8%
<i>Sous-total</i>	<i>7 877</i>	<i>8 256</i>	<i>7 233</i>	<i>(643)</i>	<i>-8,2%</i>	<i>(1 022)</i>	<i>-12,4%</i>
Total, B	226 993	234 614	218 723	(8 270)	-3,6%	(15 891)	-6,8%
TOTAL	673 993	673 993	642 597	(31 396)	-4,7%	(31 396)	-4,7%

*Toute différence avec les chiffres figurant dans les états financiers tient au fait que les montants ont été arrondis.

**Dans les états financiers, les frais bancaires ne figurent pas dans les dépenses de fonctionnement mais sont présentés séparément à la rubrique Coûts financiers.

DEPENSES DE PERSONNEL

Au total, les frais de personnel pour l'exercice biennal 2014-2015 se sont élevés à 423,9 millions de francs suisses. Ils étaient inférieurs de 5,2% par rapport au budget approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015 et de 3,5% par rapport au budget final après virements pour 2014-2015.

Par rapport à l'exercice biennal précédent, les dépenses de personnel en 2014-2015 ont représenté 11,3 millions de francs suisses (2,7%) de plus que celles de l'exercice biennal 2012-2013 (423,9 millions de francs suisses contre 412,6 millions). Cette augmentation est principalement attribuable à l'impact des augmentations réglementaires, tels les avancements d'échelon, les régularisations de fonctions de nature continue et une provision supplémentaire pour les prestations dues au personnel après la cessation de service, notamment l'assurance maladie après la cessation de service.

Le budget approuvé pour 2014-2015 contenait des provisions pour "l'utilisation des 96 postes restants, sur les 156 postes dont la création a été approuvée en principe par les États membres durant l'Assemblée générale de 2010 (document de référence WO/CC/63/5)". Sur les 156 postes au titre de la régularisation, 124 postes ont été pourvus ou faisaient l'objet d'une mise au concours à la fin de 2015.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution annuelle des dépenses de personnel depuis 2008. Les hausses enregistrées en 2013 et 2015 étaient dues aux imputations exceptionnelles effectuées le dernier mois de l'exercice biennal concerné pour les prestations au personnel après la cessation de service en vue de renforcer la prise en charge des obligations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service.

ÉVOLUTION ANNUELLE DES DEPENSES DE PERSONNEL

*Évolution annuelle des dépenses de personnel
(en millions de francs suisses)*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Postes	165,3	171,8	171,7	170,0	174,4	191,8	190,1	198,6
Temporaires	26,3	28,5	26,2	27,6	24,5	22,0	17,3	15,6
Autres dépenses de personnel							1,1	1,2
<i>Total, dépenses de personnel*</i>	<i>191,6</i>	<i>200,3</i>	<i>197,8</i>	<i>197,6</i>	<i>198,8</i>	<i>213,8</i>	<i>208,5</i>	<i>215,4</i>
Note :								
Stagiaires	0,3	0,2	0,4	0,7	0,3	0,5	0,6	0,5

**Les dépenses de personnel n'incluent pas les stagiaires, conformément au classement des dépenses de personnel au cours de l'exercice biennal 2014-2015.*

Stages et bourses de l'OMPI

Les dépenses totales pour les stages et les bourses de l'OMPI se sont élevées à 5,6 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015, soit une diminution de 0,4 million de francs suisses (6,4%) par rapport au budget final après virements.

Voyages et bourses

Les dépenses totales pour les voyages et les bourses se sont élevées à 26,1 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015, soit une diminution de 5,6 millions de francs suisses (17,6%) par rapport au budget final après virements.

La baisse des dépenses était due à plusieurs facteurs, notamment : i) la baisse du prix moyen des billets d'avion au cours de l'exercice biennal 2014-2015 résultant de la mise en œuvre de nouveaux moyens technologiques tel l'outil de réservation de voyages en ligne; ii) l'organisation de plus de manifestations et activités parallèles dans les pays qui a entraîné une diminution des frais de voyage; iii) l'annulation et le report de certaines manifestations ou activités planifiées à la demande de certains États membres, en particulier au titre du programme 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés); et iv) le fait qu'aucune session de l'IGC n'a été tenue en 2015, les États membres n'étant pas parvenus à s'entendre sur un programme de travail pour l'IGC en 2015 à l'Assemblée générale de l'OMPI tenue en octobre 2014. Parmi les programmes qui ont réalisé les économies les plus importantes au titre des voyages et des bourses figurent le programme 9 (Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés), le programme 5 (Système du PCT), le programme 3 (Droit d'auteur et droits connexes) et le programme 4 (Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques).

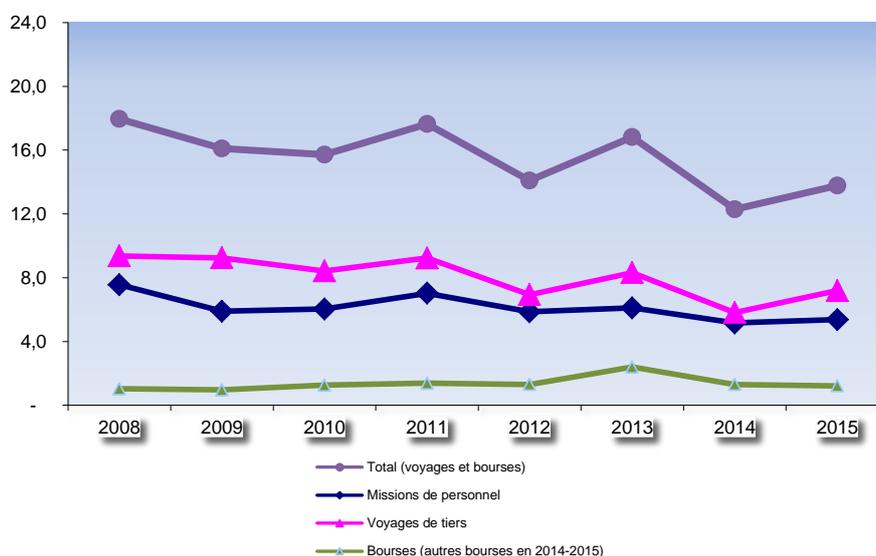
ÉVOLUTION DES VOYAGES ET DES BOURSES PAR ANNEE

Évolution des voyages et des bourses par année
(en millions de francs suisses)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Voyages et bourses*								
Missions de personnel	7,6	5,9	6,0	7,0	5,9	6,1	5,2	5,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-4%	-22%	2%	16%	-17%	4%	-15%	4%
Voyages de tiers	9,4	9,2	8,4	9,2	6,9	8,3	5,8	7,2
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-19%	-1%	-9%	10%	-25%	20%	-30%	24%
Bourses (autres bourses en 2014-2015)	1,0	1,0	1,3	1,4	1,3	2,4	1,3	1,2
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-50%	-7%	31%	10%	-6%	84%	-45%	-7%
Total (voyages et bourses)	18,0	16,1	15,7	17,6	14,1	16,8	12,3	13,8
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-17%	-10%	-2%	12%	-20%	19%	-27%	12%

*Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- missions de fonctionnaires : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance pour tous les fonctionnaires en voyage officiel;
- voyages des tiers : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance pour tous les tiers, y compris les frais de voyage de fonctionnaires nationaux, de participants et de conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l'égide de l'OMPI;
- bourses (autres bourses en 2014-2015) : frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d'inscription et autres dépenses afférentes à la participation de stagiaires à des cours, séminaires et stages.



Le total des dépenses pour les voyages et les bourses en 2014-2015 a représenté 4,8 millions de francs suisses, soit 15,5%, de moins que les dépenses pour 2012-2013 (26,1 millions de francs suisses en 2014-2015 contre 30,9 millions en 2012-2013).

SERVICES CONTRACTUELS

Le total des dépenses pour services contractuels s'est élevé à 126,7 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015, soit une diminution de 8,9 millions de francs suisses (6,6%) par rapport au budget final après virements pour 2014-2015.

Les programmes ayant réalisé les économies les plus importantes au titre des services contractuels étaient le programme 5 (Système du PCT), le programme 25 (Technologies de l'information et de la communication) et le programme 27 (Services de conférence et services linguistiques). La plupart des économies concernaient les services contractuels de personnes et les autres services contractuels. Les économies réalisées dans le cadre du programme 5 étaient dues principalement i) à la baisse des coûts de traduction et ii) au report de l'achèvement de certains projets relatifs au système informatique du PCT à l'exercice biennal 2016-2017. Les économies réalisées au titre du programme 27 résultaient principalement de la maîtrise des coûts dans le domaine de la traduction suite à la renégociation des contrats avec les traducteurs externes et à l'utilisation d'outils de

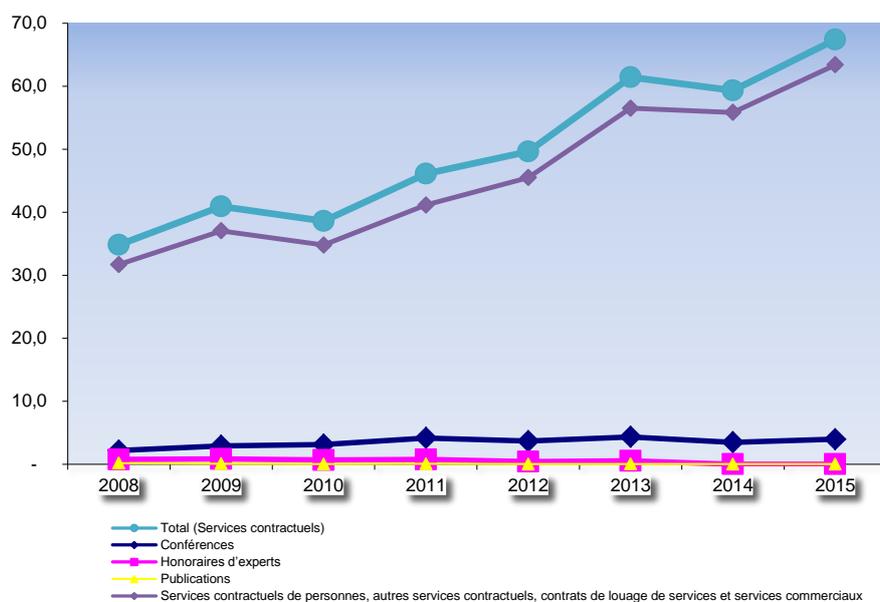
traduction et de terminologie assistées par ordinateur. La sous-utilisation des crédits alloués aux services contractuels dans le cadre du programme 25 a été largement compensée par une hausse des dépenses relatives aux locaux et à l'entretien (location et entretien du matériel informatique).

ÉVOLUTION DES DEPENSES POUR SERVICES CONTRACTUELS PAR ANNEE (en millions de francs suisses)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Services contractuels*								
Conférences	2,2	2,9	3,1	4,2	3,7	4,3	3,5	4,0
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-8%	34%	6%	33%	-12%	18%	-19%	14%
Honoraires d'experts	0,8	0,9	0,7	0,8	0,4	0,5	-	-
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-22%	12%	-21%	12%	-44%	29%		
Publications	0,2	0,1	0,03	0,1	0,02	0,1	0,03	0,03
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	-31%	-54%	-68%	152%	-69%	159%	-55%	7%
Services contractuels de personnes, autres services contractuels, contrats de louage de services et services commerciaux								
Contrats de louage de services et services commerciaux (jusqu'en 2014)**	31,7	37,0	34,8	41,1	45,5	56,5	-	-
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	6%	17%	-6%	18%	11%	24%		
Services contractuels de personnes (pour 2014-2015)	-	-	-	-	-	-	10,0	11,0
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>								10%
Autres services contractuels (pour 2014-2015)	-	-	-	-	-	-	45,8	52,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>								14%
Sous-total, services contractuels de personne	31,7	37,0	34,8	41,1	45,5	56,5	55,8	63,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	6%	17%	-6%	18%	11%	24%	-1%	14%
Total (Services contractuels)	34,8	40,9	38,6	46,1	49,6	61,4	59,3	67,4
<i>Changement par rapport à l'année précédente</i>	4%	17%	-6%	19%	8%	24%	-3%	14%

*Les services contractuels comprennent les types de dépenses suivants :

- conférences : rémunération, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d'interprétation; rafraîchissements et réceptions; frais afférents à tout autre service directement lié à l'organisation d'une conférence;
 - honoraires d'experts : rémunération, frais de voyage, indemnités journalières et honoraires versés aux conférenciers;
 - publications : travaux d'impression et de reliure faits à l'extérieur; revues; papier et impression; autres travaux d'impression : tirages à part d'articles parus dans les revues; brochures; traités; recueils; manuels; formulaires de travail et autres travaux d'impression divers; production de CD-ROM, de cassettes vidéo, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique;
 - contrats de louage de services et de prestataires de services commerciaux (jusqu'en 2014) : rémunération versée aux titulaires de contrats de louage de services et aux prestataires de services commerciaux.
- Services contractuels de personnes (pour 2014-2015) rémunération versée pour des services contractuels de personnes.
- Autres services contractuels (pour 2014-2015) : comprend tous les autres services contractuels conclus avec des prestataires de services commerciaux et non commerciaux.



Le total des dépenses pour services contractuels en 2014-2015 a représenté une hausse de 15,6 millions de francs suisses, soit 14%, par rapport aux dépenses pour 2012-2013 (126,7 millions de francs suisses en 2014-2015 contre 111,1 millions de francs suisses en 2012-2013). La hausse

était due principalement i) à l'augmentation du volume des travaux de traduction dans le cadre du programme 5 (système PCT), ii) à l'augmentation des coûts d'hébergement des infrastructures informatiques auprès du Centre international de calcul des Nations Unies (CIC), iii) aux dépenses supplémentaires à l'appui de l'initiative de réforme du système de Madrid et iv) aux ressources supplémentaires allouées au développement et à la prise en charge des plateformes logicielles des organismes de gestion collective du droit d'auteur.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le total des dépenses de fonctionnement s'est élevé à 53,1 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015, un résultat conforme au budget final après virements pour 2014-2015.

ÉVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR ANNEE

Évolution des dépenses de fonctionnement par année
(en millions de francs suisses)

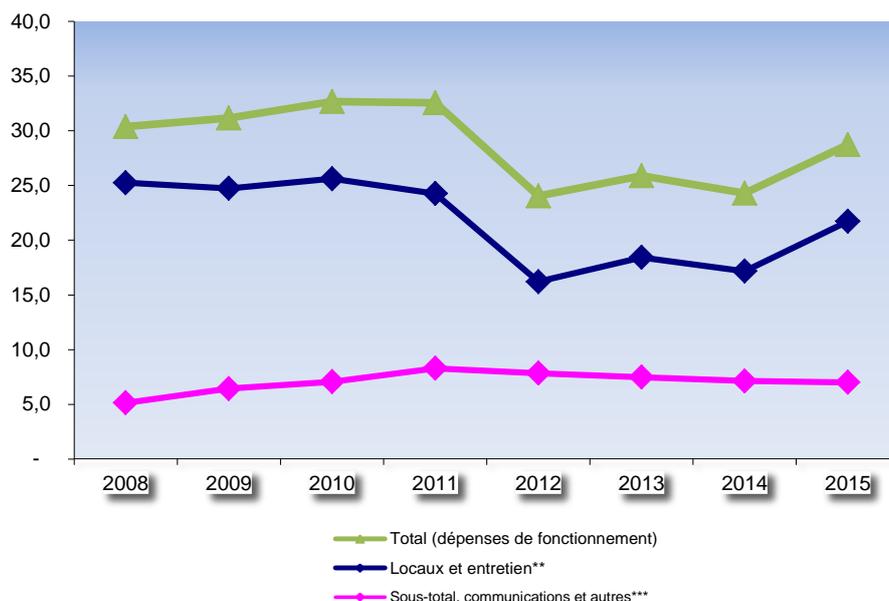
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses de fonctionnement*								
Locaux et entretien**	25,3	24,7	25,6	24,3	16,2	18,4	17,2	21,7
Changement par rapport à l'année précédente	-2%	-2%	4%	-5%	-33%	14%	-7%	27%
Communications et autres								
Communication					3,0	2,5	2,3	2,2
Représentation					0,1	0,1	0,2	0,3
Frais administratifs et bancaires					4,0	4,2	3,9	3,7
Services communs du système des Nations Unies					0,7	0,7	0,8	0,8
Sous-total, communications et autres***	5,1	6,4	7,1	8,3	7,8	7,5	7,1	7,0
Changement par rapport à l'année précédente	-14%	25%	10%	17%	-5%	-5%	-5%	-2%
Total (dépenses de fonctionnement)	30,4	31,2	32,7	32,6	24,1	25,9	24,3	28,7
Changement par rapport à l'année précédente	-4%	3%	5%	0%	-26%	8%	-6%	18%

*Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :

- locaux et entretien : acquisition, location, amélioration et entretien des locaux à usage de bureaux et location ou entretien de matériel et de mobilier, remboursement d'emprunt pour la nouvelle construction, consultants extérieurs en gestion pour la nouvelle construction;
- communications : frais de téléphone, Internet, télégraphe, télex, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport de documents.
- représentation : dépenses pour les réceptions officielles;
- frais administratifs et bancaires : frais bancaires; ajustements de change; contribution de l'OMPI à l'Association du personnel (dans les états financiers de 2015, les frais bancaires ne sont pas comptabilisés au titre des dépenses de fonctionnement, ils sont présentés séparément dans la rubrique "Coûts financiers");
- services communs du système des Nations Unies : assistance médicale, contributions à des activités administratives communes au sein du système des Nations Unies, activités financées en commun par le système des Nations Unies, Tribunal administratif.

**Montrées sans les dépenses de la ligne Construction, qui est une catégorie distincte.

***La ligne "communications et autres" a été ventilée en catégories de coûts détaillées à partir de 2012-2013. La comparaison s'effectue donc au niveau du total partiel correspondant.



Le total des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 a représenté une augmentation de 3,1 millions de francs suisses, soit 6,2%, par rapport aux dépenses pour 2012-2013 (53,1 millions de francs suisses en 2014-2015 contre 50 millions de francs suisses en 2012-2013). Cette augmentation était due principalement à la provision supplémentaire de 3,5 millions de francs suisses dans le cadre du budget ordinaire, approuvée à titre exceptionnel par les assemblées des États membres de l'OMPI en octobre 2015 pour les dépenses nécessaires à l'achèvement et à la clôture du projet de nouvelle salle de conférence (document A/55/13), compensée par une diminution des frais de communication et des frais postaux.

MATERIEL ET FOURNITURES

Le total des dépenses relatives au matériel et fournitures s'est élevé à 7,2 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2014-2015, soit une diminution de 1 million de francs suisses, ou 12,6%, par rapport au budget final après virements pour 2014-2015.

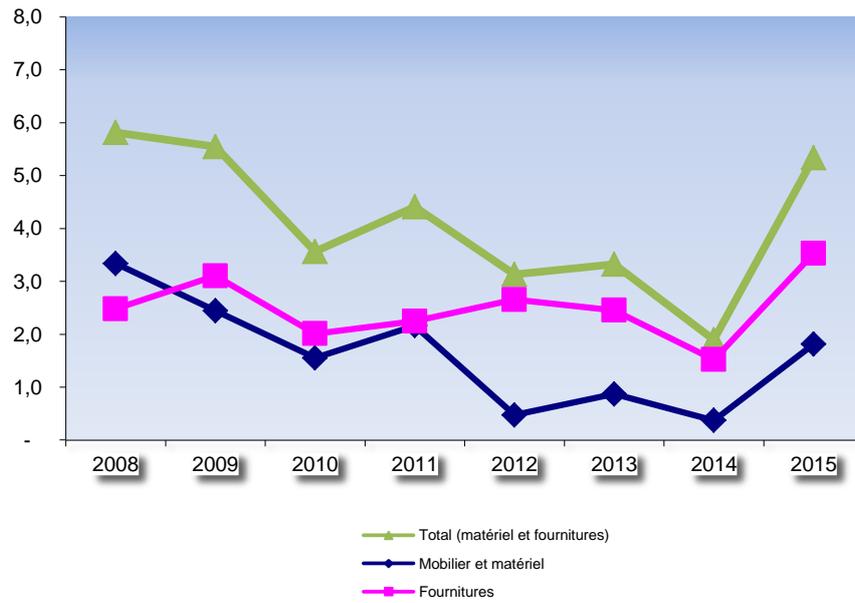
Le programme ayant réalisé les économies les plus importantes au titre du matériel et des fournitures a été le programme 24 (Services d'appui généraux), dans le domaine de la fourniture de matériel et de mobilier de bureau, ainsi que dans celui de l'entretien des locaux.

Évolution des dépenses de matériel et de fournitures par année (en millions de francs suisses)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Matériel et fournitures*								
Mobilier et matériel	3,3	2,4	1,6	2,2	0,5	0,9	0,4	1,8
Changement par rapport à l'année précédente	74%	-27%	-36%	39%	-78%	84%	-57%	388%
Fournitures	2,5	3,1	2,0	2,2	2,7	2,5	1,5	3,5
Changement par rapport à l'année précédente	6%	25%	-35%	12%	18%	-8%	-38%	132%
Total (matériel et fournitures)	5,8	5,5	3,6	4,4	3,1	3,3	1,9	5,3
Changement par rapport à l'année précédente	37%	-5%	-36%	24%	-29%	6%	-43%	182%

* Cette catégorie comprend les types de dépenses suivants :

- mobilier et matériel : mobilier et machines de bureau; matériel informatique (ordinateurs personnels, ordinateurs portables, imprimantes, serveurs, etc.); matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport;
- fournitures : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.



Le total des dépenses au titre du matériel et des fournitures en 2014-2015 a représenté une augmentation de 0,7 million de francs suisses, soit 10,8%, par rapport aux dépenses de 2012-2013 (7,2 millions de francs suisses en 2014-2015 contre 6,5 millions de francs suisses en 2012-2013). L'augmentation est imputable essentiellement à l'achat de matériel informatique et a été compensée par une baisse des coûts des fournitures et du matériel.

RECETTES

TABLEAU 8 RECETTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2014-2015

(en millions de francs suisses)

	2004-2005	2006-2007	2008-2009	2010-2011	2012-2013	Budget	Chiffres effectifs pour 2014-2015	Différence par rapport au budget 2014-2015	
	Chiffres effectifs					2014-2015		Montant	%
Contributions	34,4	34,7	34,8	34,8	35,1	35,2	34,9	(0,2)	-0,6%
Taxes									
Système du PCT	400,6	451,1	443,6	434,8	514,9	545,6	597,2	51,6	9,5%
Système de Madrid	60,8	90,3	94,8	99,6	108,0	114,6	121,5	6,8	6,0%
Système de La Haye	5,0	5,0	5,4	5,9	6,3	8,6	7,2	(1,3)	-15,6%
Système de Lisbonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	612,5%
Sous-total, taxes	466,5	546,5	543,8	540,3	629,2	668,8	726,0	57,2	8,5%
Arbitrage	2,5	3,2	3,3	3,3	3,3	2,8	3,0	0,2	6,9%
Publications	4,4	2,7	1,1	1,1	1,0	1,2	0,8	(0,4)	-30,2%
Divers									
Intérêts	8,9	15,8	17,8	9,4	3,4	1,5	1,7	0,2	10,6%
Autres	6,0	6,4	6,5	3,9	8,7	3,8	9,3	5,5	144,2%
Sous-total, divers	14,9	22,2	24,3	13,3	12,1	5,3	11,0	5,6	105,9%
TOTAL	522,7	609,3	607,4	592,8	680,7	713,3	775,7	62,4	8,8%

Le montant total des recettes effectives pour le système de Lisbonne au cours de l'exercice 2014-2015 s'est élevé à 57 000 francs suisses, alors que le montant prévu au budget s'établissait à 8000 francs suisses.

Au total, les recettes sur une base budgétaire se sont élevées à 775,7 millions de francs suisses, soit une augmentation de 62,4 millions de francs suisses (ou 8,8%) par rapport au budget approuvé pour 2014-2015.

Les recettes tirées des contributions se sont élevées à 34,9 millions de francs suisses, une réduction de 0,2 million de francs suisses, ou 0,6%, par rapport au budget approuvé. Ceci est le résultat net du passage de la Belgique à une classe de contribution moins élevée (de III à IV) et du passage du Samoa à une classe de contribution plus élevée (de *Ster* à *Sbis*).

Les recettes provenant des taxes du système PCT se sont élevées à 597,2 millions de francs suisses, soit une augmentation de 51,6 millions de francs suisses (ou 9,5%) par rapport à l'estimation inscrite au budget de 545,6 millions de francs suisses. Le nombre de demandes internationales selon le PCT déposées durant l'exercice biennal 2014-2015 a été de 432 318, soit une hausse de 2,3% par rapport à l'estimation budgétaire pour l'exercice biennal. Sur la base des derniers chiffres, les demandes internationales déposées selon le PCT ont augmenté de 4,4% en 2014 et ont gagné 1,7% supplémentaire en 2015.

Les recettes provenant des taxes du système de Madrid ont représenté 121,5 millions de francs suisses, soit une progression de 6,8 millions de francs suisses ou 6% par rapport à l'estimation inscrite au budget de 114,6 millions de francs suisses. Le nombre d'enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de Madrid s'est élevé à 148 598 durant l'exercice biennal 2014-2015, soit une augmentation de 5% par rapport à l'estimation inscrite au budget. Cette progression a été due essentiellement au nombre plus élevé que prévu de renouvellements qui ont dépassé l'estimation budgétaire de 11%. Le nombre d'enregistrements a augmenté de 2% durant l'exercice biennal par rapport au budget biennal.

Les recettes provenant des taxes du système de La Haye ont atteint 7,2 millions de francs suisses, soit 1,3 million de francs suisses (ou 15,6%) de moins que l'objectif de 8,6 millions de francs suisses inscrit au budget. Les enregistrements et renouvellements dans le cadre du système de La Haye ont été au nombre de 12 181, soit 8% de moins que l'estimation budgétaire. Ce déficit a été dû principalement à la diminution de 9% du nombre d'enregistrements, compensée par une augmentation de 6% du nombre de renouvellements par rapport aux objectifs inscrits au budget pour l'exercice biennal.

L'augmentation des recettes diverses par rapport aux montants prévus au budget est principalement attribuable aux effets de change favorables des opérations financières de l'OMPI par rapport aux dépenses et à la réévaluation des avoirs bancaires de l'Organisation ainsi qu'à l'incidence positive des ajustements comptables pour les années précédentes (annulation des provisions pour charges).

PLACEMENTS 2014-2015

Avant l'introduction de taux d'intérêt négatifs en janvier 2015 par la Banque nationale suisse, tous les placements de l'OMPI étaient effectués conformément à la politique initiale de l'OMPI en matière de placements que les États membres ont approuvée à la quarante-neuvième session des assemblées (document A/49/14) en 2011. Lorsque les taux négatifs ont été introduits, l'Organisation a continué de détenir la plupart de ses fonds destinés aux placements auprès de l'Administration fédérale des finances (AFF) conformément à la politique, et a aussi commencé à effectuer des placements dans des dépôts à court terme (avec une échéance ne dépassant pas 35 jours) auprès de ses principaux partenaires bancaires. Il s'agissait de tirer parti des facilités offertes qui permettaient à l'Organisation de placer des fonds à des taux d'intérêt zéro ou très légèrement positifs, évitant ainsi les taux d'intérêt négatifs. Les institutions concernées ne possédaient pas la notation minimum requise par la politique mais il convient parallèlement de noter qu'il n'était plus possible de placer des fonds supplémentaires auprès de l'AFF.

Suite à l'introduction de la politique révisée, la majeure partie des fonds de l'Organisation destinés aux placements a été conservée auprès de l'AFF dans l'attente d'un éventuel retrait d'ici à décembre 2015, conformément à la demande reçue de l'AFF. D'autres fonds placés en dépôt à des taux zéro ou très légèrement positifs ont été investis auprès d'institutions satisfaisant aux notations minimales révisées stipulées dans la nouvelle politique en matière de placements. Suite à une demande formulée par l'Organisation, l'AFF a prolongé le délai pour le retrait des fonds jusqu'à décembre 2017.

RISQUES FINANCIERS

L'OMPI a élaboré des politiques de gestion des risques conformément à son règlement financier et son règlement d'exécution. Elle est exposée à certains risques financiers, y compris en matière de crédit, de taux d'intérêt, de liquidité et de change. La politique révisée de l'OMPI en matière de placements répartit les liquidités de l'Organisation dans les trois catégories distinctes suivantes :

Trésorerie d'exploitation – liquidités nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels quotidiens et assurer une liquidité suffisante pour respecter le seuil recommandé pour les réserves;

Fonds propres – la part la plus importante des liquidités de l'OMPI qui sont investies à moyen terme; et

Trésorerie stratégique – liquidités investies à long terme pour assurer le financement des obligations de l'Organisation au titre des prestations de l'assurance maladie après la cessation de service.

Le profil de risque acceptable varie d'une catégorie de trésorerie à l'autre. Concernant la trésorerie d'exploitation, l'objectif principal de la politique révisée en matière de placements est de réduire le risque au minimum tout en conservant la liquidité nécessaire pour répondre aux besoins de trésorerie. La capacité à générer un rendement sur les fonds n'est prise en compte qu'à partir du moment où ces deux conditions sont remplies. S'agissant des fonds propres, il est reconnu et admis que certains risques doivent être pris de manière à atteindre les objectifs de placement. La trésorerie stratégique fait l'objet de placements à long terme en vue d'une croissance du capital et d'un rendement global positif au fil du temps. Ces liquidités viseront à préserver le capital sur le long terme, à répondre aux besoins de trésorerie du passif sous-jacent et à obtenir un rendement moyen égal ou supérieur au taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur du passif sous-jacent. Il est accepté que ces objectifs génèrent un certain niveau de risque et qu'il puisse ne pas être possible d'atteindre en permanence tous les objectifs. Tous les niveaux de tolérance au risque sont déterminés et approuvés par le Directeur général sur la base des recommandations du Comité consultatif des investissements.

Risque de crédit

Les placements sont effectués auprès de banques ayant reçu la note A-2/P-2 (court terme) ou A/A3 (long terme) ou une note supérieure. Les placements dans des émissions d'entreprises ayant une notation à court terme de A-3/P-3 ou une notation à long terme de BBB/Baa3 sont également

autorisés. Les comptes débiteurs proviennent presque exclusivement des États membres représentant des gouvernements souverains, c'est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

Risque de taux d'intérêt

Dans l'environnement actuel de taux d'intérêt négatifs sur les placements en francs suisses, l'Organisation court le risque de voir son capital s'éroder. Le Secrétariat a surveillé attentivement les soldes de trésorerie et a noué des relations avec d'autres banques (se donnant ainsi des moyens supplémentaires d'éviter les taux négatifs) afin de réduire ce risque au minimum. L'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

Risque de liquidité

L'Organisation n'est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations.

Risque de change

L'Organisation est exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. Les placements à court, moyen et long terme sont, dans la mesure du possible, gérés par mise en adéquation des devises détenues, des prévisions d'entrées de trésorerie et des prévisions de sorties de fonds par monnaie et par période. L'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

TABLEAU 9 PLACEMENTS EN 2014 ET 2015

Placements de l'OMPI en 2014 et 2015				
Montant en francs suisses	Période	Banque	Taux %	Point de référence
359 962 258,61	1 ^{er} – 31 janvier 2014	AFF	0,85	0,85
359 962 258,61	1 ^{er} – 28 février 2014	AFF	0,55	0,55
359 962 258,61	1 ^{er} – 31 mars 2014	AFF	0,55	0,55
359 962 258,61	1 ^{er} – 3 avril 2014	AFF	0,55	0,55
349 977 258,61	4 – 30 avril 2014	AFF	0,55	0,55
349 977 258,61	1 ^{er} – 30 mai 2014	AFF	0,50	0,50
349 977 258,61	2 – 30 juin 2014	AFF	0,40	0,40
349 977 258,61	1 ^{er} – 31 juillet 2014	AFF	0,35	0,35
349 977 258,61	1 ^{er} – 18 août 2014	AFF	0,30	0,30
354 967 258,61	19 – 29 août 2014	AFF	0,30	0,30
354 965 433,56	1 ^{er} – 30 septembre 2014	AFF	0,25	0,25
354 965 433,56	1 ^{er} – 31 octobre 2014	AFF	0,30	0,30
354 965 433,56	3 – 28 novembre 2014	AFF	0,30	0,30
354 965 433,56	1 ^{er} – 15 décembre 2014	AFF	0,15	0,15
379 965 433,56	16 – 31 décembre 2014	AFF	0,15	0,15
381 462 995,31	1 ^{er} – 30 janvier 2015	AFF	0,15	0,15
381 462 995,31	2 – 27 février 2015	AFF	0,00	0,00
381 462 995,31	2 – 31 mars 2015	AFF	0,00	0,00
381 462 995,31	1 ^{er} – 30 avril 2015	AFF	0,00	0,00
381 462 995,31	1 ^{er} – 29 mai 2015	AFF	0,00	0,00
381 462 995,31	1 ^{er} – 30 juin 2015	AFF	0,00	0,00
381 462 995,31	1 ^{er} – 21 juillet 2015	AFF	0,00	0,00
388 962 995,31	22 – 31 juillet 2015	AFF	0,00	0,00
388 962 995,31	3 – 31 août 2015	AFF	0,00	0,00
388 962 995,31	1 ^{er} – 30 septembre 2015	AFF	0,00	0,00
388 962 995,31	1 ^{er} – 30 octobre 2015	AFF	0,00	0,00
364 962 995,31	2 – 3 novembre 2015	AFF	0,00	0,00
374 962 995,31	4 – 30 novembre 2015	AFF	0,00	0,00
374 962 995,31	1 ^{er} – 31 décembre 2015	AFF	0,00	0,00

Placements de l'OMPI en 2014 et 2015				
Montant en francs suisses	Période	Banque	Taux %	Point de référence
12 500 000,00	22 – 30 janvier 2015	CS	0,05	0,15
12 500 000,00	2 – 25 février 2015	CS	0,05	0,00
22 500 000,00	26 – 27 février 2015	CS	0,05	0,00
22 500 000,00	2 – 31 mars 2015	CS	0,05	0,00
22 500 000,00	1 ^{er} – 30 avril 2015	CS	0,05	0,00
32 500 000,00	1 ^{er} – 29 mai 2015	CS	0,00	0,00
32 500 000,00	1 ^{er} – 17 juin 2015	CS	0,00	0,00
41 500 000,00	18 – 30 juin 2015	CS	0,00	0,00
41 500 000,00	1 ^{er} – 9 juillet 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	10 – 31 juillet 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	3 – 31 août 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	1 ^{er} – 30 septembre 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	1 ^{er} – 30 octobre 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	2 – 30 novembre 2015	CS	0,00	0,00
47 000 000,00	1 ^{er} – 31 décembre 2015	CS	0,00	0,00
25 000 000,00	16 – 30 mai 2014	SG	0,86	0,50
25 000 000,00	2 – 30 juin 2014	SG	0,86	0,40
25 000 000,00	1 ^{er} – 15 juillet 2014	SG	0,86	0,35
25 000 000,00	16 – 31 juillet 2014	SG	0,79	0,35
25 000 000,00	1 ^{er} – 29 août 2014	SG	0,79	0,30
32 500 000,00	1 ^{er} – 30 septembre 2014	SG	0,55	0,25
32 500 000,00	1 ^{er} – 31 octobre 2014	SG	0,55	0,30
32 500 000,00	3 – 28 novembre 2014	SG	0,59	0,30
32 500 000,00	1 ^{er} – 15 décembre 2014	SG	0,59	0,15
20 000 000,00	15 – 30 janvier 2015	SG	0,82	0,15
20 000 000,00	2 – 27 février 2015	SG	0,82	0,00
20 000 000,00	2 – 16 mars 2015	SG	0,82	0,00

AFF = Administration fédérale des finances

CS = Crédit suisse

SG = Société générale

ÉTATS FINANCIERS

Pour chacune des deux années de l'exercice biennal 2014-2015, les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Présentation des informations financières en application des normes IPSAS

Étant donné que les normes IPSAS exigent la préparation d'états financiers annuels, les états financiers de l'OMPI sont préparés individuellement pour chaque année de calendrier de l'exercice biennal. Ces états financiers annuels sont présentés séparément du rapport de gestion financière et, pour voir les informations financières complètes de l'Organisation préparées en application des normes IPSAS, il convient de se référer aux états financiers annuels de l'OMPI.

En application des normes IPSAS, les états financiers comprennent les éléments suivants :

- État I État de la situation financière
- État II État de la performance financière
- État III État des variations des actifs nets
- État IV État des flux de trésorerie
- État V État de comparaison entre les crédits alloués et les dépenses réelles
- Notes relatives aux états financiers

Dans le rapport de gestion financière, les états I à V sont présentés pour l'exercice biennal 2014-2015. Des informations financières sont fournies pour faire comprendre les différences entre le résultat de l'Organisation sur une base budgétaire et celui de l'Organisation en fonction des états financiers établis selon les normes IPSAS. D'autres extraits des états financiers annuels fournissent également de plus amples détails sur les actifs et les passifs de l'Organisation.

Il convient par ailleurs de noter que des changements ont été apportés à la présentation des chiffres comparatifs au 31 décembre 2013, afin que ces derniers soient conformes à la classification des postes adoptée dans les états financiers 2014 et 2015.

ÉTAT I ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

au 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents	489 496	474 508	409 916
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	1 226	2 005	2 677
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	52 568	58 556	76 718
Stocks	1 597	1 747	2 141
	<u>544 887</u>	<u>536 816</u>	<u>491 452</u>
Actifs non courants			
Matériel	2 134	1 746	2 324
Immeubles de placement	6 210	4 785	4 785
Actifs incorporels	28 981	29 749	29 161
Terrains et bâtiments	380 518	383 443	360 107
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	298	298	359
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	5 030	3 389	3 092
Autres actifs non courants	8 934	9 124	9 315
	<u>432 105</u>	<u>432 534</u>	<u>409 143</u>
ACTIF TOTAL	<u>976 992</u>	<u>969 350</u>	<u>900 595</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Comptes de créanciers	22 102	30 315	31 285
Prestations au personnel	23 031	19 363	17 599
Montants à payer	84 160	83 559	78 617
Avances clients	249 381	241 756	229 101
Emprunts exigibles dans l'année	21 258	29 258	5 258
Provisions	817	913	1 009
Autres passifs courants	55 771	63 570	54 862
	<u>456 520</u>	<u>468 734</u>	<u>417 731</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	148 487	141 866	132 927
Emprunts exigibles après une année	88 721	109 979	139 237
Encaissements par anticipation	4 201	2 978	1 881
	<u>241 409</u>	<u>254 823</u>	<u>274 045</u>
PASSIF TOTAL	<u>697 929</u>	<u>723 557</u>	<u>691 776</u>
Cumul des excédents	231 945	195 196	185 431
Réserve pour projets spéciaux	23 730	27 209	-
Écart de réévaluation	15 046	15 046	15 046
Fonds de roulement	8 342	8 342	8 342
ACTIFS NETS	<u>279 063</u>	<u>245 793</u>	<u>208 819</u>

ÉTAT II ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	2015	2014	Total 2014-2015
RECETTES			
Contributions statutaires	17 801	17 899	35 700
Contributions volontaires	10 255	8 896	19 151
Recettes provenant des publications	487	351	838
Recettes des placements	1 500	1 619	3 119
Taxes provenant du système du PCT	275 392	278 576	553 968
Taxes provenant du système de Madrid	67 925	55 113	123 038
Taxes provenant du système de La Haye	3 931	3 186	7 117
Taxes provenant du système de Lisbonne	17	40	57
Sous-total des taxes	347 265	336 915	684 180
Arbitrage et médiation	1 508	1 487	2 995
Autres/diverses recettes	3 127	3 013	6 140
TOTAL DES RECETTES	381 943	370 180	752 123
DÉPENSES			
Dépenses de personnel	216 266	216 394	432 660
Stagiaires et bourses de l'OMPI	3 151	2 653	5 804
Voyages et bourses	17 394	15 360	32 754
Services contractuels	72 090	63 586	135 676
Dépenses de fonctionnement	21 200	20 851	42 051
Fournitures	3 583	1 803	5 386
Mobilier et matériel	827	247	1 074
Amortissement et dépréciation	11 055	9 054	20 109
Coûts financiers	3 107	3 258	6 365
TOTAL DES DÉPENSES	348 673	333 206	681 879
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	33 270	36 974	70 244

ÉTAT III ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	Cumul des excédents	Réserve pour projets spéciaux	Écart de réévaluation	Fonds de roulement	Total actifs nets
Actifs nets au 31 décembre 2013	185 431	-	15 046	8 342	208 819
Excédent/(déficit) pour l'année 2014	36 974	-	-	-	36 974
Actifs nets au 31 décembre 2014	222 405	-	15 046	8 342	245 793
Création d'une réserve pour projets spéciaux	-27 209	27 209	-	-	-
Actifs nets au 1^{er} janvier 2015	195 196	27 209	15 046	8 342	245 793
Éléments comptabilisés directement en actifs nets	-	-	-	-	-
Total des éléments comptabilisés directement en actifs nets en 2015	-	-	-	-	-
Excédent/(déficit) pour l'année 2015	38 436	-5 166	-	-	33 270
Ajustement de la réserve pour projets spéciaux	-1 654	1 654	-	-	-
Transfert du cumul des excédents	-33	33	-	-	-
Actifs nets au 31 décembre 2015	231 945	23 730	15 046	8 342	279 063

ÉTAT IV ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	2015	2014	Total 2014-2015
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent (déficit) pour l'exercice ¹⁾	37 487	36 351	73 838
Intérêt gagné	75	1 619	1 694
Intérêt payé sur les emprunts	-2 918	-3 137	-6 055
Amortissement et dépréciation	11 055	9 054	20 109
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	10 289	10 703	20 992
(Augmentation) diminution des stocks	150	394	544
(Augmentation) diminution des comptes de débiteurs	5 126	18 598	23 724
(Augmentation) diminution des autres actifs	190	191	381
Augmentation (diminution) des encaissements par anticipation	8 848	13 752	22 600
Augmentation (diminution) des comptes de créanciers	-8 213	-970	-9 183
Augmentation (diminution) des montants à payer	601	4 942	5 543
Augmentation (diminution) des provisions	-96	-96	-192
Augmentation (diminution) des autres obligations	-7 799	8 708	909
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles	54 795	100 109	154 904
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Ajouts aux bâtiments et équipements	-7 174	-30 665	-37 839
Sortie d'équipements	-	9	9
Augmentation des actifs incorporels	-576	-1 744	-2 320
Augmentation des immeubles de placement	-1 425	-	-1 425
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	-9 175	-32 400	-41 575
Flux de trésorerie des activités de financement			
Produits des emprunts	-	-	-
Remboursement des emprunts	-29 258	-5 258	-34 516
Flux de trésorerie nets des activités de financement	-29 258	-5 258	-34 516
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie ou les équivalents de trésorerie	-1 374	2 141	767
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	14 988	64 592	79 580
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	474 508	409 916	409 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	489 496	474 508	489 496

1) À l'exclusion des intérêts perçus et des intérêts payés sur les emprunts ainsi que de l'effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

ÉTAT V ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – RECETTES

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2015

(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2014-2015 (1)	Budget final après virements 2014-2015 (2)	Recettes réelles sur une base comparable 2014-2015	Écart 2014-2015 (3)
Contributions statutaires	35 168	35 168	34 943	-225
Taxes				
Système du PCT	545 603	545 603	597 224	51 621
Système de Madrid	114 615	114 615	121 455	6 840
Système de La Haye	8 573	8 573	7 239	-1 334
Système de Lisbonne	8	8	57	49
Sous-total des taxes	668 799	668 799	725 975	57 176
Arbitrage et médiation	2 800	2 800	2 995	195
Publications	1 200	1 200	838	-362
Intérêts	1 530	1 530	1 692	162
Autres/divers	3 800	3 800	9 280	5 480
TOTAL	713 297	713 297	775 723	62 426

1) représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015.

2) représente le budget final après virements pour l'exercice biennal 2014-2015.

3) représente l'écart entre le budget final après virements pour l'exercice biennal 2014-2015 et les recettes réelles sur une base comparable pour l'exercice biennal 2014-2015.

ÉTAT V ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – DEPENSES

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2015

(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2014-2015	Budget après virements 2014-2015	Dépenses réelles sur une base comparable 2014-2015	Écart 2014-2015
	(1)	(2)		(3)
Programme				
Titre du programme				
1	4 950	5 390	5 355	35
2	6 162	5 530	5 192	338
3	16 430	16 764	16 141	623
4	7 864	6 372	5 438	934
5	197 973	195 354	186 154	9 200
6	55 245	57 428	55 709	1 719
7	11 175	10 947	9 879	1 068
8	4 341	3 519	3 138	381
9	32 325	31 485	29 067	2 418
10	8 443	8 338	7 643	695
11	11 883	11 714	11 845	-131
12	7 317	7 298	7 508	-210
13	4 692	5 065	4 954	111
14	7 539	6 830	6 861	-31
15	11 628	12 045	11 941	104
16	5 336	5 165	4 903	262
17	3 989	4 160	3 811	349
18	6 938	7 056	6 707	349
19	17 257	16 506	15 960	546
20	12 435	12 515	11 036	1 479
21	18 945	20 827	18 642	2 185
22	28 032	28 162	27 397	765
23	23 561	25 189	24 699	490
24	47 400	47 883	46 525	1 358
25	45 269	48 676	47 969	707
26	5 116	4 972	4 549	423
27	41 117	39 383	35 782	3 601
28	10 787	11 605	11 272	333
29	834	4 303	4 107	196
30	6 696	5 508	5 503	5
31	7 587	7 303	6 910	393
UN	4 727	701	-	701
TOTAL	673 993	673 993	642 597	31 396
Excédent/(déficit) net	39 304	39 304	133 126	93 822
Ajustements IPSAS à l'excédent			-22 478	
Projets financés sur les réserves			-40 324	
Comptes spéciaux financés sur les contributions de donateurs			-80	
Solde net ajusté selon la norme IPSAS			70 244	

1) représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015 à hauteur de 674 millions de francs suisses, qui a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI le 12 décembre 2013.

2) représente le budget final après virements pour l'exercice biennal 2014-2015.

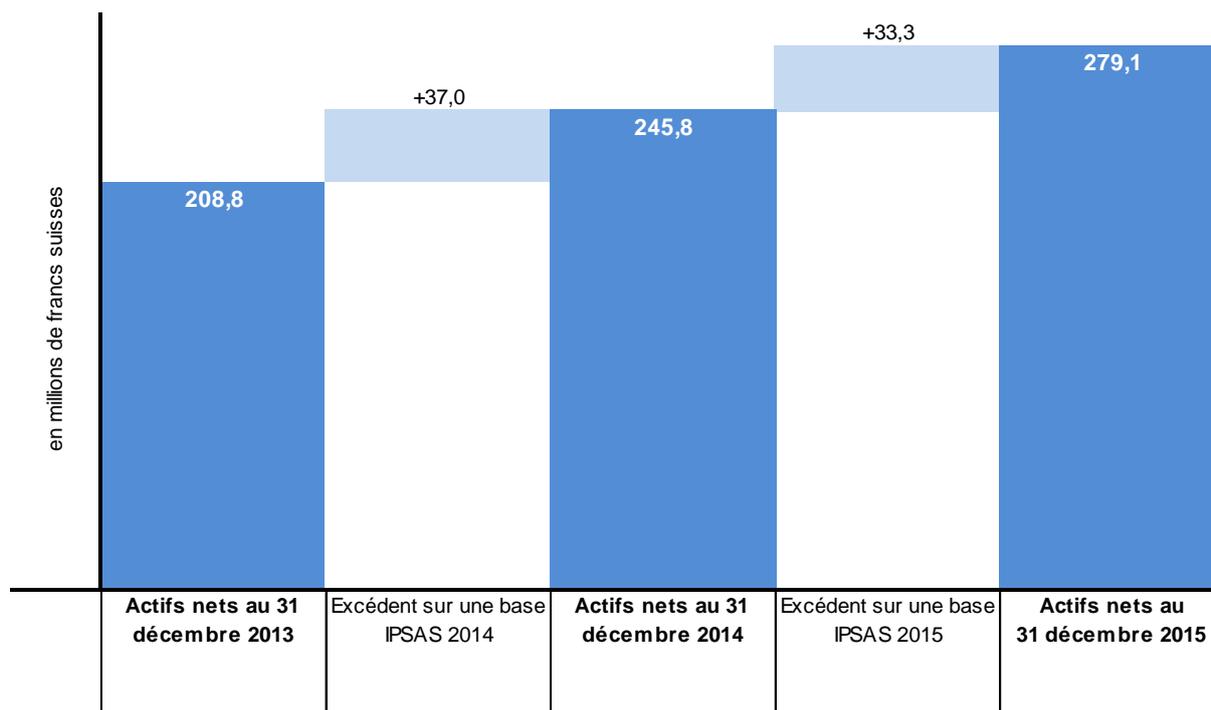
3) représente l'écart entre le budget final après virements pour l'exercice biennal 2014-2015 et les dépenses réelles sur une base comparable pour l'exercice biennal 2014-2015.

Analyse de l'état de la situation financière

Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement)

Au 31 décembre 2015, l'Organisation avait des actifs nets (ou fonds de réserve et de roulement) sur la base des normes IPSAS de 279,1 millions de francs suisses. À la suite des excédents dégagés en 2014 et 2015, les actifs nets étaient supérieurs de 70,3 millions de francs suisses par rapport au solde de 208,8 millions de francs suisses enregistré à la fin de 2013. Le tableau ci-dessous résume l'augmentation des actifs nets durant l'exercice biennal 2014-2015 :

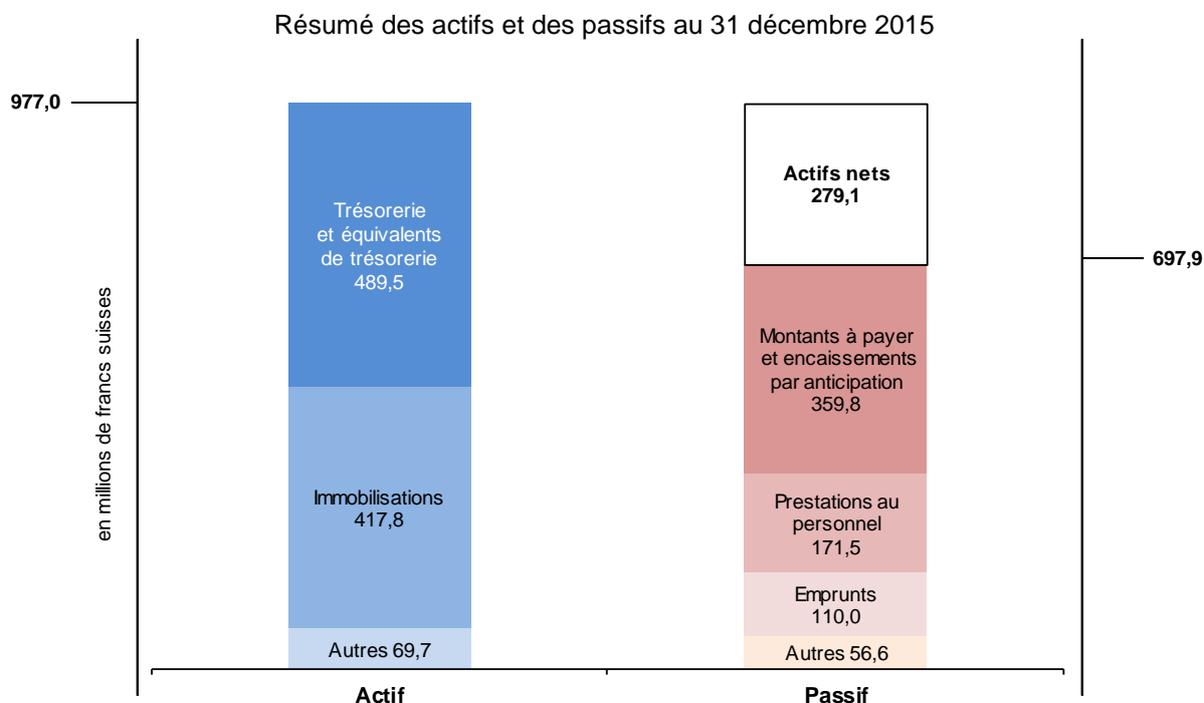
Évolution des actifs nets (Fonds de réserve et de roulement) en 2014-2015



La politique de l'OMPI en matière de réserves a été révisée en 2015 et les modifications apportées incluaient la création d'une réserve distincte, dénommée réserve pour projets spéciaux. Cette réserve est désormais présentée séparément dans les états financiers. La réserve pour projets spéciaux contient les crédits alloués aux projets à financer au moyen des réserves, déduction faite des dépenses cumulées. Son solde de 23,7 millions de francs suisses au 31 décembre 2015 représente les montants restant à utiliser pour les projets déjà approuvés.

Résumé des actifs et des passifs

Le graphique ci-dessous fournit un résumé de l'état de la situation financière de l'OMPI au 31 décembre 2015. Les actifs totaux de 977 millions de francs suisses sont composés principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ainsi que d'actifs fixes. Le total des passifs de 697,9 millions de francs suisses est principalement constitué de montants à payer et d'encaissements par anticipation, de prestations dues au personnel et d'emprunts :



Au 31 décembre 2015, l'Organisation a un solde de trésorerie de 489,5 millions de francs suisses, soit 50,1% des actifs totaux, bien que ce chiffre comprenne des montants considérés comme réservés selon les normes IPSAS. L'Organisation détient d'importants actifs fixes (terrains, bâtiments, immeuble de placement, actifs incorporels et matériel) d'une valeur comptable nette de 417,8 millions de francs suisses. Au nombre des autres actifs que détient l'Organisation pour un montant total de 69,7 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs, les stocks et les paiements anticipés. Le solde le plus important est celui des débiteurs du PCT qui totalise 40,9 millions.

Les montants à payer (comptes de créanciers et montants à payer) et les encaissements par anticipation totalisent 359,8 millions et comprennent surtout des recettes différées pour les taxes du système du PCT de 217,1 millions de francs suisses. Les prestations dues au personnel de 171,5 millions de francs suisses comprennent essentiellement les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service d'un montant de 137,2 millions de francs suisses, tandis que les emprunts représentent le prêt de la FIPOI, d'un montant de 19,6 millions de francs suisses, et le prêt de la BCG/BCV, d'un montant de 90,4 millions de francs suisses. D'autres obligations d'un montant total de 56,6 millions de francs suisses comprennent un montant de 55,8 millions de francs suisses détenus pour le compte de déposants et de parties contractantes.

Les actifs courants nets (actifs courants moins passifs courants) de l'Organisation représentent 88,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2015, soit une forte augmentation de 14,6 millions de francs suisses par rapport au solde à la fin de l'exercice biennal précédent.

Actifs courants nets	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
(en milliers de francs suisses)			
Actifs courants	544 887	536 816	491 452
Passifs courants	456 520	468 734	417 731
Actifs courants nets	88 367	68 082	73 721

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
(en milliers de francs suisses)			
Total de la trésorerie disponible	238 719	224 747	260 380
Fonds détenus pour le compte de tiers	139 931	147 129	133 479
Fonds détenus pour les prestations au personnel après la cessation de service	88 917	85 248	-
Comptes spéciaux	21 929	17 384	16 057
Total de la trésorerie soumise à restriction	250 777	249 761	149 536
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	489 496	474 508	409 916

Le montant total des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie a augmenté de 79,6 millions de francs suisses entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2015. L'Organisation conserve ses comptes de dépôt auprès de l'Administration fédérale des finances (AFF). Suite à la mise en œuvre des nouvelles dispositions de l'AFF relatives à l'ouverture et à la tenue de comptes de dépôt, l'OMPI avait été informée qu'à partir de la fin de l'année 2015, elle ne pourrait plus détenir de dépôts sur ces comptes. Toutefois, suite à une demande de l'OMPI, ce délai a été prolongé jusqu'au 15 décembre 2017. Dans le cadre de cette extension, l'OMPI ne peut dépasser le solde de ses dépôts détenus à la fin du mois de septembre 2015. Le taux d'intérêt moyen sur les dépôts détenus auprès de l'AFF était de 0,421% en 2014. En 2015, le taux d'intérêt était de 0,150% en janvier, puis de 0% durant le restant de l'année.

Aux fins de la présentation IPSAS, les soldes de trésorerie sont scindés en soldes non réservés et soldes réservés. Les fonds réservés englobent les comptes courants détenus pour le compte de tiers. L'Organisation offre des facilités aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye en leur permettant de déposer des fonds qui seront utilisés pour déposer des demandes et des renouvellements futurs, et en permettant à certaines parties contractantes de transférer des fonds qu'elles ont perçus pour le compte de l'Organisation. Les fonds réservés comprennent également les taxes perçues par le Bureau international de l'OMPI agissant en tant qu'office récepteur pour le compte des parties contractantes à l'Arrangement et au Protocole de Madrid, à l'Arrangement de La Haye, et pour le compte des administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT. En outre, les dépôts encaissés dans le cadre de procédures en cours relatives à des enregistrements de marques, indépendamment de l'estimation des encaissements par anticipation effectués par l'Organisation, représentent des fonds perçus pour le compte de tiers et sont considérés comme des fonds réservés.

L'Organisation détient des fonds alloués pour le financement à venir des obligations relatives aux prestations dues au personnel après la cessation de service, notamment en matière d'assurance maladie. Depuis 2014, ces fonds ont été détenus sur des comptes bancaires séparés et sont considérés comme des fonds réservés. Le solde de ces fonds détenus sur des comptes distincts était de 88,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. En 2015, les charges appliquées au coût des postes pour le financement des prestations dues au personnel après la cessation de service ont

généralisé des fonds supplémentaires de 13,2 millions de francs suisses. Ces fonds seront virés sur les comptes bancaires distincts en 2016.

Les comptes spéciaux détenus pour le compte de donateurs de contributions volontaires sont considérés comme des fonds réservés et déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	(en milliers de francs suisses)		
Matériel	1 671	1 214	1 721
Meubles et mobilier	463	532	603
Total du matériel	2 134	1 746	2 324
Bâtiment de l'Union de Madrid	6 210	4 785	4 785
Total des immeubles de placement	6 210	4 785	4 785
Droits de superficie	25 571	26 011	26 450
Logiciel acquis en externe	602	456	518
Logiciel élaboré en interne	2 620	2 697	-
Logiciel en cours d'élaboration	188	585	2 193
Total des actifs incorporels	28 981	29 749	29 161
Terrains	28 600	28 600	28 600
Travaux en cours	-	12 510	57 668
Constructions en service	351 918	342 333	273 839
Total des terrains et constructions	380 518	383 443	360 107
Total des immobilisations	417 843	419 723	396 377

L'Organisation comptabilise les achats de matériel comme des actifs s'ils ont un coût total supérieur au seuil établi de 5000 francs suisses.

L'immeuble de l'Union de Madrid, qui est classé suivant les normes IPSAS dans la catégorie des immeubles de placement, est évalué à sa juste valeur de 6,2 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Le bâtiment a été réévalué en 2015, et sa valeur a ainsi augmenté de 1,4 million de francs suisses.

Les droits de superficie ont une valeur comptable nette de 25,6 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Ils continuent de diminuer de 0,4 million de francs suisses par an car ils sont amortis sur une période de 78 ans. L'Organisation a comptabilisé dans les états financiers le logiciel acheté à l'extérieur et élaboré en interne pour une valeur comptable nette totale de 3,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2015.

La valeur des terrains et des bâtiments a augmenté durant l'exercice biennal pour s'élever à 380,5 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. En 2014 et 2015, l'Organisation a comptabilisé les coûts concernant la construction de la nouvelle salle de conférence et les installations de sécurité, et également les coûts liés aux améliorations apportées aux bâtiments occupés. La nouvelle salle de conférence a été mise en service en 2014 et les installations de sécurité (y compris le nouveau centre d'accès, le centre des opérations de sécurité et le périmètre de sécurité) ont été achevées en 2015. Ces augmentations de la valeur des bâtiments et des installations ont été partiellement compensées par une dépréciation de 16,1 millions de francs suisses durant l'exercice biennal.

Autres actifs

<u>Autres actifs</u>	<u>Au 31 décembre 2015</u>	<u>Au 31 décembre 2014</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u>
(en milliers de francs suisses)			
Total des comptes clients (opération sans contrepartie directe)	1 524	2 303	3 036
Débiteurs du PCT	40 949	46 653	62 398
Autres créances et encaissements par anticipation	9 545	7 936	11 017
Avances	7 104	7 356	6 395
Total des comptes clients (opération avec contrepartie directe)	57 598	61 945	79 810
Total des stocks	1 597	1 747	2 141
Total des autres actifs non courants	8 934	9 124	9 315
Total des autres actifs	69 653	75 119	94 302

Les autres actifs correspondent principalement aux débiteurs du PCT, avec un solde de 40,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. Cela représente les demandes PCT qui ont été déposées auprès d'offices récepteurs et éventuellement reçues par l'OMPI, mais pour lesquelles un paiement correspondant d'émolument n'a pas encore été reçu par l'Organisation. Les autres créances et encaissements par anticipation au 31 décembre 2015 comprennent principalement les soldes relatifs aux taxes remboursables des États-Unis d'Amérique d'un montant de 6,3 millions de francs suisses. Les avances sont principalement des avances accordées au personnel au titre d'allocations pour frais d'études d'un montant de 4,9 millions de francs suisses.

Les stocks comprennent principalement les publications et les fournitures papier qui représentent au total 1,5 million de francs suisses au 31 décembre 2015. Les autres actifs non courants à hauteur de 8,9 millions de francs suisses au 31 décembre 2015 représentent les montants avancés par l'OMPI à la Fondation du Centre International de Genève (FCIG) concernant la construction d'un bâtiment rue des Morillons à Genève (Suisse). L'OMPI a conclu un contrat pour louer le bâtiment à la FCIG et, dans les états financiers, une partie du montant avancé à la FCIG est traitée comme une avance sur location. Le reliquat du solde représente le prêt accordé par l'OMPI à la FCIG et est mesuré au coût amorti (8,3 millions de francs suisses au 31 décembre 2015).

Montants à payer et encaissements par anticipation

<u>Montants à payer et encaissements par anticipation</u>	<u>Au 31 décembre 2015</u>	<u>Au 31 décembre 2014</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u>
(en milliers de francs suisses)			
Créditeurs commerciaux – Comptes de créanciers	18 197	22 084	24 856
Passifs transitoires divers	3 777	8 187	4 342
Autres créditeurs commerciaux	128	44	2 087
Total des comptes de créanciers	22 102	30 315	31 285
Taxes de l'Union de Madrid	59 013	54 268	53 287
Dépôts de l'Union de Madrid	17 959	22 396	17 938
Taxes aux fins de répartition des unions de Madrid et de La Haye	4 322	4 047	4 468
Autres montants à payer	2 866	2 848	2 924
Total des montants à payer	84 160	83 559	78 617
Recettes différées au titre du système du PCT	217 071	199 682	194 943
Recettes différées au titre d'opérations sans contrepartie directe	14 097	16 134	15 144
Autres recettes différées	6 440	7 273	5 692
Dépôts de l'Union de Madrid	12 920	16 587	12 614
Autres encaissements par anticipation	3 054	5 058	2 589
Total des encaissements par anticipation	253 582	244 734	230 982
Total des montants à payer et des encaissements par anticipation	359 844	358 608	340 884

Les montants à payer représentent les taxes perçues par l'Organisation pour le compte des parties contractantes à l'Arrangement et au Protocole de Madrid et des parties contractantes au règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye. Le Bureau international de l'Organisation, agissant en qualité d'office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. En outre, l'Organisation perçoit des taxes à verser directement aux médiateurs, aux arbitres ou aux panélistes pour les cas traités par le Centre d'arbitrage et de médiation. L'Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu'à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l'Organisation.

Les encaissements par anticipation concernent principalement les recettes différées du système du PCT avec un solde de 217,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2015. À ce jour, on estime à environ 155 534 le nombre de demandes déposées attendant d'être publiées. Les produits provenant du traitement de demandes de l'étranger (selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye) sont comptabilisés lorsque les demandes individuelles sont publiées. Les produits provenant des taxes additionnelles par feuille relatives aux demandes déposées selon le PCT sont différés jusqu'à ce que la demande concernée soit publiée. En outre, la partie des taxes pour les demandes selon le PCT qui couvre le coût de traduction des rapports de brevetabilité non déposés en langue anglaise est différée jusqu'à ce que la traduction soit terminée.

Prestations au personnel

<u>Prestations au personnel</u>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	(en milliers de francs suisses)		
Assurance maladie après cessation de service (AMCS)	137 229	127 858	119 570
Indemnité de rapatriement et voyages	15 412	13 917	12 251
Congés cumulés	12 555	12 922	12 176
Caisse de retraite fermée	2 742	2 831	3 086
Indemnité pour frais d'études	1 929	1 925	1 783
Heures supplémentaires cumulées	608	528	755
Congés dans les foyers	303	529	479
Avantages au titre de la cessation de service	463	506	240
Récompenses	277	213	125
Total des obligations pour prestations au personnel	171 518	161 229	150 465

Comme le montre le tableau ci-dessus, l'obligation de loin la plus importante des prestations au personnel pour l'Organisation est celle de l'assurance maladie après la cessation de service – AMCS), qui représente 80% de l'obligation totale au 31 décembre 2015. L'obligation AMCS a augmenté de 17,7 millions de francs suisses pendant l'exercice biennal 2014-2015, situation décrite en détail dans le tableau ci-dessous :

<u>Mouvement des obligations au titre du système d'assurance maladie</u>	
(en milliers de francs suisses)	
Obligation au 31 décembre 2013	119 570
Frais administratifs courants	16 274
Coût des intérêts	5 247
Avantages payés du plan	-5 155
Amortissement de (gain)/perte nette	1 293
Mouvement 2014-2015	17 659
Obligation au 31 décembre 2015	137 229

L'obligation, qui est calculée par un actuaire indépendant, traduit le futur coût total de la part des primes d'assurance maladie collectives de l'OMPI aussi bien pour les retraités de l'OMPI que pour le nombre projeté de fonctionnaires en poste de l'OMPI qui prendront leur retraite à l'avenir. Le coût des

services rendus au cours de la période figurant dans le tableau ci-dessus est l'impact net résultant des services rendus par le personnel au cours de l'exercice biennal. Le coût des intérêts est la conséquence du fait que chaque fonctionnaire en activité se rapproche de l'âge auquel il peut prétendre aux prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Les prestations versées durant l'exercice biennal par l'Organisation sont les cotisations mensuelles (actuellement 65% des primes) que l'Organisation verse aux retraités participant à l'assurance maladie après la cessation de service.

Emprunts

<u>Emprunts</u>	<u>Au 31 décembre 2015</u>	<u>Au 31 décembre 2014</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u>
(en milliers de francs suisses)			
Prêt exigible de la FIPOI	19 579	20 937	22 295
Prêt BCG/BCV exigible pour le nouveau bâtiment	90 400	118 300	122 200
Total des emprunts	109 979	139 237	144 495

L'Organisation a emprunté des fonds (50,8 millions de francs suisses et 8,41 millions de francs suisses approuvés en 1977 et en 1987 respectivement) auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour construire ses bâtiments de siège à Genève (Suisse). Ces prêts étaient à l'origine soumis à intérêts mais, en 1996, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse a accepté de renoncer à tout nouveau paiement d'intérêts et actuellement les prêts ne donnent lieu qu'au remboursement du principal.

En février 2008, l'Organisation a conclu un contrat avec la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise pour un emprunt de 114 millions de francs suisses plus un montant supplémentaire éventuel de 16 millions de francs suisses destiné à financer une partie du coût de la construction du nouveau bâtiment disponible pour utilisation à compter du 28 février 2011. Le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses a été utilisé le 27 janvier 2011. Le taux d'intérêt a été fixé au swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70% selon la durée choisie par l'Organisation. Les paiements des intérêts durant l'exercice biennal 2014-2015 se sont montés à 6,1 millions de francs suisses, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,6% au cours de la période visée. Outre le paiement de l'intérêt, le contrat prévoit un remboursement annuel du principal équivalent à 3% du montant total emprunté à compter du 28 février 2012, pour l'emprunt initial de 114,0 millions de francs suisses et le montant supplémentaire de 16 millions de francs suisses. En novembre 2015, l'Organisation a procédé au premier de ses versements forfaitaires échelonnés pour le remboursement du prêt, pour un montant de 24 millions de francs suisses. Un deuxième remboursement forfaitaire de 16 millions de francs suisses a été effectué en janvier 2016.

Autres passifs

<u>Autres passifs</u>	<u>Au 31 décembre 2015</u>	<u>Au 31 décembre 2014</u>	<u>Au 31 décembre 2013</u>
(en milliers de francs suisses)			
Total des provisions	817	913	1 009
Comptes courants du PCT - Italie et Japon	456	7 588	6 597
Autres comptes courants	55 315	55 982	48 265
Total des transferts dus	55 771	63 570	54 862
Total des autres passifs	56 588	64 483	55 871

Dans le cadre de ses activités courantes, l'Organisation peut être partie à des procédures judiciaires. Une provision pour frais d'avocat est constituée pour certaines obligations juridiques lorsqu'il est jugé probable qu'un règlement ultérieur sera nécessaire. Le montant de la provision a été estimé aussi

précisément que possible en fonction des informations disponibles. Au 31 décembre 2015, la provision pour frais d'avocat s'élève à 0,8 million de francs suisses.

L'Organisation offre des facilités aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye en leur permettant de déposer des fonds sur des "comptes courants" pour lesquels l'Organisation joue le rôle de dépositaire dans l'attente de l'utilisation des fonds pour couvrir les taxes requises pour déposer des demandes individuelles et des renouvellements. Ces fonds sont détenus jusqu'au dépôt des demandes spécifiques. À la réception de la demande, la somme nécessaire est déduite du solde du compte courant et les fonds sont considérés comme des dépôts jusqu'à l'enregistrement de la demande.

En outre, l'Organisation gère des comptes bancaires en son propre nom afin de permettre à certaines parties contractantes de transférer des fonds qu'elles ont perçus pour le compte de l'Organisation. En attendant que la partie contractante informe l'OMPI que les fonds détenus sur ces comptes représentent des produits appartenant à l'Organisation, le solde inscrit sur les comptes n'est pas comptabilisé dans les recettes.

Situation financière par secteur

L'information sectorielle de l'OMPI est présentée dans un format qui représente les diverses unions en tant que segments composant l'Organisation. Un segment distinct a été créé pour les comptes spéciaux, qui représentent les contributions volontaires administrées par l'OMPI pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés à la mission de l'OMPI.

Conformément aux normes IPSAS, l'OMPI est tenue de divulguer ses actifs et passifs sectoriels pour chacun des secteurs dont se compose l'Organisation. Les actifs et les passifs de l'OMPI, autres que les réserves et le fonds de roulement représentant l'actif net, sont la propriété ou sont sous la responsabilité de l'Organisation entière et non pas des actifs ou des passifs des unions ou des segments. Les actifs et les passifs servent généralement à financer un large éventail d'activités de prestation de services dans plusieurs unions (segments). La seule exception est l'immeuble de placement à Meyrin, détenu par l'Union de Madrid. Par conséquent, les actifs et les passifs individuels ne sont pas pris en considération dans la communication des informations concernant les unions ou les segments individuels. Seuls les actifs nets, y compris les réserves et le fonds de roulement, sont représentés par un segment individuel :

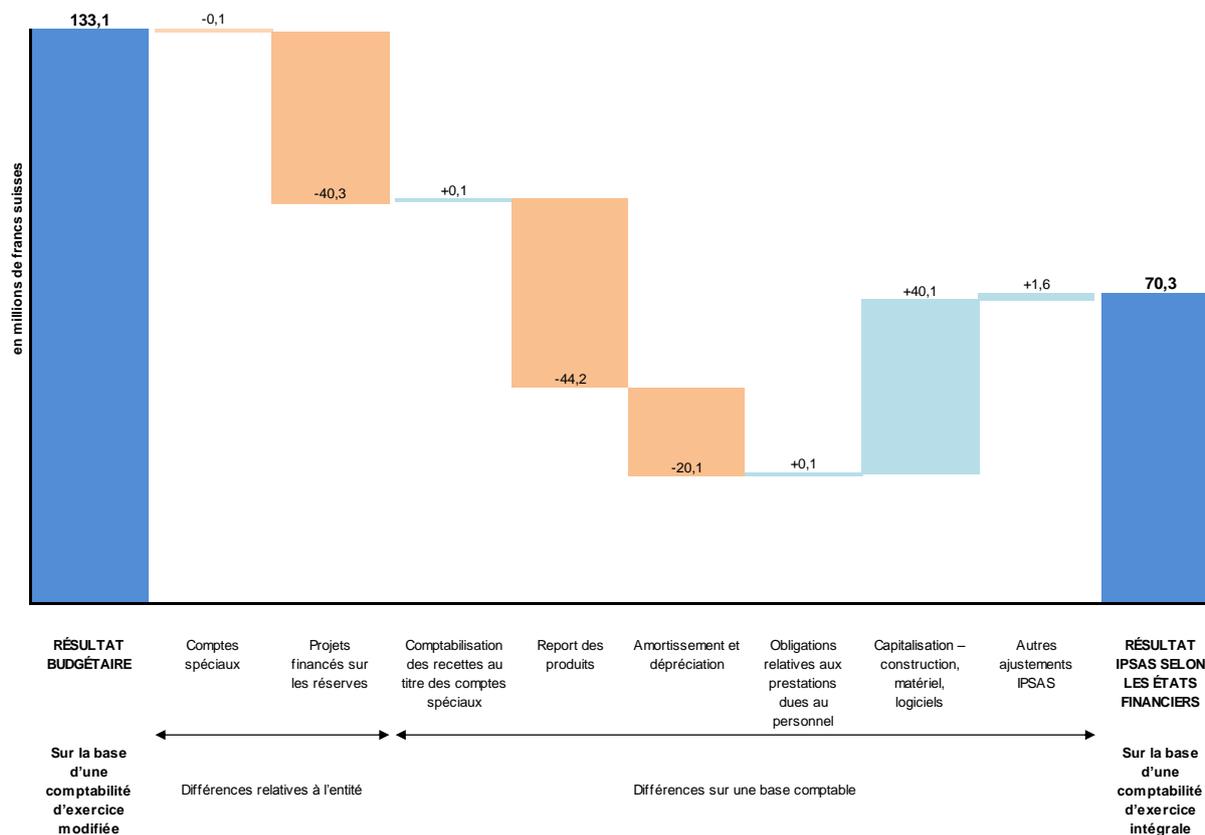
Actifs nets par segment	UNIONS						Comptes spéciaux	Total
	Contribution financée	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne			
	(en milliers de francs suisses)							
Fonds de réserve et de roulement au 31 décembre 2013	21 965	147 671	47 013	-7 327	-503	-	208 819	
Résultat budgétaire 2014-2015	3 477	123 492	10 814	-4 173	-484	-	133 126	
Résultat des projets financés par les réserves pour 2014-2015	-4 134	-26 967	-8 323	-868	-32	-	-40 324	
Résultat 2014-2015 des comptes spéciaux	-	-	-	-	-	-80	-80	
Ajustements IPSAS 2014-2015 au résultat	3 610	-31 504	5 663	-331	4	80	-22 478	
Fonds de réserve et de roulement au 31 décembre 2015	24 918	212 692	55 167	-12 699	-1 015	-	279 063	

ANALYSE DE L'ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

Rapprochement du résultat budgétaire et du résultat IPSAS 2014-2015

Le résultat budgétaire pour l'exercice biennal 2014-2015 a été un excédent de 133,1 millions de francs suisses contre un excédent de 70,3 millions selon les états financiers aux normes IPSAS. Le graphique ci-dessous résume les principales différences entre les deux résultats :

Passage du résultat budgétaire au résultat IPSAS pour 2014-2015



Différences relatives à l'entité

Tels qu'ils sont établis en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l'OMPI couvrent tous les domaines et activités de l'Organisation. L'inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les comptes spéciaux (déficit de 0,1 million de francs suisses) et les projets financés sur les réserves (déficit de 40,3 millions de francs suisses) représentent les "différences relatives à l'entité" entre le résultat budgétaire et l'excédent au titre des états financiers.

Différences sur une base comptable

L'application d'une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs "différences sur une base comptable" qui ont des conséquences pour le résultat de l'exercice biennal. L'impact net des ajustements IPSAS est un déficit de 22,4 millions de francs suisses :

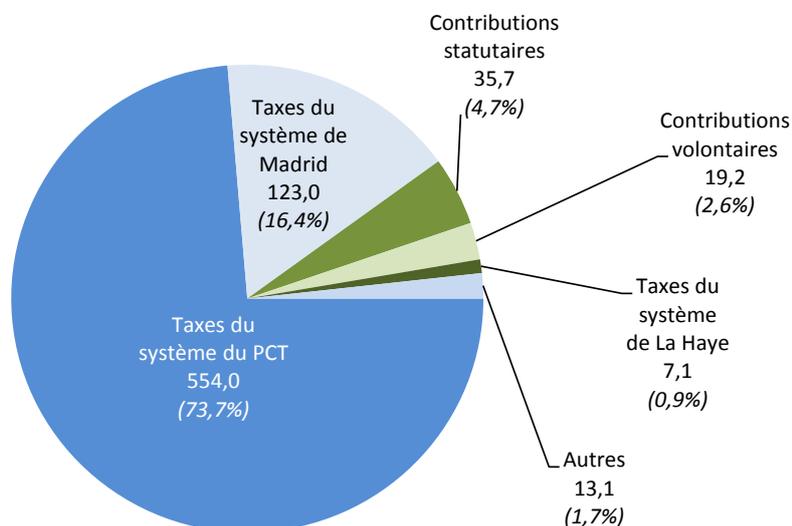
- En vertu des normes IPSAS, les recettes provenant des contributions volontaires au titre des comptes spéciaux sont comptabilisées au fur et à mesure que les conditions figurant dans les accords conclus avec les donateurs sont remplies et que les dépenses sont encourues conformément au programme de travail. L'ajustement consécutif se solde par une augmentation du résultat pour l'exercice biennal de 0,1 million de francs suisses.

- Dans l'application des normes IPSAS, les recettes provenant des taxes sont différées jusqu'à ce qu'elles soient jugées avoir été gagnées, ce qui, dans le cas des demandes internationales, est la date de la publication finale. Pour les demandes selon le PCT, une créance est également comptabilisée lorsqu'une demande a été déposée sans qu'aucune taxe n'ait été perçue par l'Organisation. Par ailleurs, l'OMPI comptabilise également les recettes différées pour ce qui est du financement de constructions sécuritaires par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). L'impact net total de ces ajustements est une réduction des recettes de 44,2 millions de francs suisses et ce en raison principalement d'une augmentation du solde des recettes différées provenant des taxes (PCT, système de Madrid et système de La Haye), qui est passé de 198,5 millions de francs suisses au 31 décembre 2013 à 219,2 millions au 31 décembre 2015. Durant la même période, le montant des créances provenant des taxes PCT est passé de 62,4 millions de francs suisses à 40,9 millions.
- Le résultat pour l'exercice biennal sur la base des normes IPSAS inclut la charge d'amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile. Le coût total de l'amortissement pour l'exercice biennal a été de 20,1 millions de francs suisses.
- Les normes IPSAS exigent que les prestations au personnel qui n'ont pas encore été payées soient comptabilisées sous la forme d'obligations de l'Organisation. Les ajustements IPSAS alignent le montant total du passif comptabilisé dans les états financiers sur les calculs de ce passif effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux qui sont effectués par des actuaires externes. Les prestations au personnel comptabilisées sous la forme d'obligations au titre des normes IPSAS (assurance maladie après la cessation de service, prime de rapatriement et voyage, somme cumulée des congés, des congés dans les foyers, des heures supplémentaires et caisse de retraite fermée) ont augmenté de 20,5 millions de francs suisses au cours de l'exercice biennal. Dans le cadre du programme et budget, une charge budgétaire de 6% est appliquée au coût de postes pour le financement de la provision au titre des prestations en matière d'assurance maladie après la cessation de service. Au cours de l'exercice biennal, cette charge a généré une provision de 13,5 millions de francs suisses, après déductions des prestations versées au personnel après la cessation de service au cours de la période (principalement la contribution de l'Organisation aux primes d'assurance maladie des retraités). À la fin de 2015, une nouvelle charge de 2% a été appliquée au coût de postes pour l'exercice biennal, générant une provision supplémentaire de 7,1 millions de francs suisses. En conséquence, l'ajustement IPSAS nécessaire pour faire concorder les prestations au personnel comptabilisées sous la forme d'obligations avec les calculs IPSAS s'élevait à 0,1 million de francs suisses, induisant une baisse correspondante des dépenses.
- En vertu des normes IPSAS, les coûts liés à la construction comme à l'amélioration de bâtiments sont comptabilisés. Cela réduit les dépenses de l'exercice biennal 2014-2015 de 36,5 millions de francs suisses. De même, l'acquisition de certains matériels et logiciels est elle aussi comptabilisée, ce qui réduit encore les dépenses de l'exercice biennal de 3,6 millions de francs suisses
- Les autres ajustements IPSAS concernent l'augmentation de la juste valeur de l'immeuble de placement (générant une recette de 1,4 million de francs suisses), une diminution de la provision pour créances relatives aux contributions statutaires (générant une recette de 0,7 million de francs suisses) et une diminution des stocks (induisant une dépense de 0,5 million de francs suisses). L'impact net de ces ajustements est une augmentation du résultat pour l'exercice biennal de 1,6 million de francs suisses.

Recettes

Le graphique ci-dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des recettes pour l'exercice biennal 2014-2015 :

Composition des recettes en 2014-2015 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l'application des normes IPSAS qui sont apportés aux recettes ont essentiellement une incidence sur les taxes du système PCT en raison de la fluctuation des recettes différées et des soldes débiteurs.

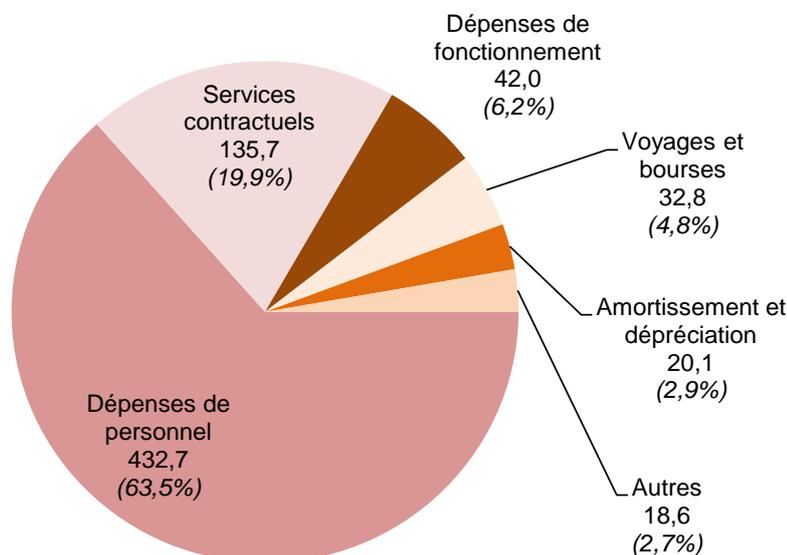
Détail des recettes en 2014-2015 sur la base des normes IPSAS

REVENUE	Programme et budget	Comptes spéciaux	Projets financés sur les réserves	Ajustements IPSAS	Total
	2014-2015	2014-2015	2014-2015	2014-2015	2014-2015
(en milliers de francs suisses)					
Contributions statutaires	34 943	-	-	757	35 700
Contributions volontaires	-	19 108	-	43	19 151
Recettes des publications	838	-	-	-	838
Recettes des investissements	1 692	2	-	1 425	3 119
Taxes du système du PCT	597 224	-	-	-43 256	553 968
Taxes du système de Madrid	121 455	-	-	1 583	123 038
Taxes du système de La Haye	7 239	-	-	-122	7 117
Taxes du système de Lisbonne	57	-	-	-	57
Sous-total des taxes	725 975	-	-	-41 795	684 180
Arbitrage et médiation	2 995	-	-	-	2 995
Gain (perte) de change	2 100	-40	33	-	2 093
Frais administratifs	1 831	-	-	-1 831	-
Autres/diverses recettes	5 349	-	-	-1 302	4 047
TOTAL DES RECETTES	775 723	19 070	33	-42 703	752 123

Dépenses

Le graphique ci-dessous fournit sur la base des normes IPSAS une analyse des dépenses pour l'exercice biennal 2014-2015 :

Composition des dépenses en 2014-2015 sur la base des normes IPSAS



Les ajustements relatifs à l'application des normes IPSAS qui sont apportés aux dépenses sont principalement la comptabilisation des dépenses de construction (à noter que cela a une incidence sur plusieurs catégories de dépenses dont les travaux de construction, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel et les services contractuels) et la charge de dépréciation et d'amortissement.

Détail des dépenses en 2014-2015 sur la base des normes IPSAS

DÉPENSES	Programme et budget	Comptes spéciaux	Projets financés sur les réserves	Ajustements IPSAS	Total
	2014-2015	2014-2015	2014-2015	2014-2015	2014-2015
(en milliers de francs suisses)					
Dépenses de personnel	423 874	4 753	4 836	-803	432 660
Stagiaires et bourses de l'OMPI	5 645	-	159	-	5 804
Voyages et bourses	26 059	6 604	116	-25	32 754
Services contractuels	126 739	5 564	4 581	-1 208	135 676
Dépenses de fonctionnement	46 641	284	29 913	-34 787	42 051
Fournitures	5 049	107	297	-67	5 386
Matériel	2 184	-	455	-1 565	1 074
Amortissement et dépréciation	-	-	-	20 109	20 109
Coûts financiers	6 406	7	-	-48	6 365
Frais administratifs	-	1 831	-	-1 831	-
TOTAL DES DÉPENSES	642 597	19 150	40 357	-20 225	681 879

Résultats financiers par segment

Conformément aux normes IPSAS, l'OMPI est tenue de divulguer ses recettes et ses dépenses sectorielles pour chacun des secteurs dont se compose l'Organisation. La plupart des recettes sont comptabilisées par union dans les comptes de l'OMPI. Les recettes provenant des intérêts perçus ont été réparties entre les unions sur la base des réserves de liquidités totales et les recettes courantes au cours de l'exercice biennal. Les dépenses sont comptabilisées selon le programme puis réattribuées aux diverses unions sur la base d'une méthode acceptée par l'Assemblée générale de l'OMPI dans le cadre de l'adoption du programme et budget de l'OMPI pour l'exercice biennal 2014-2015. Les recettes et les dépenses liées aux comptes spéciaux sont comptabilisées séparément dans le système de comptabilité financière.

Les seuls frais intersegments représentent les coûts d'appui aux programmes encourus par les unions à l'appui des comptes spéciaux. Les coûts d'appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d'un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l'accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire.

Performance financière par segment en 2014-2015		UNIONS					Comptes spéciaux	Total
Programme	Titre du programme	Contribution financée	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne		
(en milliers de francs suisses)								
RECETTES								
	Contributions	34 943	-	-	-	-	19 108	54 051
	Taxes	-	597 224	121 455	7 239	57	-	725 975
	Intérêts	99	947	646	-	-	2	1 694
	Publications	81	719	35	3	-	-	838
	Autres recettes+UPOV	1 786	1 786	2 134	1 787	1 787	-40	9 240
	Arbitrage	156	1 899	898	36	6	-	2 995
	Sous-total des recettes sur une base budgétaire	37 065	602 575	125 168	9 065	1 850	19 070	794 793
	Diverses recettes provenant des projets financés sur les réserves	7	7	7	6	6	-	33
	Ajustements IPSAS aux recettes	548	-44 483	3 120	-110	10	-1 788	-42 703
	Total des recettes	37 620	558 099	128 295	8 961	1 866	17 282	752 123
DÉPENSES								
01	Droit des brevets	404	4 809	142	-	-	-	5 355
02	Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	1 039	-	3 375	778	-	-	5 192
03	Droit d'auteur et droits connexes	12 840	3 028	273	-	-	-	16 141
04	Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	5 438	-	-	-	-	-	5 438
05	Système du PCT	-	186 154	-	-	-	-	186 154
06	Systèmes de Madrid et de Lisbonne	-	-	53 935	158	1 616	-	55 709
07	Arbitrage, médiation et noms de domaine	513	6 263	2 964	119	20	-	9 879
08	Coordination du Plan d'action pour le développement	80	2 807	251	-	-	-	3 138
09	Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pays les moins avancés	740	26 003	2 324	-	-	-	29 067
10	Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	194	6 845	604	-	-	-	7 643
11	Académie de l'OMPI	301	10 601	943	-	-	-	11 845
12	Classifications internationales et normes	526	6 607	300	75	-	-	7 508
13	Bases de données mondiales	-	4 458	496	-	-	-	4 954
14	Services d'accès à l'information et aux savoirs	91	5 530	1 151	84	5	-	6 861
15	Solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle	305	10 670	966	-	-	-	11 941
16	Économie et statistiques	125	4 387	391	-	-	-	4 903
17	Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	96	3 413	302	-	-	-	3 811
18	Propriété intellectuelle et défis mondiaux	171	5 998	538	-	-	-	6 707
19	Communications	403	14 295	1 262	-	-	-	15 960
20	Relations extérieures, partenariats et bureaux extérieurs	282	9 867	887	-	-	-	11 036
21	Direction générale	873	13 866	3 438	405	60	-	18 642
22	Gestion des programmes et des ressources	1 141	18 734	6 613	830	79	-	27 397
23	Gestion et mise en valeur des ressources humaines	1 157	18 373	4 552	537	80	-	24 699
24	Services d'appui administratif	2 179	34 611	8 574	1 009	152	-	46 525
25	Techniques de l'information et de la communication	1 949	36 416	9 343	1 124	137	-	47 969
26	Supervision interne	212	3 385	838	99	15	-	4 549
27	Services de conférence et services linguistiques	1 677	26 620	6 592	776	117	-	35 782
28	Sécurité	527	8 383	2 080	244	38	-	11 272
29	Projets de construction	186	3 037	779	90	15	-	4 107
30	Petites et moyennes entreprises et innovation	139	4 923	441	-	-	-	5 503
31	Système de La Haye	-	-	-	6 910	-	-	6 910
	Sous-total des dépenses sur une base budgétaire	33 588	479 083	114 354	13 238	2 334	-	642 597
	Financées sur les réserves	4 141	26 974	8 330	874	38	-	40 357
	Comptes spéciaux	-	-	-	-	-	19 150	19 150
	Ajustements IPSAS aux dépenses	-3 062	-12 979	-2 543	221	6	-1 868	-20 225
	Total des dépenses	34 667	493 078	120 141	14 333	2 378	17 282	681 879
	Excédent/(Déficit)	2 953	65 021	8 154	-5 372	-512	-	70 244

ÉTAT DE LA POSITION FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT
au 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	Programme et budget (budget ordinaire)		Comptes spéciaux (contributions volontaires)		Projets financés sur les réserves		Ajustements IPSAS		Consolidé	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2013
ACTIF										
Actifs courants										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	467 623	393 859	21 929	16 057	-	-	-56	-	489 496	409 916
Comptes clients (opération sans contrepartie directe)	1 892	2 266	-	-	-	-	-666	411	1 226	2 677
Comptes clients (opération avec contrepartie directe)	16 176	9 719	136	2	26	7 382	36 230	59 615	52 568	76 718
Stocks	-	-	-	-	-	-	1 597	2 141	1 597	2 141
Autres actifs courants	189 646	170 531	-7 718	-1 828	-181 928	-168 703	-	-	-	-
Total des actifs courants	675 337	576 375	14 347	14 231	-181 902	-161 321	37 105	62 167	544 887	491 452
Actifs non courants										
Équipements	-	-	-	-	-	-	2 134	2 324	2 134	2 324
Immeubles de placement	3 395	3 395	-	-	-	-	2 815	1 390	6 210	4 785
Actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	28 981	29 161	28 981	29 161
Terrains et constructions	25 415	25 415	-	-	137 419	137 419	217 684	197 273	380 518	360 107
Comptes clients (opération sans contrepartie directe)	5 733	6 518	-	-	-	-	-5 435	-6 159	298	359
Comptes clients (opération avec contrepartie directe)	-	-	-	-	-	-	5 030	3 092	5 030	3 092
Autres actifs non courants	9 245	9 623	-	-	-	-	-311	-308	8 934	9 315
Total des actifs non courants	43 788	44 951	-	-	137 419	137 419	250 898	226 773	432 105	409 143
ACTIF TOTAL	719 125	621 326	14 347	14 231	-44 483	-23 902	288 003	288 940	976 992	900 595
PASSIF										
Passifs courants										
Comptes de créanciers	26 190	20 678	73	88	-4 105	10 482	-56	37	22 102	31 285
Prestations au personnel	-22 062	-19 774	328	222	-55	-54	44 820	37 205	23 031	17 599
Montants à payer	66 201	60 679	-	-	-	-	17 959	17 938	84 160	78 617
Avances clients	33 933	33 383	14 843	12 600	-	-	200 605	183 118	249 381	229 101
Emprunts exigibles dans l'année	21 258	5 258	-	-	-	-	-	-	21 258	5 258
Provisions	817	1 009	-	-	-	-	-	-	817	1 009
Autres passifs courants	56 093	54 862	-	-	-	-	-322	-	55 771	54 862
Total des passifs courants	182 430	156 095	15 244	12 910	-4 160	10 428	263 006	238 298	456 520	417 731
Passifs non courants										
Prestations au personnel	101 023	77 838	-	-	-	-	47 464	55 089	148 487	132 927
Emprunts exigibles après une année	88 721	139 237	-	-	-	-	-	-	88 721	139 237
Encaissements par anticipation	-	-	-	-	-	-	4 201	1 881	4 201	1 881
Total des passifs non courants	189 744	217 075	-	-	-	-	51 665	56 970	241 409	274 045
PASSIF TOTAL	372 174	373 170	15 244	12 910	-4 160	10 428	314 671	295 268	697 929	691 776
Cumul des excédents	338 609	239 814	-897	1 321	-64 053	-34 330	-41 714	-21 374	231 945	185 431
Réserve pour projets spéciaux	-	-	-	-	23 730	-	-	-	23 730	-
Écart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	15 046	15 046	15 046	15 046
Fonds de roulement	8 342	8 342	-	-	-	-	-	-	8 342	8 342
ACTIFS NETS	346 951	248 156	-897	1 321	-40 323	-34 330	-26 668	-6 328	279 063	208 819

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT
au 31 décembre 2015
(en milliers de francs suisses)

	Programme et budget (budget ordinaire)		Comptes spéciaux (contributions volontaires)		Projets financés sur les réserves		Ajustements IPSAS		Consolidé			
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	TOTAL 2014-2015	
RECETTES												
Contributions statutaires	17 359	17 584	-	-	-	-	442	315	17 801	17 899	35 700	
Contributions volontaires	-	-	9 427	9 681	-	-	828	-785	10 255	8 896	19 151	
Recettes des publications	487	351	-	-	-	-	-	-	487	351	838	
Recettes des investissements	75	1 617	-	2	-	-	1 425	-	1 500	1 619	3 119	
Taxes du système du PCT	302 096	295 128	-	-	-	-	-26 704	-16 552	275 392	278 576	553 968	
Taxes du système de Madrid	65 873	55 582	-	-	-	-	2 052	-469	67 925	55 113	123 038	
Taxes du système de La Haye	4 043	3 196	-	-	-	-	-112	-10	3 931	3 186	7 117	
Taxes du système de Lisbonne	17	40	-	-	-	-	-	-	17	40	57	
Sous-total, taxes	372 029	353 946	-	-	-	-	-24 764	-17 031	347 265	336 915	684 180	
Arbitrage et médiation	1 508	1 487	-	-	-	-	-	-	1 508	1 487	2 995	
Gains de change	847	1 253	-49	9	18	15	-	-	816	1 277	2 093	
Frais administratifs	993	838	-	-	-	-	-993	-838	-	-	-	
Autres recettes	3 744	1 605	-	-	-	-	-1 433	131	2 311	1 736	4 047	
Sous-total, divers	5 584	3 696	-49	9	18	15	-2 426	-707	3 127	3 013	6 140	
TOTAL DES RECETTES	397 042	378 681	9 378	9 692	18	15	-24 495	-18 208	381 943	370 180	752 123	
DÉPENSES												
Dépenses de personnel	215 400	208 474	2 566	2 187	1 153	3 683	-2 853	2 050	216 266	216 394	432 660	
Stagiaires et bourses de l'OMPI	3 151	2 494	-	-	-	159	-	-	3 151	2 653	5 804	
Voyages et bourses	13 775	12 284	3 541	3 063	78	38	-	-25	17 394	15 360	32 754	
Services contractuels	67 399	59 340	2 977	2 587	1 813	2 768	-99	-1 109	72 090	63 586	135 676	
Frais de fonctionnement	25 639	21 002	152	132	1 696	28 217	-6 287	-28 500	21 200	20 851	42 051	
Fournitures	3 527	1 522	42	65	61	236	-47	-20	3 583	1 803	5 386	
Matériel et mobilier	1 812	372	-	-	332	123	-1 317	-248	827	247	1 074	
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Amortissements et dépréciation	-	-	-	-	-	-	11 055	9 054	11 055	9 054	20 109	
Coûts financiers	3 103	3 303	4	3	-	-	-	-48	3 107	3 258	6 365	
Frais administratifs	-	-	993	838	-	-	-993	-838	-	-	-	
TOTAL DES DÉPENSES	333 806	308 791	10 275	8 875	5 133	35 224	-541	-19 684	348 673	333 206	681 879	
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	63 236	69 890	-897	817	-5 115	-35 209	-23 954	1 476	33 270	36 974	70 244	

CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

TABLEAU 10 ET TABLEAU 10BIS CONTRIBUTIONS SELON LE SYSTÈME DE CONTRIBUTION UNIQUE

Base de calcul des contributions

La contribution de chaque État membre est calculée sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l'OMPI et les assemblées compétentes de certaines unions administrées par l'OMPI concernant le système de contribution unique (voir les paragraphes 166 et 167 du document A/39/15).

Calcul des contributions

Les montants des contributions, pour l'exercice biennal 2014-2015, ont été approuvés le 12 décembre 2013 par les assemblées des États membres de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI (voir le paragraphe 21 du document A/52/6).

Table 10 Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2014

Classe	Unités	a) Montant à recouvrer par l'État; en francs suisses	États membres d'une ou de plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
			b) Nombre d'États par classe	c) a) x b); en francs suisses	d) Nombre d'États par classe	e) a) x d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7,5	341 842	6	2 051 052	-	-
V	5	227 895	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	32	364 640	1	11 395
S	0,125	5 697	22	125 334	-	-
Sbis	0,0625	2 849	37	105 413	1	2 849
Ster	0,03125	1 424	39	55 536	6	8 544
			179	17 560 726	8	22 788

Classe États (au 1^{er} janvier 2014)

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovaquie, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie
IX	États membres d'unions :	Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Oman, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Qatar, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)
S	États non membres d'unions :	Koweït
	États membres d'unions :	Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Équateur, Gabon, Guatemala, Iraq, Jordanie, Lanka, Liban, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam

Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
Ster	États non membres d'unions :	Maldives
	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Somalie

Table 10bis Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2015

Classe	Unités	a) Montant à recouvrer par l'État; en francs	États membres d'une ou de plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
			b) Nombre d'États par classe	c) a) x b); en francs	d) Nombre d'États par classe	e) a) x d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	5	3 418 425	-	-
IV	10	455 790	8	3 646 320	-	-
IVbis	7,5	341 842	6	2 051 052	-	-
V	5	227 895	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	33	376 035	-	-
S	0,125	5 697	22	125 334	-	-
Sbis	0,0625	2 849	38	108 262	1	2 849
Ster	0,03125	1 424	38	54 112	7	9 968
			180	17 345 651	8	12 817

Classe États (au 1^{er} janvier 2015)

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal, République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie
IX	États membres d'unions :	Albanie, Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Libye, Lituanie, Monténégro, Oman, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Qatar, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)
S	États membres d'unions :	Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Équateur, Gabon, Guatemala, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, République arabe syrienne, République dominicaine, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, El Salvador, Fidji, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Jamaïque, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
	États non membres d'unions :	Maldives

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

<i>Ster</i>	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Kiribati, Myanmar, Somalie, Tuvalu

**CONTRIBUTIONS A RECOUVRER AU 31 DECEMBRE 2015 ET ARRIERES DES CONTRIBUTIONS
DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA) DETENTEURS D'UN COMPTE SPECIAL (GELE)**

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Afghanistan	Unique	14+15		2 848
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne		Pas d'arriérés		
Andorre		Pas d'arriérés		
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine	Unique	15*		32 559
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas		Pas d'arriérés		
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés		
Bélarus		Pas d'arriérés		
Belgique		Pas d'arriérés		
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin		Pas d'arriérés		
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie (État plurinational de)	Unique	08+09+10+11+12+13+14+15		22 792
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Brésil	Unique	15*		91 158
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Paris gelé Berne gelé	78+79+80+81+82+83+84+85+86+87 +88+89 77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	214 738 133 328	348 066
Burundi	Unique Paris Paris gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15 90+91+92+93 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89	33 179 13 276 214 738	 261 193
Cabo Verde	Unique	15*		2 287
Cambodge		Pas d'arriérés		
Cameroun		Pas d'arriérés		
Canada		Pas d'arriérés		
Chili		Pas d'arriérés		
Chine		Pas d'arriérés		
Chypre		Pas d'arriérés		
Colombie		Pas d'arriérés		
Comores	Unique	06+07+08+09+10+11+12+13+14+15		14 240
Congo		Pas d'arriérés		
Costa Rica		Pas d'arriérés		
Côte d'Ivoire		Pas d'arriérés		
Croatie		Pas d'arriérés		
Cuba		Pas d'arriérés		
Danemark		Pas d'arriérés		
Djibouti	Unique	12+13+14+15		5 696
Dominique	Unique	10+11+12+13+14+15		17 094
Égypte		Pas d'arriérés		
El Salvador		Pas d'arriérés		
Émirats arabes unis		Pas d'arriérés		
Équateur		Pas d'arriérés		
Érythrée		Pas d'arriérés		
Espagne		Pas d'arriérés		
Estonie		Pas d'arriérés		
États-Unis d'Amérique	Unique	15*		740 658
Éthiopie		Pas d'arriérés		
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés		
Fédération de Russie	Unique	15*		16 095
Fidji		Pas d'arriérés		
Finlande		Pas d'arriérés		
France		Pas d'arriérés		
Gabon		Pas d'arriérés		
Gambie	Unique OMPI gelé	14+15 83+84+85+86+87+88+89	2 848 55 250	58 098
Géorgie		Pas d'arriérés		
Ghana		Pas d'arriérés		
Grèce		Pas d'arriérés		
Grenade	Unique	10+11+12+13+14+15		17 094
Guatemala	Unique	15*		2 030

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Guinée	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	283 987
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	83+84+85+86+87+88+89	148 779	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	
Guinée équatoriale	Unique	12+13+14+15		5 696
Guinée-Bissau	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	73 526
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	89	23 213	
	Berne	92+93	3 858	
Guyana		Pas d'arriérés		
Haïti		Pas d'arriérés		
Honduras	Unique	15*		331
Hongrie		Pas d'arriérés		
Inde		Pas d'arriérés		
Indonésie		Pas d'arriérés		
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés		
Iraq	Unique	15		5 697
Irlande		Pas d'arriérés		
Islande		Pas d'arriérés		
Israël		Pas d'arriérés		
Italie		Pas d'arriérés		
Jamaïque		Pas d'arriérés		
Japon		Pas d'arriérés		
Jordanie		Pas d'arriérés		
Kazakhstan		Pas d'arriérés		
Kenya		Pas d'arriérés		
Kirghizistan		Pas d'arriérés		
Kiribati		Pas d'arriérés		
Koweït		Pas d'arriérés		
Lesotho		Pas d'arriérés		
Lettonie		Pas d'arriérés		
Liban ¹	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+13+14+15	57 824	132 631
	Paris	91*+92+93	20 499	
	Berne	91+92+93	51 102	
	Nice	91+92+93	3 206	
Libéria		Pas d'arriérés		
Libye	Unique	13*+14+15		29 790
Liechtenstein		Pas d'arriérés		
Lituanie		Pas d'arriérés		
Luxembourg		Pas d'arriérés		
Madagascar		Pas d'arriérés		
Malaisie		Pas d'arriérés		
Malawi	Unique	15		1 424
Maldives		Pas d'arriérés		
Mali	Unique	15*	880	297 183
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	163 926	
Malte		Pas d'arriérés		
Maroc		Pas d'arriérés		
Maurice		Pas d'arriérés		
Mauritanie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	423 653
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	219 120	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+8 7+ 88+89	150 618	
Mexique		Pas d'arriérés		
Micronésie (États fédérés de)	Unique	05*+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15		28 743
Monaco		Pas d'arriérés		
Mongolie		Pas d'arriérés		
Monténégro		Pas d'arriérés		
Mozambique		Pas d'arriérés		
Myanmar		Pas d'arriérés		
Namibie		Pas d'arriérés		
Népal		Pas d'arriérés		
Nicaragua		Pas d'arriérés		

¹ Calendrier des paiements établi en juillet 2006 pour le règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et selon le système de contribution unique en 10 paiements annuels.

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Niger	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	339 476
	Paris	91+92+93	10 120	
	Paris gelé	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097	
	Berne	90*+91+92+93	7 165	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	109 915	
Nigéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	330 280	490 909
	Paris	92*+93	160 629	
Norvège		Pas d'arriérés		
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés		
Oman		Pas d'arriérés		
Ouganda	Unique	15	1 424	141 796
	Paris gelé	83*+84 +85+86+87+88+89	140 372	
Ouzbékistan		Pas d'arriérés		
Pakistan		Pas d'arriérés		
Panama	Unique	15*		464
Papouasie-Nouvelle-Guinée		Pas d'arriérés		
Paraguay		Pas d'arriérés		
Pays-Bas		Pas d'arriérés		
Pérou		Pas d'arriérés		
Philippines		Pas d'arriérés		
Pologne		Pas d'arriérés		
Portugal		Pas d'arriérés		
Qatar		Pas d'arriérés		
République arabe syrienne		Pas d'arriérés		
République centrafricaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	442 282
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87 +88+89	273 509	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	
République de Corée		Pas d'arriérés		
République de Moldova		Pas d'arriérés		
République démocratique du Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	1 084 679
	Paris	90+91+92+93	159 959	
	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200	
	Berne	90+91+92+93	90 326	
	Berne gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	
République démocratique populaire lao		Pas d'arriérés		
République dominicaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	109 793	1 036 045
	Paris	71*+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+ 84+85+86 +87+88+89+90+91+92+93	926 252	
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés		
République tchèque		Pas d'arriérés		
République-Unie de Tanzanie	Paris gelé	87*+88+89		59 941
Roumanie		Pas d'arriérés		
Royaume-Uni		Pas d'arriérés		
Rwanda		Pas d'arriérés		
Sainte-Lucie		Pas d'arriérés		
Saint-Kitts-et-Nevis		Pas d'arriérés		
Saint-Marin		Pas d'arriérés		
Saint-Siège		Pas d'arriérés		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Unique	15		2 849
Samoa		Pas d'arriérés		
Sao Tomé-et-Principe		Pas d'arriérés		
Sénégal		Pas d'arriérés		
Serbie	Paris	93*	79 996	224 674
	Berne	91+92+93	135 984	
	Nice	93	6 447	
	Locarno	93	2 247	
Seychelles		Pas d'arriérés		
Sierra Leone		Pas d'arriérés		
Singapour		Pas d'arriérés		
Slovaquie		Pas d'arriérés		
Slovénie		Pas d'arriérés		
Somalie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	92 881
	OMPI	90+91+92+93	4 452	
	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89	55 250	
Soudan		Pas d'arriérés		
Sri Lanka		Pas d'arriérés		
Suède		Pas d'arriérés		
Suisse		Pas d'arriérés		
Suriname		Pas d'arriérés		
Swaziland		Pas d'arriérés		
Tadjikistan		Pas d'arriérés		

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Contribution unique/ Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Tchad	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+15	33 179	461 259
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89	250 957	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89	156 387	
	Thaïlande		Pas d'arriérés	
Togo	Unique	02*+03+04+05+06+07+08+09+10+11+12+13+14+ 15	19 352	239 514
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	87 785	
Tonga		Pas d'arriérés		
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés		
Tunisie		Pas d'arriérés		
Turkménistan		Pas d'arriérés		
Turquie		Pas d'arriérés		
Tuvalu	Unique	15		1 424
Ukraine		Pas d'arriérés		
Uruguay		Pas d'arriérés		
Vanuatu		Pas d'arriérés		
Venezuela (République bolivarienne du)	Unique	13*+14+15		24 145
Viet Nam		Pas d'arriérés		
Yémen	Unique	14+15	2 848	21 990
	OMPI gelé	87*+88+89	19 142	
Zambie		Pas d'arriérés		
Zimbabwe	Unique	14*+15		3 353
Total incluant : contributions à recouvrer arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)			3 664 065	
			3 918 185	
			TOTAL	7 582 250

* Paiement partiel

** Les montants des contributions étaient dus jusqu'en 1993 conformément aux décisions des unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno et de Vienne, et depuis 1994 selon le système de contribution unique. Conformément aux décisions prises par les Assemblées des unions de Paris et de Berne et par la Conférence de l'OMPI à leurs sessions de 1991, les montants des arriérés de contributions de tous les pays les moins avancés (PMA) pour les années antérieures à 1990 sont placés sur un compte spécial, dont le montant a été gelé jusqu'au 31 décembre 1989. Ces montants sont désignés respectivement par les expressions "Paris gelé", "Berne gelé" et "OMPI gelé".

Total des contributions à recouvrer

(à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé))

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris	1 437 111
Union de Berne	318 275
Union de Nice	9 653
Union de Locarno	2 247
Convention instituant l'OMPI	4 452
Contribution unique	1 892 327
Total	3 664 065

Contributions à recouvrer des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris (gelé)	2 489 418
Union de Berne (gelé)	1 299 125
Convention instituant l'OMPI (gelé)	129 642
Total	3 918 185

Tableau 11 Contributions reçues d'avance

	en francs suisses
<i>Contributions pour 2016 déjà reçues au 31 décembre 2015</i>	
Angola	1 424
Australie	592 685
Bélarus	10 768
Bhoutan	1 424
Bulgarie	91 158
Cameroun	2 849
Congo	2 849
Côte d'Ivoire	164
Danemark	20 000
El Salvador	2 849
Équateur	4 268
Gabon	1 640
Guyana	195
Italie	39 309
Jordanie	2 410
Ouzbékistan	11 395
Pays-Bas	4 647
Philippines	42
Pologne	903
République tchèque	136 737
Saint-Kitts-et-Nevis	2 849
Suisse	609 685
Suriname	2 849
Swaziland	2 849
Thaïlande	11 395
Uruguay	5 697
Total	1 563 040
<i>Contributions reçues pour 2017 et les années suivantes</i>	
Angola	41 512
Cameroun	23 421
Congo	26 327
Suisse	74 000
Suriname	167 385
Swaziland	2 849
Sous-total	335 494
TOTAL	1 898 534

Tableau 12 Fonds de roulement au 31 décembre 2015

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Afrique du Sud	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Algérie	Paris	22 533	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
Allemagne	Paris	300 426	
	Berne	102 019	
	IPC	105 871	
	Nice	18 822	
	Locarno	2 045	
	PCT	222 900	
	Madrid	339 000	
	La Haye	75 363	
Argentine	Paris	66 895	
	Berne	29 148	
Australie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	91 000	
Autriche	Paris	75 110	
	Berne	8 744	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	PCT	19 250	
	Madrid	84 800	
Bahamas	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Barbade	Paris	1 882	
Belgique	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	9 800	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Bénin	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
Brésil	Paris	93 593	
	Berne	43 722	
	IPC	15 283	
	PCT	4 200	
Bulgarie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	PCT	200	
Burkina Faso	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Burundi	Paris	7 508	7 508
Cameroun	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Canada	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
Chili	Berne	8 744	
Chine	Paris	28 250	
Chypre	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Congo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Costa Rica	Berne	2 915	
Côte d'Ivoire	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Cuba	Paris	22 533	
Danemark	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	41 000	
Égypte	Paris	22 533	
	Berne	2 915	
	IPC	6 701	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Espagne	Paris	75 110	
	Berne	58 296	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
	La Haye	18 840	
États-Unis d'Amérique	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	754 900	
Fédération de Russie	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	24 750	
	Madrid	211 800	
Fidji	Berne	2 915	
Finlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	34 200	
France	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	110 700	
	Madrid	211 800	
	La Haye	47 102	
Gabon	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Ghana	Paris	7 508	
Grèce	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Guinée	Paris	7 508	7 508
	Berne	2 915	2 915
Haïti	Paris	14 903	
Hongrie	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
	Nice	2 354	
	Locarno	681	
	PCT	22 150	
	Madrid	42 200	
Inde	Berne	29 148	
Indonésie	Paris	22 533	
	La Haye	5 652	
Iran (République islamique d')	Paris	22 533	
Iraq	Paris	22 533	
Irlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
Islande	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Israël	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	IPC	8 691	
	Nice	1 412	
Italie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	3 409	
	PCT	16 500	
	Madrid	127 200	
Japon	Paris	187 765	
	Berne	58 296	
	IPC	72 435	
	PCT	194 600	
Jordanie	Paris	7 508	
Kenya	Paris	22 533	

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Liban	Paris	20 646	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
Libye	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Liechtenstein	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
	PCT	1 500	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Luxembourg	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	650	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Madagascar	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Malawi	Paris	7 508	
Mali	Paris	3 812	
	Berne	2 915	
Malte	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Maroc	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Maurice	Paris	7 508	
Mauritanie	Paris	7 508	384
	Berne	2 915	
	PCT	50	
Mexique	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Monaco	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	200	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Mongolie	Paris	1 882	
Niger	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Nigéria	Paris	22 533	
Norvège	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	21 750	
Nouvelle-Zélande	Paris	37 556	
	Berne	14 574	
Ouganda	Paris	7 508	
Pakistan	Berne	8 744	
Pays-Bas	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 903	
	PCT	20 350	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Philippines	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Pologne	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Portugal	Paris	75 110	
	Berne	14 574	
	IPC	28 977	
	Madrid	84 800	
	Nice	4 707	
République arabe syrienne	Paris	22 533	
République centrafricaine	Paris	7 508	943
	Berne	2 915	

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
République de Corée	Paris PCT	22 533 3 700	
République démocratique du Congo	Paris Berne	22 533 8 744	14 057 1 727
République dominicaine	Paris	22 533	
République populaire démocratique de Corée	Paris	7 508	
République tchèque	Paris Berne IPC Nice Locarno Madrid	50 073 19 432 19 318 3 138 910 56 533	
République-Unie de Tanzanie	Paris	14 903	
Roumanie	Paris Berne PCT Madrid	33 788 8 744 550 84 800	
Royaume-Uni	Paris Berne IPC Nice PCT	187 765 72 871 72 435 11 764 168 000	
Rwanda	Paris	2 849	
Saint-Marin	Paris Madrid	22 533 25 400	
Saint-Siège	Paris Berne La Haye	7 508 2 915 1 884	
Sénégal	Paris Berne	7 508 8 744	
Serbie-et-Monténégro	Paris Berne Nice Locarno Madrid	29 927 14 574 2 354 1 364 84 800	
Slovaquie	Paris Berne IPC Nice Locarno Madrid	25 037 9 716 9 659 1 569 454 28 267	
Soudan	Paris	2 849	
Sri Lanka	Paris Berne PCT	7 508 2 915 300	
Suède	Paris Berne IPC Nice Locarno PCT	112 661 43 722 43 463 7 058 2 045 162 800	
Suisse	Paris Berne IPC Nice Locarno PCT Madrid La Haye	112 661 43 722 43 463 7 058 2 045 74 000 127 200 28 261	
Suriname	Paris Berne IPC Nice La Haye	7 508 2 915 2 895 470 1 884	
Tchad	Paris Berne	7 508 2 915	6 377 1 980
Thaïlande	Berne	2 915	
Togo	Paris Berne	7 508 2 915	
Trinité-et-Tobago	Paris	22 533	
Tunisie	Paris Berne Nice Madrid La Haye	22 533 8 744 1 412 25 400 5 652	
Turquie	Paris Berne	22 533 8 744	

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Uruguay	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Venezuela (République bolivarienne du)	Berne	14 574	
Viet Nam	Paris	7 508	
	Madrid	25 400	
	La Haye	1 884	
Zambie	Paris	7 508	
Zimbabwe	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Total		10 749 494	43 399

Total des fonds de roulement

Union	Montant (en francs suisses)	Facturé* au 31 décembre 2015	Référence
Paris ¹	-	2 000 000,00	AB/VI/23, parag. 301 et 302
	1 592 894,11	2 000 000,00	P/A/VI/3, parag. 11.i)
Berne	1 300 000,00	1 300 000,00	AB/VI/23, parag. 301 et 302
IPC	1 000 000,00	1 000 000,00	AB/XVI/23, parag. 178
Nice	160 000,00	160 000,00	AB/VI/23, parag. 301 et 302
Locarno ²	29 494,00	30 000,00	AB/IV/35, parag. 152
PCT	2 000 000,00	2 000 000,00	PCT/A/X/3, parag. 13.i)
Madrid	2 000 000,00	2 000 000,00	AB/X/32, parag. 39.xxi.
La Haye	260 000,00	260 000,00	AB/VI/23, parag. 301 et 302
Total	8 342 388,11		

* Montant historique

Total des fonds de roulement à recouvrer

Union	Montant (en francs suisses)
Union de Paris	36 777
Union de Berne	6 622
Total	43 399

¹ Le Fonds de roulement de l'Union de Paris a été créé en 1978 et fixé à 2 millions de francs suisses (paragraphe 301 et 302 du document AB/VI/23). L'assemblée de cette union ayant décidé d'utiliser le Fonds de roulement pour couvrir les dépenses exceptionnelles de la Conférence diplomatique pour la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984 et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), elle a aussi décidé, à sa session de 1983, de reconstruire le Fonds de roulement pour un montant maximum de 2 millions de francs suisses (paragraphe 11.i) du document P/A/VI/3). En conséquence, le Fonds de roulement de l'Union de Paris s'élevait au 31 décembre 2015 à 1 592 894,11 francs. En 2015, les assemblées des États membres de l'OMPI ont décidé que les fonds de roulement de l'Union du PCT, qui s'élevaient à 2 millions de francs suisses, seraient reversés aux États membres de l'Union du PCT sous forme d'avoir sur les contributions facturées au cours de l'exercice biennal 2016-2017.

² Le Fonds de roulement de l'Union de Locarno a été créé en 1973 et fixé à 30 000 francs suisses (paragraphe 152 du document AB/IV/35). À la suite de l'adhésion des Pays-Bas et du retrait des États-Unis d'Amérique, le Fonds de roulement de l'Union de Locarno s'élevait au 31 décembre 2015 à 29 494 francs suisses.

RÉPARTITION MADRID ET LA HAYE**Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2014****Perception**

L'OMPI a perçu, en 2014, la somme de 3 135 800 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen; également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 1 018 Antigua-et-Barbuda
- deux, 26 658 Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
- trois, 98 435 Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint-Marin, Slovénie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
- quatre, 224 149 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda¹, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 3 135 800 francs suisses doit être divisée par 1 246 235 [1 018 + (26 658 x 2) 53 316 + (98 435 x 3) 295 305 + (224 149 x 4) 896 596]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 2,516218850 francs suisses par point de coefficient [3 135 800 : 1 246 235] soit, pour le coefficient

- un, 2,51621885 francs suisses
- deux, 5,03243770 francs suisses
- trois, 7,54865655 francs suisses
- quatre, 10,06487540 francs suisses

¹ À compter du 7 août 2013.

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 550	10,06487540	35 730
Algérie	4 669	10,06487540	46 993
Allemagne	12 839	7,54865655	96 917
Antigua-et-Barbuda	1 018	2,51621885	2 562
Arménie	3 298	10,06487540	33 194
Autriche	12 373	7,54865655	93 400
Azerbaïdjan	4 610	10,06487540	46 399
Bélarus	7 437	10,06487540	74 852
Benelux	11 562	7,54865655	87 278
Bhoutan	927	10,06487540	9 330
Bosnie-Herzégovine	6 060	10,06487540	60 993
Botswana	689	10,06487540	6 935
Bulgarie	5 041	10,06487540	50 737
Chine	14 168	10,06487540	142 599
Chypre	1 641	10,06487540	16 516
Croatie	7 010	7,54865655	52 916
Cuba	2 075	10,06487540	20 885
Égypte	7 642	10,06487540	76 916
Espagne	11 342	10,06487540	114 156
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 162	7,54865655	46 515
Fédération de Russie	23 594	10,06487540	237 471
France	12 610	7,54865655	95 189
Hongrie	8 295	10,06487540	83 488
Iran (République islamique d')	3 611	10,06487540	36 344
Italie	11 792	5,03243770	59 343
Kazakhstan	7 797	10,06487540	78 476
Kenya	1 978	10,06487540	19 908
Kirghizistan	3 238	10,06487540	32 590
Lesotho	977	7,54865655	7 375
Lettonie	3 822	7,54865655	28 851
Libéria	1 090	10,06487540	10 971
Liechtenstein	7 120	5,03243770	35 831
Lituanie	3 734	7,54865655	28 187
Madagascar	747	10,06487540	7 518
Maroc	8 160	10,06487540	82 129
Monaco	6 798	5,03243770	34 211
Mongolie	2 827	10,06487540	28 453
Monténégro	5 978	10,06487540	60 168
Mozambique	1 530	10,06487540	15 399
Namibie	962	10,06487540	9 682
Pologne	8 142	10,06487540	81 948
Portugal	8 649	10,06487540	87 051
République arabe syrienne	23	10,06487540	231
République de Moldova	4 149	10,06487540	41 759
République populaire démocratique de Corée	2 760	10,06487540	27 779
République tchèque	8 000	10,06487540	80 519
Roumanie	7 555	10,06487540	76 040
Rwanda	433	10,06487540	4 358
Saint-Marin	3 252	7,54865655	24 548
Saint-Martin	948	5,03243770	4 771
Sao Tomé-et-Principe	400	10,06487540	4 026
Serbie	9 815	10,06487540	98 787
Sierra Leone	1 086	10,06487540	10 930
Slovaquie	7 035	10,06487540	70 806
Slovénie	6 300	7,54865655	47 557
Soudan	2 071	10,06487540	20 844
Suisse	17 794	7,54865655	134 321
Swaziland	1 051	10,06487540	10 578
Tadjikistan	2 986	10,06487540	30 054
Ukraine	10 263	10,06487540	103 296
Viet Nam	5 522	10,06487540	55 578
Zambie	1 253	10,06487540	12 611
Total	350 260		3 135 800

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2014

Perception

L'OMPI a perçu, en 2014, la somme de 37 436 400 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 374 364 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	1 136	Antigua-et-Barbuda
deux,	27 633	Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
trois,	101 887	Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin, Slovénie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
quatre,	243 708	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 37 436 400 francs suisses doit être divisée par 1 336 895 [1 136 + (27 633 x 2) 55 266 + (101 887 x 3) 305 661 + (243 708 x 4) 974 832]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 28,00249833 francs suisses par point de coefficient [37 436 400 : 1 336 895] soit, pour le coefficient :

un,	28,00249833 francs suisses
deux,	56,00499666 francs suisses
trois,	84,00749499 francs suisses
quatre,	112,00999332 francs suisses

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	4 087	112,00999332	457 785
Algérie	5 155	112,00999332	577 412
Allemagne	13 141	84,00749499	1 103 942
Antigua-et-Barbuda	1 136	28,00249833	31 811
Arménie	3 677	112,00999332	411 861
Autriche	12 641	84,00749499	1 061 939
Azerbaïdjan	5 400	112,00999332	604 854
Bélarus	8 016	112,00999332	897 872
Benelux	11 776	84,00749499	989 272
Bhoutan	1 012	112,00999332	113 354
Bosnie-Herzégovine	6 691	112,00999332	749 459
Botswana	886	112,00999332	99 241
Bulgarie	5 229	112,00999332	585 700
Chine	15 654	112,00999332	1 753 404
Chypre	1 844	112,00999332	206 546
Croatie	7 287	84,00749499	612 163
Cuba	2 297	112,00999332	257 287
Égypte	8 437	112,00999332	945 028
Espagne	11 640	112,00999332	1 303 796
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 735	84,00749499	565 790
Fédération de Russie	25 469	112,00999332	2 852 783
France	12 897	84,00749499	1 083 445
Hongrie	8 530	112,00999332	955 445
Iran (République islamique d')	4 311	112,00999332	482 875
Italie	12 012	56,00499666	672 732
Kazakhstan	8 812	112,00999332	987 032
Kenya	2 346	112,00999332	262 775
Kirghizistan	3 513	112,00999332	393 491
Lesotho	1 107	84,00749499	92 996
Lettonie	4 070	84,00749499	341 911
Libéria	1 265	112,00999332	141 693
Liechtenstein	7 427	56,00499666	415 949
Lituanie	4 008	84,00749499	336 702
Madagascar	964	112,00999332	107 978
Maroc	8 971	112,00999332	1 004 842
Monaco	7 105	56,00499666	397 916
Mongolie	3 253	112,00999332	364 369
Monténégro	6 606	112,00999332	739 938
Mozambique	1 789	112,00999332	200 386
Namibie	1 184	112,00999332	132 620
Pologne	8 498	112,00999332	951 861
Portugal	8 898	112,00999332	996 665
République arabe syrienne	26	112,00999332	2 912
République de Moldova	4 651	112,00999332	520 958
République populaire démocratique de Corée	2 905	112,00999332	325 389
République tchèque	8 259	112,00999332	925 091
Roumanie	7 844	112,00999332	878 606
Rwanda	615	112,00999332	68 886
Saint-Marin	3 374	84,00749499	283 441
Saint-Martin	1 089	56,00499666	60 989
Sao Tomé-et-Principe	517	112,00999332	57 909
Serbie	10 511	112,00999332	1 177 337
Sierra Leone	1 247	112,00999332	139 676
Slovaquie	7 249	112,00999332	811 960
Slovénie	6 514	84,00749499	547 225
Soudan	2 317	112,00999332	259 527
Suisse	18 337	84,00749499	1 540 445
Swaziland	1 193	112,00999332	133 628
Tadjikistan	3 232	112,00999332	362 016
Ukraine	11 034	112,00999332	1 235 918
Viet Nam	6 208	112,00999332	695 358
Zambie	1 466	112,00999332	164 207
Total	374 364		37 436 400

Union de Madrid – Total des émoluments en 2014

Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI en 2014 :

-	émoluments supplémentaires	3 135 800	francs suisses
-	compléments d'émoluments	37 436 400	francs suisses
	Total	40 572 200	francs suisses

Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

État	Émoluments supplémentaires	Compléments d'émoluments	Total en francs suisses
Albanie	457 785	35 730	493 515
Algérie	577 412	46 993	624 404
Antigua-et-Barbuda	31 811	2 562	34 372
Arménie	411 861	33 194	445 055
Autriche	1 061 939	93 400	1 155 338
Azerbaïdjan	604 854	46 399	651 253
Bélarus	897 872	74 852	972 725
Benelux	989 272	87 278	1 076 550
Bhoutan	113 354	9 330	122 684
Bosnie-Herzégovine	749 459	60 993	810 452
Botswana	99 241	6 935	106 176
Bulgarie	585 700	50 737	636 437
Chine	1 753 404	142 599	1 896 004
Croatie	612 163	52 916	665 079
Cuba	257 287	20 885	278 172
Chypre	206 546	16 516	223 063
République tchèque	925 091	80 519	1 005 610
République populaire démocratique de Corée	325 389	27 779	353 168
Égypte	945 028	76 916	1 021 944
France	1 083 445	95 189	1 178 633
Allemagne	1 103 942	96 917	1 200 860
Hongrie	955 445	83 488	1 038 933
Iran (République islamique d')	482 875	36 344	519 219
Italie	672 732	59 343	732 075
Kazakhstan	987 032	78 476	1 065 508
Kenya	262 775	19 908	282 684
Kirghizistan	393 491	32 590	426 081
Lettonie	341 911	28 851	370 761
Lesotho	92 996	7 375	100 371
Libéria	141 693	10 971	152 663
Liechtenstein	415 949	35 831	451 780
Lituanie	336 702	28 187	364 889
Madagascar	107 978	7 518	115 496
Monaco	397 916	34 211	432 126
Mongolie	364 369	28 453	392 822
Monténégro	739 938	60 168	800 106
Maroc	1 004 842	82 129	1 086 971
Mozambique	200 386	15 399	215 785
Namibie	132 620	9 682	142 302
Pologne	951 861	81 948	1 033 809
Portugal	996 665	87 051	1 083 716
République de Moldova	520 958	41 759	562 718
Roumanie	878 606	76 040	954 647
Fédération de Russie	2 852 783	237 471	3 090 253
Rwanda	68 886	4 358	73 244
Saint-Martin	60 989	4 771	65 760
Saint-Marin	283 441	24 548	307 990
Sao Tomé-et-Principe	57 909	4 026	61 935
Serbie	1 177 337	98 787	1 276 124
Sierra Leone	139 676	10 930	150 607
Slovaquie	811 960	70 806	882 767
Slovénie	547 225	47 557	594 781
Espagne	1 303 796	114 156	1 417 952
Soudan	259 527	20 844	280 372
Swaziland	133 628	10 578	144 206
Suisse	1 540 445	134 321	1 674 766
République arabe syrienne	2 912	231	3 144
Tadjikistan	362 016	30 054	392 070
Ex-République yougoslave de Macédoine	565 790	46 515	612 305
Ukraine	1 235 918	103 296	1 339 214
Viet Nam	695 358	55 578	750 936
Zambie	164 207	12 611	176 818
Total	37 436 400	3 135 800	40 572 200

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2015

Perception

L'OMPI a perçu, en 2015, la somme de 3 491 100 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen; également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émoluments supplémentaire de 100 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 1 269 Antigua-et-Barbuda
- deux, 26 674 Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
- trois, 100 072 Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lettonie, Lesotho, Lituanie, Saint-Marin, Slovaquie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
- quatre, 236 610 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cambodge¹, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Gambie², Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe³

La somme perçue de 3 491 100 francs suisses doit être divisée par 1 301 273 [1 269 + (26 674 x 2) 53 348 + (100 072 x 3) 300 216 + (236 610 x 4) 946 440]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 2,68283442 francs suisses par point de coefficient [3 491 800 : 1 301 273] soit, pour le coefficient

- un, 2,68283442 francs suisses
- deux, 5,36566884 francs suisses
- trois, 8,04850326 francs suisses
- quatre, 10,73133768 francs suisses

¹ À compter du 5 juin 2015.

² À compter du 18 décembre 2015.

³ À compter du 11 mars 2015.

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	3 938	11	42 260
Algérie	4 679	11	50 212
Allemagne	13 103	8	105 460
Antigua-et-Barbuda	1 269	3	3 405
Arménie	3 834	11	41 144
Autriche	12 424	8	99 995
Azerbaïdjan	5 005	11	53 710
Bélarus	7 512	11	80 614
Benelux	11 827	8	95 190
Bhoutan	1 131	11	12 137
Bosnie-Herzégovine	6 765	11	72 598
Botswana	944	11	10 130
Bulgarie	4 957	11	53 195
Cambodge	381	11	4 089
Chine	15 132	11	162 387
Chypre	1 551	11	16 644
Croatie	7 099	8	57 136
Cuba	2 221	11	23 834
Égypte	8 437	11	90 540
Espagne	11 230	11	120 513
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 626	8	53 329
Fédération de Russie	25 767	11	276 514
France	12 779	8	102 852
Gambie	0	11	0
Hongrie	7 870	11	84 456
Iran (République islamique d')	4 642	11	49 815
Italie	11 810	5	63 369
Kazakhstan	7 937	11	85 175
Kenya	1 538	11	16 505
Kirghizistan	3 653	11	39 202
Lesotho	1 229	8	9 892
Lettonie	3 734	8	30 053
Libéria	1 246	11	13 371
Liechtenstein	7 679	5	41 203
Lituanie	3 065	8	24 669
Madagascar	9,83	11	10 549
Maroc	9 096	11	97 612
Monaco	6 971	5	37 404
Mongolie	3 344	11	35 886
Monténégro	6 324	11	67 865
Mozambique	1 779	11	19 091
Namibie	1 490	11	15 990
Pologne	7 723	11	82 878
Portugal	8 440	11	90 572
République arabe syrienne	1	11	11
République de Moldova	4 400	11	47 218
République populaire démocratique de Corée	2 883	11	30 938
République tchèque	7 617	11	81 741
Roumanie	7 918	11	84 971
Rwanda	732	11	7 855
Saint Martin	214	5	1 148
Saint-Marin	3 252	8	26 174
Sao Tomé-et-Principe	633	11	6 793
Serbie	10 201	11	109 470
Sierra Leone	1 354	11	14 530
Slovaquie	6 525	11	70 022
Slovénie	5 802	8	46 697
Soudan	2 442	11	26 206
Suisse	19 132	8	153 984
Swaziland	1 297	11	13 919
Tadjikistan	3 371	11	36 175
Ukraine	10 066	11	108 022
Viet Nam	5 780	11	62 027
Zambie	1 551	11	16 644
Zimbabwe	290	11	3 112
Total	364 625		3 491 100

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2015

Perception

L'OMPI a perçu, en 2015, la somme de 38 630 300 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 386 303 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2) iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	1 365	Antigua-et-Barbuda
deux,	27 412	Italie, Liechtenstein, Monaco, Saint-Martin (Royaume des Pays-Bas)
trois,	103 055	Allemagne, Autriche, Benelux, Croatie, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin, Slovénie, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine
quatre,	254 471	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cambodge ¹ , Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Gambie ² , Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liberia, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe ³

La somme perçue de 38 630 300 francs suisses doit être divisée par 1 383 238 [1 365 + (27 412 x 2) 54 824 + (103 055 x 3) 309 165 + (254 471 x 4) 1 017 884]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 27,92744271 francs suisses par point de coefficient [38 630 300 : 1 383 238] soit, pour le coefficient :

un,	27,92744271 francs suisses
deux,	55,85488542 francs suisses
trois,	83,78232813 francs suisses
quatre,	111,70977084 francs suisses

¹ À compter du 5 juin 2015.

² À compter du 18 décembre 2015.

³ À compter du 11 mars 2015.

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

État	Nombre de désignations	somme due par désignation	Total en francs suisses
Albanie	4 362	112	487 278
Algérie	5 249	112	586 365
Antigua-et-Barbuda	1 365	28	38 121
Arménie	4 166	112	465 383
Autriche	12 674	84	1 061 857
Azerbaïdjan	5 665	112	632 836
Bélarus	7 974	112	890 774
Benelux	12 027	84	1 007 650
Bhoutan	1 221	112	136 398
Bosnie-Herzégovine	7 276	112	812 800
Botswana	1 139	112	127 237
Bulgarie	5 119	112	571 842
Cambodge	575	112	64 233
Chine	16 582	112	1 852 371
Croatie	7 314	84	612 784
Cuba	2 528	112	282 402
Chypre	1 714	112	191 471
République tchèque	7 884	112	880 720
République populaire démocratique de Corée	3 013	112	336 582
Égypte	9 243	112	1 032 533
France	13 023	84	1 091 097
Gambie	19	112	2 122
Allemagne	13 444	84	1 126 370
Hongrie	8 107	112	905 631
Iran (République islamique d')	5 717	112	638 645
Italie	12 002	56	670 370
Kazakhstan	8 821	112	985 392
Kenya	1 816	112	202 865
Kirghizistan	3 960	112	442 371
Lettonie	3 942	84	330 270
Lesotho	1 347	84	112 855
Libéria	1 376	112	153 713
Liechtenstein	7 941	56	443 544
Lituanie	3 286	84	275 309
Madagascar	1 175	112	131 259
Monaco	7 248	56	404 836
Mongolie	3 666	112	409 528
Monténégro	6 723	112	751 025
Maroc	9 817	112	1 096 655
Mozambique	2 056	112	229 675
Namibie	1 655	112	184 880
Pologne	8 038	112	897 923
Portugal	8 630	112	964 055
République de Moldova	4 784	112	534 420
Roumanie	8 188	112	914 680
Fédération de Russie	27 207	112	3 039 288
Rwanda	943	112	105 342
Saint Martin	221	56	12 344
Saint-Marin	3 341	84	279 917
Sao Tomé-et-Principe	718	112	80 208
Serbie	10 812	112	1 207 806
Sierra Leone	1 464	112	163 543
Slovaquie	6 743	112	753 259
Slovénie	5 976	84	500 683
Espagne	11 522	112	1 287 120
Soudan	2 669	112	298 153
Swaziland	1 410	112	157 511
Suisse	19 640	84	1 645 485
République arabe syrienne	2	112	223
Tadjikistan	3 595	112	401 597
Ex-République yougoslave de Macédoine	7 041	84	589 911
Ukraine	10 594	112	1 183 453
Viet Nam	6 345	112	708 799
Zambie	1 755	112	196 051
Zimbabwe	434	112	48 482
Total	386 303		38 630 300

Union de Madrid – Total des émoluments en 2015

Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI en 2014 :

-	émoluments supplémentaires	3 491 100	francs suisses
-	compléments d'émoluments	<u>38 630 300</u>	francs suisses
	Total	42 121 400	francs suisses

Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

État	Émoluments supplémentaires	Compléments d'émoluments	Total en francs suisses
Albanie	487 278,02	42 260,01	529 538,03
Algérie	586 364,59	50 211,93	636 576,52
Antigua-et-Barbuda	38 120,96	3 404,52	41 525,48
Arménie	465 382,91	41 143,95	506 526,86
Autriche	1 061 857,23	99 994,60	1 161 851,83
Azerbaïdjan	632 835,85	53 710,35	686 546,20
Bélarus	890 773,71	80 613,81	971 387,52
Benelux	1 007 650,06	95 189,65	1 102 839,71
Bhoutan	136 397,63	12 137,14	148 534,77
Bosnie-Herzégovine	812 800,29	72 597,50	885 397,79
Botswana	127 237,43	10 130,38	137 367,81
Bulgarie	571 842,32	53 195,24	625 037,56
Cambodge	64 233,12	4 088,64	68 321,76
Chine	1 852 371,42	162 386,60	2 014 758,02
Croatie	612 783,95	57 136,32	669 920,27
Cuba	282 402,30	23 834,30	306 236,60
Chypre	191 470,55	16 644,30	208 114,85
République tchèque	880 719,83	81 740,60	962 460,43
République populaire démocratique de Corée	336 581,54	30 938,45	367 519,99
Égypte	1 032 533,41	90 540,30	1 123 073,71
France	1 091 097,26	102 851,82	1 193 949,08
Gambie	2122,49	-	2122,49
Allemagne	1 126 369,62	105 459,54	1 231 829,16
Hongrie	905 631,11	84 455,63	990 086,74
Iran (République islamique d')	638 644,76	49 814,87	688 459,63
Italie	670 370,33	63 368,55	733 738,88
Kazakhstan	985 391,89	85 174,63	1 070 566,52
Kenya	202 864,94	16 504,80	219 369,74
Kirghizistan	442 370,69	39 201,58	481 572,27
Lettonie	330 269,94	30 053,11	360 323,05
Lesotho	112 854,80	9 891,61	122 746,41
Libéria	153 712,64	13 371,25	167 083,89
Liechtenstein	443 543,65	41 202,97	484 746,62
Lituanie	275 308,73	24 668,66	299 977,39
Madagascar	131 258,98	10 548,90	141 807,88
Monaco	404 836,21	37 404,08	442 240,29
Mongolie	409 528,02	35 885,59	445 413,61
Monténégro	751 024,79	67 864,98	818 889,77
Maroc	1 096 654,82	97 612,25	1 194 267,07
Mozambique	229 675,29	19 091,05	248 766,34
Namibie	184 879,67	15 989,69	200 869,36
Pologne	897 923,14	82 878,12	980 801,26
Portugal	964 055,32	90 572,49	1 054 627,81
République de Moldova	534 419,54	47 217,89	581 637,43
Roumanie	914 679,60	84 970,73	999 650,33
Fédération de Russie	3 039 287,74	276 514,38	3 315 802,12
Rwanda	105 342,31	7 855,34	113 197,65
Saint-Martin	12 343,93	1 148,25	13 492,18
Saint-Marin	279 916,76	26 173,73	306 090,49
Sao Tomé-et-Principe	80 207,62	6 792,94	87 000,56
Serbie	1 207 806,04	109 470,38	1 317 276,42
Sierra Leone	163 543,10	14 530,23	178 073,33
Slovaquie	753 258,98	70 021,98	823 280,96
Slovénie	500 683,19	46 697,42	547 380,61
Espagne	1 287 119,98	120 512,92	1 407 632,90
Soudan	298 153,38	26 205,93	324 359,31
Swaziland	157 510,78	13 918,54	171 429,32
Suisse	1 645 484,92	153 983,96	1 799 468,88
République arabe syrienne	223,42	10,73	234,15
Tadjikistan	401 596,63	36 175,34	437 771,97
Ex-République yougoslave de Macédoine	589 911,37	53 329,38	643 240,75
Ukraine	1 183 453,31	108 021,65	1 291 474,96
Viet Nam	708 798,50	62 027,13	770 825,63
Zambie	196 050,65	16 644,30	212 694,95
Zimbabwe	48 482,04	3 112,09	51 594,13
Total	38 630 300,00	3 491 100,00	42 121 400,00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2014
I. Sommes perçues

En 2014, l'OMPI a perçu la somme de 136 235 409 francs suisses au titre de taxes individuelles payées en vertu de l'article 8.7 du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 128 858 241 francs suisses sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle et 7 377 168 francs suisses représentant la seconde partie en rapport avec les désignations en vertu de la règle 34.3.a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement est le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues (en francs suisses)
Arménie	1 119	274 811
Australie	15 217	10 903 642
Bahreïn	2 814	1 579 789
Bélarus	1 945	1 248 100
Benelux	1 262	386 284
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	1 016	292 540
Bulgarie	813	221 035
Chine	12 629	5 796 979
Colombie	4 136	2 330 493
Communauté européenne	18 259	22 616 860
Cuba	602	201 236
Curaçao	1 154	337 166
Danemark	3 942	1 802 657
Estonie	3 237	743 688
États-Unis d'Amérique	20 372	14 480 281
Finlande	3 411	1 348 573
Géorgie	4 883	2 195 816
Ghana	1 460	478 549
Grèce	3 714	528 041
Inde	8 138	984 929
Irlande	2 730	1 301 057
Islande	4 016	927 889
Israël	4 811	3 670 347
Italie	1 513	202 549
Japon	16 580	6 106 968
Kenya ⁴	333	145 787
Kirghizstan	953	461 140
Mexique	8 620	3 357 854
Norvège	12 745	5 191 367
Nouvelle-Zélande	5 981	1 473 772
Oman	2 583	2 666 991
Ouzbékistan	4 814	4 278 367
Philippines	3 958	853 230
République arabe syrienne	1 852	528 273
République de Corée	13 295	6 680 290
République de Moldova	1 314	502 678
Royaume-Uni	7 244	2 576 357
Saint-Marin	398	82 171
Saint-Martin ⁵	9	2 806
Singapour	11 513	6 153 054
Suède	3 829	1 740 885
Suisse	6 906	3 187 050
Tadjikistan	726	315 310
Tunisie	2 279	408 381
Turkménistan	3 574	1 204 014
Turquie	13 622	3 814 554
Ukraine	3 675	1 693 659
Viet Nam	2 874	579 972
Sous-total (A)	252 870	128 858 241

⁴ À compter du 12 juin 2014.

⁵ À compter du 1^{er} décembre 2014.

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu le paiement de la seconde partie est le suivant :

Cuba	355	29 212
Japon	10 175	7 347 956
Sous-total (B)	10 530	7 377 168
TOTAL (A) + (B)	263 400	136 235 409

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d'exécution commun]

Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2014

I. Sommes perçues

En 2014, l'OMPI a perçu la somme de 172 300 francs suisses au titre de taxes nationales de traitement établies par le ou les offices concernés pour des demandes d'enregistrement international envoyées au cours de cette année par l'intermédiaire de l'IRPI, le nouvel outil de communication électronique entre les parties contractantes de l'Arrangement de Madrid ou du protocole y relatif et le Bureau international, qui est devenu opérationnel en décembre 2013.

Le nombre de demandes d'enregistrement international pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :

	Nombre de demandes d'enregistrement international	Taxes nationales perçues (en francs suisses)
Benelux	1 723	172 300

Les taxes nationales de traitement ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de la réception des demandes d'enregistrement international.

PROTOCOLE RELATIF A L'ARRANGEMENT DE MADRID – TAXES INDIVIDUELLES – 2015

I. Sommes perçues

En 2015, l'OMPI a perçu la somme de 164 302 792 francs suisses au titre de taxes individuelles payées en vertu de l'article 8.7 du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 156 675 562 francs suisses sous la forme de paiements entiers ou représentant la première partie de la taxe individuelle et 7 627 230 francs suisses représentant la seconde partie en rapport avec les désignations en vertu de la règle 34.3.a).

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous la forme de paiements entiers ou de première partie du paiement est le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues (en francs suisses)
Arménie	1 300	323 292
Australie	18 594	12 792 198
Bahreïn	3 255	1 736 960
Bélarus	2 176	1 425 600
Benelux	1 353	362 512
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	1 208	326 380
Bulgarie	1 041	274 616
Chine	17 306	7 838 835
Colombie	4 889	2 633 676
Communauté européenne	26 040	32 069 624
Cuba	1 235	390 309
Curaçao	1 321	382 188
Danemark	3 567	1 538 695
Estonie	2 683	581 364
États-Unis d'Amérique	25 596	18 196 297
Finlande	2 972	1 209 378
Géorgie	5 162	2 324 250
Ghana	1 751	639 779
Grèce	3 331	459 705
Inde	11 396	1 499 695
Irlande	2 495	1 100 003
Islande	4 370	1 212 266
Israël	5 827	4 553 484
Italie	1 674	211 247
Japon	20 088	6 529 511
Kenya	1 209	632 234
Kirghizistan	1 150	591 000
Mexique	10 719	4 262 439
Norvège	13 875	5 406 619
Nouvelle-Zélande	7 800	1 995 483
Oman	2 983	3 084 073
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ⁷	1 129	859 280
Ouzbékistan	5 032	4 559 922
Philippines	5 241	1 025 074
République arabe syrienne	2 545	616 093
République de Corée	16 332	8 311 279
République de Moldova	1 414	525 857
Royaume-Uni	7 430	2 607 751
Saint-Marin	580	120 833
Saint-Martin	1 088	343 599
Singapour	13 486	7 282 287
Suède	3 366	1 448 719
Suisse	8 294	4 014 250
Tadjikistan	757	325 885
Tunisie	3 158	574 008
Turkménistan	3 899	1 304 937
Turquie	14 969	3 663 506
Ukraine	3 841	1 773 357
Viet Nam	3 752	735 213
Sous-total (A)	304 679	156 675 562

⁷ À compter du jeudi 5 mars 2015.

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	321	26 373
Japon	11 352	7 600 857
Sous-total (B)	11 673	7 627 230
TOTAL (A) + (B)	316 352	164 302 792

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d'exécution commun].

Union de Madrid – Taxes nationales de traitement – 2015

I. Sommes perçues

En 2015, l'OMPI a perçu la somme de 236 484 francs suisses au titre de taxes nationales de traitement établies par le ou les offices concernés pour des demandes d'enregistrement international envoyées au cours de cette année par l'intermédiaire de l'IRPI, le nouvel outil de communication électronique entre les parties contractantes de l'Arrangement de Madrid ou du protocole y relatif et le Bureau international, qui est devenu opérationnel en décembre 2013.

Le nombre de demandes d'enregistrement international pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe nationale de traitement est le suivant :

	Nombre de demandes d'enregistrement international	Taxes nationales perçues (en francs suisses)
Australie ⁸	547	37 884
Benelux	1 986	198 600
Total	2 533	236 484

⁸ Du 13 mars 2015 au 7 août 2015

Les taxes nationales de traitement ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de la réception des demandes d'enregistrement international.

Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2014

Taxes perçues

En 2014, l'OMPI a perçu la somme de 2 614 837 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en vertu des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou de taxes de désignation individuelles concernant des enregistrements internationaux régis exclusivement par l'Acte de 1960 ou l'Acte de 1999 en vertu de la règle 12.1.a)iii); ou, au regard de leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en vertu de la règle 24.1.a)ii) ou de taxes de désignation individuelles en vertu de la règle 24.1)iii) du règlement d'exécution commun à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye, conformément au barème des taxes en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010.

	Nombre de désignations	Taxes perçues (en francs suisses)
Albanie	527	12 960
Allemagne	2 166	55 699
Arménie	484	11 834
Azerbaïdjan	378	11 022
Belize	513	11 414
Benelux	2 095	34 920
Bénin	118	2 229
Bosnie-Herzégovine	550	14 901
Botswana	64	1 478
Brunéi Darussalam	28	4 694
Bulgarie	446	8 017
Communauté européenne	2 869	855 303
Côte d'Ivoire	128	2 399
Croatie	734	25 974
Danemark	73	6 664
Égypte	633	14 832
Espagne	336	24 203
Estonie	55	1 292
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 176	25 208
Finlande	26	2 850
France	2 226	38 829
Gabon	88	1 566
Géorgie	714	57 194
Ghana	62	6 997
Grèce	887	15 100
Hongrie	705	16 502
Islande	152	12 556
Italie	1 999	33 189
Kirghizistan	587	68 559
Lettonie	76	3 724
Liechtenstein	1 439	30 532
Lituanie	136	18 997
Mali	19	456
Maroc	1 302	59 862
Monaco	1 543	32 961
Mongolie	641	14 026
Monténégro	1 276	26 427
Namibie	80	1 907
Niger	28	677
Norvège	1 119	81 040
Oman	506	13 085
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	179	20 347
Pologne	40	1 992
République arabe syrienne	104	8 472
République de Corée ⁹	239	174 010
République de Moldova	830	53 898
République populaire démocratique de Corée	426	18 674
Roumanie	634	21 494
Rwanda	31	940
Sao Tomé-et-Principe	42	1 056
Sénégal	139	2 658
Serbie	1 108	70 756
Singapour	1 600	40 416
Slovénie	696	12 695
Suisse	6 263	317 381
Suriname	152	2 901
Tadjikistan	227	8 318
Tunisie	508	36 856
Turquie	2 911	73 746
Ukraine	1 743	86 148
Total	46 856	2 614 837

⁹ À compter du 1^{er} juillet 2014

Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignations – 2015

Taxes perçues

En 2015, l'OMPI a perçu la somme de 4 137 147 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en vertu des règles 12.1.a)ii) et 12.1.b) ou de taxes de désignation individuelles concernant des enregistrements internationaux régis exclusivement par l'Acte de 1960 ou l'Acte de 1999 en vertu de la règle 12.1.a)iii); ou, au regard de leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en vertu de la règle 24.1.a)ii) ou de taxes de désignation individuelles en vertu de la règle 24.1)iii) du règlement d'exécution commun à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye, conformément au barème des taxes en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010.

	Nombre de désignations	Taxes perçues (en francs suisses)
Albanie	663	16 419
Allemagne	2 288	52 192
Arménie	603	14 723
Azerbaïdjan	495	14 772
Belize	656	14 482
Benelux	2 220	36 903
Bénin	128	2 367
Bosnie-Herzégovine	780	19 047
Botswana	64	1 565
Brunéi Darussalam	63	6 190
Bulgarie	560	10 138
Communauté européenne	3 787	982 060
Côte d'Ivoire	154	2 756
Croatie	1 066	28 219
Danemark	99	4 762
Égypte	931	19 950
Espagne	436	25 011
Estonie	138	3 321
États-Unis d'Amérique ⁹	660	384 014
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 484	31 054
Finlande	62	6 620
France	2 346	39 884
Gabon	47	898
Géorgie	1 011	70 430
Ghana	81	7 073
Grèce	1 110	18 909
Hongrie	915	30 297
Islande	223	16 484
Italie	2 216	36 573
Japon ¹⁰	413	523 800
Kirghizistan	768	86 309
Lettonie	110	3 000
Liechtenstein	1 609	32 660
Lituanie	161	19 375
Mali	21	533
Maroc	1 791	73 668
Monaco	1 805	37 305
Mongolie	823	17 469
Monténégro	1 557	31 995
Namibie	85	2 007
Niger	28	591
Norvège	1 536	100 463
Oman	740	18 646
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	274	56 471
Pologne	55	2 659
République arabe syrienne	94	5 882
République de Corée	787	447 640
République de Moldova	1 115	72 381
République populaire démocratique de Corée	545	15 317
Roumanie	659	17 380
Rwanda	35	1 168
Sao Tomé-et-Principe	45	1 187
Sénégal	149	2 796
Serbie	1 310	70 513
Singapour	1 932	46 497
Slovénie	864	15 011
Suisse	6 764	304 736
Suriname	157	3 128
Tadjikistan	83	8 600
Tunisie	636	44 400
Turquie	3 463	82 155
Ukraine	2 022	94 292
Total	57 722	4 137 147

¹⁰ À compter du mercredi 13 mai 2015.

Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2014

(montants exprimés en francs suisses)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes de traitement
- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

État	Madrid		La Haye	Total
	Émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	Taxes individuelles Continuation d'effet* Taxes de traitement**		
Albanie	493 515		12 960	506 475
Algérie	624 404			624 404
Allemagne	1 200 860		55 699	1 256 559
Antigua-et-Barbuda	34 372			34 372
Arménie	445 055	274 811	11 834	731 700
Australie**		10 903 642		10 903 642
Autriche	1 155 338			1 155 338
Azerbaïdjan	651 253		11 022	662 275
Bahreïn		1 579 789		1 579 789
Bélarus	972 725	1 248 100		2 220 825
Belize			11 414	11 414
Benelux**	1 076 550	558 584	34 920	1 670 054
Bénin			2 229	2 229
Bhoutan	122 684			122 684
Bonaire, Saint-Eustrache et Saba		292 540		292 540
Bosnie-Herzégovine	810 452		14 901	825 353
Botswana	106 176		1 478	107 654
Brunéi Darussalam			4 694	4 694
Bulgarie	636 437	221 035	8 017	865 489
Chine	1 896 004	5 796 979		7 692 983
Chypre	223 063			223 063
Colombie		2 330 493		2 330 493
Communauté européenne		22 616 860	855 303	23 472 163
Côte d'Ivoire			2 399	2 399
Croatie	665 079		25 974	691 053
Cuba	278 172	230 448		508 620
Curaçao		337 166		337 166
Danemark		1 802 657	6 664	1 809 321
Égypte	1 021 944		14 832	1 036 776
Espagne	1 417 952		24 203	1 442 155
Estonie		743 688	1 292	744 980
États-Unis d'Amérique		14 480 281		14 480 281
Ex-République yougoslave de Macédoine	612 305		25 208	637 513
Fédération de Russie	3 090 253			3 090 253
Finlande		1 348 573	2 850	1 351 423
France	1 178 633		38 829	1 217 462
Gabon			1 566	1 566
Géorgie		2 195 816	57 194	2 253 010
Ghana		478 549	6 997	485 546
Grèce		528 041	15 100	543 141
Hongrie	1 038 933		16 502	1 055 435
Inde		984 929		984 929
Iran (République islamique d')	519 219			519 219
Irlande		1 301 057		1 301 057
Islande		927 889	12 556	940 445
Israël		3 670 347		3 670 347
Italie	732 075	202 549	33 189	967 813
Japon		13 454 924		13 454 924
Kazakhstan	1 065 508			1 065 508
Kenya	282 684	145 787		428 471
Kirghizistan	426 081	461 140	68 559	955 780
Lesotho	100 371			100 371
Lettonie	370 761		3 724	374 485
Libéria	152 663			152 663
Liechtenstein	451 780		30 532	482 312
Lituanie	364 889		18 997	383 886
Madagascar	115 496			115 496
Mali			456	456
Maroc	1 086 971		59 862	1 146 833
Mexique		3 357 854		3 357 854
Monaco	432 126		32 961	465 087
Mongolie	392 822		14 026	406 848
Monténégro	800 106		26 427	826 533
Mozambique	215 785			215 785
Namibie	142 302		1 907	144 209
Niger			677	677

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Madrid		La Haye	Total
	Émoluments supplémentaires et compléments d'éoluments	Taxes individuelles Continuation d'effet* Taxes de traitement**		
Norvège		5 191 367	81 040	5 272 407
Nouvelle-Zélande		1 473 772		1 473 772
Oman		2 666 991	13 085	2 680 076
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)			20 347	20 347
Ouzbékistan		4 278 367		4 278 367
Philippines		853 230		853 230
Pologne	1 033 809		1 992	1 035 801
Portugal	1 083 716			1 083 716
République arabe syrienne	3 144	528 273	8 472	539 889
République de Corée		6 680 290	174 010	6 854 300
République de Moldova	562 718	502 678	53 898	1 119 294
République populaire démocratique de Corée	353 168		18 674	371 842
République tchèque	1 005 610			1 005 610
Roumanie	954 647		21 494	976 141
Royaume-Uni		2 576 357		2 576 357
Rwanda	73 244		940	74 184
Saint Martin	65 760	2 806		68 566
Saint-Marin	307 990	82 171		390 161
Sao Tomé-et-Principe	61 935		1 056	62 991
Sénégal			2 658	2 658
Serbie	1 276 124		70 756	1 346 880
Sierra Leone	150 607			150 607
Singapour		6 153 054	40 416	6 193 470
Slovaquie	882 767			882 767
Slovénie	594 781		12 695	607 476
Soudan	280 372			280 372
Suède		1 740 885		1 740 885
Suisse	1 674 766	3 187 050	317 381	5 179 197
Suriname			2 901	2 901
Swaziland	144 206			144 206
Tadjikistan	392 070	315 310	8 318	715 698
Tunisie		408 381	36 856	445 237
Turkménistan		1 204 014		1 204 014
Turquie		3 814 554	73 746	3 888 300
Ukraine	1 339 214	1 693 659	86 148	3 119 021
Viet Nam	750 936	579 972		1 330 908
Zambie	176 818			176 818
Total	40 572 200	136 407 709	2 614 837	179 594 746

Unions de Madrid et de La Haye – Répartition 2015

(montants exprimés en francs suisses)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes de traitement
- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

État	Madrid		La Haye	Total
	Émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	Taxes individuelles Continuation d'effet* Taxes de traitement**		
Albanie	529 538		16 419	545 957
Algérie	636 577			636 577
Allemagne	1 231 829		52 192	1 284 021
Antigua-et-Barbuda	41 525			41 525
Arménie	506 527	323 292	14 723	844 542
Australie**		12 830 082		12 830 082
Autriche	1 161 852			1 161 852
Azerbaïdjan	686 546		14 772	701 318
Bahreïn		1 736 960		1 736 960
Bélarus	971 388	1 425 600		2 396 988
Belize			14 482	14 482
Benelux**	1 102 840	561 112	36 903	1 700 855
Bénin			2 367	2 367
Bhoutan	148 535			148 535
Bonaire, Saint-Eustache et Saba		326 380		326 380
Bosnie-Herzégovine	885 398		19 047	904 445
Botswana	137 368		1 565	138 933
Brunéi Darussalam			6 190	6 190
Bulgarie	625 038	274 616	10 138	909 792
Cambodge	68 322			68 322
Chine	2 014 758	7 838 835		9 853 593
Chypre	208 115			208 115
Colombie		2 633 676		2 633 676
Communauté européenne		32 069 624	982 060	33 051 684
Côte d'Ivoire			2 756	2 756
Croatie	669 920		28 219	698 139
Cuba	306 237	416 682		722 919
Curaçao		382 188		382 188
Danemark		1 538 695	4 762	1 543 457
Égypte	1 123 074		19 950	1 143 024
Espagne	1 407 633		25 011	1 432 644
Estonie		581 364	3 321	584 685
États-Unis d'Amérique		18 196 297	384 014	18 580 311
Ex-République yougoslave de Macédoine	643 241		31 054	674 295
Fédération de Russie	3 315 802			3 315 802
Finlande		1 209 378	6 620	1 215 998
France	1 193 949		39 884	1 233 833
Gabon			898	898
Gambie	2 122			2 122
Géorgie		2 324 250	70 430	2 394 680
Ghana		639 779	7 073	646 852
Grèce		459 705	18 909	478 614
Hongrie	990 087		30 297	1 020 384
Inde		1 499 695		1 499 695
Iran (République islamique d')	688 460			688 460
Irlande		1 100 003		1 100 003
Islande		1 212 266	16 484	1 228 750
Israël		4 553 484		4 553 484
Italie	733 739	211 247	36 573	981 559
Japon		14 130 368	523 800	14 654 168
Kazakhstan	1 070 567			1 070 567
Kenya	219 370	632 234		851 604
Kirghizistan	481 572	591 000	86 309	1 158 881
Lesotho	122 746			122 746
Lettonie	360 323		3 000	363 323
Libéria	167 084			167 084
Liechtenstein	484 747		32 660	517 407
Lituanie	299 977		19 375	319 352
Madagascar	141 808			141 808
Mali			533	533
Maroc	1 194 267		73 668	1 267 935
Mexique		4 262 439		4 262 439
Monaco	442 240		37 305	479 545
Mongolie	445 414		17 469	462 883
Monténégro	818 890		31 995	850 885
Mozambique	248 766			248 766

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

État	Madrid		La Haye	Total
	Émoluments supplémentaires et compléments d'éoluments	Taxes individuelles Continuation d'effet* Taxes de traitement**		
Namibie	200 869		2 007	202 876
Niger			591	591
Norvège		5 406 619	100 463	5 507 082
Nouvelle-Zélande		1 995 483		1 995 483
Oman		3 084 073	18 646	3 102 719
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)		859 280	56 471	915 751
Ouzbékistan		4 559 922		4 559 922
Philippines		1 025 074		1 025 074
Pologne	980 801		2 659	983 460
Portugal	1 054 628			1 054 628
République arabe syrienne	234	616 093	5 882	622 209
République de Corée		8 311 279	447 640	8 758 919
République de Moldova	581 637	525 857	72 381	1 179 875
République populaire démocratique de Corée	367 520		15 317	382 837
République tchèque	962 460			962 460
Roumanie	999 650		17 380	1 017 030
Royaume-Uni		2 607 751		2 607 751
Rwanda	113 198		1 168	114 366
Saint Martin	13 492	343 599		357 091
Saint-Marin	306 090	120 833		426 923
Sao Tomé-et-Principe	87 001		1 187	88 188
Sénégal			2 796	2 796
Serbie	1 317 276		70 513	1 387 789
Sierra Leone	178 073			178 073
Singapour		7 282 287	46 497	7 328 784
Slovaquie	823 281			823 281
Slovénie	547 381		15 011	562 392
Soudan	324 359			324 359
Suède		1 448 719		1 448 719
Suisse	1 799 469	4 014 250	304 736	6 118 455
Suriname			3 128	3 128
Swaziland	171 429			171 429
Tadjikistan	437 772	325 885	8 600	772 257
Tunisie		574 008	44 400	618 408
Turkménistan		1 304 937		1 304 937
Turquie		3 663 506	82 155	3 745 661
Ukraine	1 291 475	1 773 357	94 292	3 159 124
Viet Nam	770 826	735 213		1 506 039
Zambie	212 695			212 695
Zimbabwe	51 594			51 594
Total	42 121 400	164 539 276	4 137 147	210 797 823

Unions de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2014-2015

(montants exprimés en francs suisses)

	2014	2015	Total
Albanie	506 475	545 957	1 052 432
Algérie	624 404	636 577	1 260 981
Allemagne	1 256 559	1 284 021	2 540 580
Antigua-et-Barbuda	34 372	41 525	75 898
Arménie	731 700	844 542	1 576 242
Australie	10 903 642	12 830 082	23 733 724
Autriche	1 155 338	1 161 852	2 317 190
Azerbaïdjan	662 275	701 318	1 363 593
Bahreïn	1 579 789	1 736 960	3 316 749
Bélarus	2 220 825	2 396 988	4 617 812
Belize	11 414	14 482	25 896
Benelux	1 670 054	1 700 855	3 370 909
Bénin	2 229	2 367	4 596
Bhoutan	122 684	148 535	271 219
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	292 540	326 380	618 920
Bosnie-Herzégovine	825 353	904 445	1 729 798
Botswana	107 654	138 933	246 586
Brunéi Darussalam	4 694	6 190	10 884
Bulgarie	865 489	909 792	1 775 281
Cambodge		68 322	68 322
Chine	7 692 983	9 853 593	17 546 576
Chypre	223 063	208 115	431 178
Colombie	2 330 493	2 633 676	4 964 169
Communauté européenne	23 472 163	33 051 684	56 523 847
Côte d'Ivoire	2 399	2 756	5 155
Croatie	691 053	698 139	1 389 192
Cuba	508 620	722 919	1 231 538
Curaçao	337 166	382 188	719 354
Danemark	1 809 321	1 543 457	3 352 778
Égypte	1 036 776	1 143 024	2 179 800
Espagne	1 442 155	1 432 644	2 874 799
Estonie	744 980	584 685	1 329 665
États-Unis d'Amérique	14 480 281	18 580 311	33 060 592
Ex-République yougoslave de Macédoine	637 513	674 295	1 311 808
Fédération de Russie	3 090 253	3 315 802	6 406 055
Finlande	1 351 423	1 215 998	2 567 421
France	1 217 462	1 233 833	2 451 295
Gabon	1 566	898	2 464
Gambie		2 122	2 122
Géorgie	2 253 010	2 394 680	4 647 690
Ghana	485 546	646 852	1 132 398
Grèce	543 141	478 614	1 021 755
Hongrie	1 055 435	1 020 384	2 075 819
Inde	984 929	1 499 695	2 484 624
Iran (République islamique d')	519 219	688 460	1 207 679
Irlande	1 301 057	1 100 003	2 401 060
Islande	940 445	1 228 750	2 169 195
Israël	3 670 347	4 553 484	8 223 831
Japon	13 454 924	14 654 168	28 109 092
Kazakhstan	1 065 508	1 070 567	2 136 074
Kenya	428 471	851 604	1 280 075
Kirghizistan	955 780	1 158 881	2 114 661
Lesotho	100 371	122 746	223 118
Lettonie	374 485	363 323	737 809
Libéria	152 663	167 084	319 747
Liechtenstein	482 312	517 407	999 719
Lituanie	383 886	319 352	703 238
Madagascar	115 496	141 808	257 304
Mali	456	533	989
Maroc	1 146 833	1 267 935	2 414 768
Mexique	3 357 854	4 262 439	7 620 293
Monaco	465 087	479 545	944 632
Mongolie	406 848	462 883	869 731
Monténégro	826 533	850 885	1 677 418
Mozambique	215 785	248 766	464 551
Namibie	144 209	202 876	347 086
Niger	677	591	1 268
Norvège	5 272 407	5 507 082	10 779 489
Nouvelle-Zélande	1 473 772	1 995 483	3 469 255
Oman	2 680 076	3 102 719	5 782 795
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	20 347	915 751	936 098
Ouzbékistan	4 278 367	4 559 922	8 838 289
Philippines	853 230	1 025 074	1 878 304
Pologne	1 035 801	983 460	2 019 261
Portugal	1 083 716	1 054 628	2 138 344
République arabe syrienne	539 889	622 209	1 162 098

Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2014-2015

	2014	2015	Total
République de Corée	6 854 300	8 758 919	15 613 219
République de Moldova	1 119 294	1 179 875	2 299 169
République populaire démocratique de Corée	371 842	382 837	754 679
République tchèque	1 005 610	962 460	1 968 070
Roumanie	976 141	1 017 030	1 993 171
Royaume-Uni	2 576 357	2 607 751	5 184 108
Rwanda	74 184	114 366	188 550
Saint-Marin	390 161	426 923	817 084
Saint-Martin	68 566	357 091	425 657
Sao Tomé-et-Principe	62 991	88 188	151 179
Sénégal	2 658	2 796	5 454
Serbie	1 346 880	1 387 789	2 734 669
Sierra Leone	150 607	178 073	328 680
Singapour	6 193 470	7 328 784	13 522 254
Slovaquie	882 767	823 281	1 706 048
Slovénie	607 476	562 392	1 169 868
Soudan	280 372	324 359	604 731
Suède	1 740 885	1 448 719	3 189 604
Suisse	5 179 197	6 118 455	11 297 652
Suriname	2 901	3 128	6 029
Swaziland	144 206	171 429	315 635
Tadjikistan	715 698	772 257	1 487 955
Tunisie	445 237	618 408	1 063 645
Turkménistan	1 204 014	1 304 937	2 508 951
Turquie	3 888 300	3 745 661	7 633 961
Ukraine	3 119 021	3 159 124	6 278 145
Viet Nam	1 330 908	1 506 039	2 836 947
Zambie	176 818	212 695	389 513
Zimbabwe	0	51 594	51 594
Total	178 626 933	209 818 279	388 443 198

FONDS FIDUCIAIRE

Fonds fiduciaire au 31 décembre 2015

Fonds fiduciaire donateur	Code du Fonds	Solde au 31 décembre 2013	Recettes 2014-2015				Dépenses 2014-2015				Remboursements aux donateurs	Gains/pertes de change absorbés par l'OMPI	Solde au 31 décembre 2015
			Fonds reçus	Intérêts	Différence de taux de change	Total des recettes	Dépenses de personnel	Autres dépenses directes	Coûts d'appui administratif	Total des dépenses			
Communautés autochtones et locales accréditées	W_IJC	4 583	0	0	0	0	0	3 920	0	3 920	0	0	663
Australie	WAUS	1 133 310	0	144	393	538	0	905 912	117 717	1 023 629	0	0	110 219
Australie (savoirs traditionnels)	WAU15	0	74 130	0	0	74 130	0	63 514	8 257	71 771	2 359	0	0
Brésil (francs suisses)	WBRES	490 730	0	68	-692	-624	0	247 369	12 403	259 772	0	0	230 334
Brésil Sud	WBRST	75 048	372 768	18	-17	372 769	0	185 399	24 104	209 503	0	0	238 315
Brazil FNUJ	WBR15	0	39 489	0	0	39 489	0	39 336	153	39 489	0	0	0
Costa Rica	WCORI	31 129	0	34	3 629	3 663	0	4 923	0	4 923	0	0	29 868
El Salvador	WELSA	49 653	0	55	5 803	5 858	0	162	0	162	0	0	55 349
Union européenne (Projet Pakistan)	WPAKI	605 533	0	124	-50 245	-50 121	0	376 704	26 369	403 074	99 868	0	52 470
Finlande/droit d'auteur I	WFICR	15 319	0	2	-87	-85	0	61	8	69	15 164	0	0
Finlande/droit d'auteur II	WFILN	8 671	0	1	-51	-50	0	61	0	61	8 559	0	0
Finlande/droit d'auteur III	WFIMO	170 138	0	28	-762	-734	0	109 941	14 295	124 236	45 169	1	0
Finlande (francs suisses)	WFINCH	0	105 110	7	0	105 116	0	80 315	10 441	90 756	0	0	14 360
France/propriété industrielle	WFRIP	752 474	595 968	117	-145	595 940	0	343 273	44 644	387 917	0	0	960 497
Allemagne/administrateurs auxiliaires	WDEJP	380 404	424 582	49	0	424 631	336 802	12 164	41 876	390 843	6 321	0	407 871
Programme ibéro-américain de la propriété industrielle	WIBER	108 828	180 460	25	-170	180 315	0	45 961	3 228	49 189	0	0	239 955
Italie/propriété intellectuelle	WITIP	624 680	609 090	128	0	609 218	0	386 991	50 309	437 300	0	0	796 598
Italie/administrateurs auxiliaires	WITJP	88 269	135 793	14	0	135 807	186 202	5 884	23 050	215 136	0	0	8 940
Japon/Afrique-PMA	WJPAF	1 391 783	2 700 000	182	2 979	2 703 161	484 412	1 680 485	278 407	2 443 304	0	0	1 651 640
Japon/droits d'auteur	WJPCR	277 402	937 292	36	825	938 153	443 678	329 194	97 749	870 620	0	0	344 935
Japon/propriété industrielle	WJPIP	4 287 471	8 160 000	698	-1 149	8 159 549	1 577 173	5 049 161	850 688	7 477 021	0	0	4 969 999
Japon/administrateurs auxiliaires I	WJRPJ	15 251	0	0	0	0	4 615	40	559	5 213	10 037	0	0
Japon/administrateurs auxiliaires II	WJPOJ	0	432 969	0	0	432 969	139 795	80	16 785	156 660	0	0	276 309
Mexique	WMEX	163 194	0	23	53	76	0	17 615	1 229	18 844	0	0	144 426
Portugal	WPORT	72 977	0	15	-8 226	-8 211	0	163	21	184	0	0	64 583
République de Corée/droits d'auteur professionnels	WKRCR	565 824	660 844	80	12	660 936	128 397	568 712	0	697 109	0	0	529 652
	WKRPO	206 641	449 401	24	0	449 425	304 187	211	36 528	340 925	0	0	315 141
République de Corée/propriété intellectuelle	WKIPO	1 272 754	1 355 712	178	158	1 356 048	368 486	1 206 925	0	1 575 411	0	0	1 053 391
République de Corée/administrateurs professionnels	WKRJP	515 484	1 088 593	69	0	1 088 662	779 704	264	93 596	873 564	0	0	730 583
République de Corée/éducation	WKRED	247 489	338 886	42	0	338 928	0	256 284	12 814	269 098	0	0	317 318
République de Corée/promotion du respect de la propriété	WKRBRIP	0	254 275	6	-54	254 227	0	194 047	9 705	203 752	0	0	50 475
Espagne (francs suisses)	WESCH	165 592	327 670	24	-29	327 665	0	341 622	44 415	386 036	0	0	107 221
Suisse	WCH15	0	60 000	0	0	60 000	0	44 543	5 791	50 334	9 666	0	0
Projet pilote des ressources mondialement accessibles des intermédiaires de confiance (TIGAR)	WTIGA	4 393	0	1	0	1	0	1 386	180	1 566	0	0	2 827
États-Unis d'Amérique/droits d'auteur intellectuelle	W_USA	2 709	0	19	5 023	5 041	0	24 055	3 047	27 101	1 583	20 935	0
	WUSEN	-2 680	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 680	0
États-Unis d'Amérique/petites et moyennes entreprises	WUSSM	92 731	0	71	5 493	5 564	0	16 978	2 207	19 186	64 854	-14 256	0
Uruguay (francs suisses)	WUYCH	102 336	68 459	18	62	68 539	0	22 251	0	22 251	0	0	148 624
Fonds fiduciaires divers fermés	WFTZZ	601	0	0	-3 074	-3 074	0	0	0	0	0	2 473	0
TOTAL		13 920 720	19 371 491	2 300	-40 271	19 333 520	4 753 449	12 565 905	1 830 574	19 149 929	263 582	11 833	13 852 562

Fonds fiduciaires au 31 décembre 2015

(montants exprimés en francs suisses)

Fonds fiduciaire/Communautés autochtones et locales accréditées		
Solde, début d'exercice		4 583
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	0	0
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	3 760	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	3 920	
Frais administratifs	0	-3 920
Fonds disponibles, fin d'exercice		663

Note : Fonds fiduciaires sous la forme de contributions volontaires (des gouvernements australien, français, norvégien, sud-africain, suédois et suisse, du Christensen Fund et de la Nouvelle-Zélande) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

Fonds fiduciaire/Australie		
Solde, début d'exercice		1 133 310
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	144	
Différence de change	393	538
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	138 645	
Voyages de tiers	338 212	
Bourses	45 014	
Conférences	45 575	
Services contractuels de personnes	160 821	
Autres services contractuels	177 313	
Représentation	172	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	905 912	
Frais administratifs	117 717	-1 023 629
Fonds disponibles, fin d'exercice		110 219

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement australien et l'OMPI en vue de promouvoir le développement de systèmes de propriété intellectuelle dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement.

Fonds fiduciaire/Australie (savoirs traditionnels)		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	74 130	74 130
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	63 514	
Total des dépenses directes	63 514	
Frais administratifs	8 257	-71 771
Remboursement au donateur		-2 359
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution financière spéciale du Gouvernement australien versée à l'OMPI pour l'organisation de deux séminaires sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et aux expressions culturelles traditionnelles. Ce fonds a été clôturé en décembre 2015.

Fonds fiduciaire/Brésil (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		490 730
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	68	
Différence de change	-692	-624
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	4 056	
Voyages de tiers	232 108	
Bourses	1 772	
Services contractuels de personnes	9 273	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	247 369	
Frais administratifs	12 403	-259 772
Fonds disponibles, fin d'exercice		230 334

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l'OMPI en vue de la promotion d'une culture de la propriété intellectuelle et de l'adoption de pratiques optimales.

Fonds fiduciaire/Brésil Sud		
Solde, début d'exercice		75 048
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	372 768	
Intérêts	18	
Différence de change	-17	372 769
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	182 316	
Conférences	561	
Services contractuels de personnes	2 362	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	185 399	
Frais administratifs	24 104	-209 503
Fonds disponibles, fin d'exercice		238 315

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement brésilien et l'OMPI visant la prise d'initiatives en faveur de la coopération technique Sud-Sud, en vue de rendre les pays en développement mieux à même d'utiliser les instruments de propriété intellectuelle.

Fonds fiduciaire/Brésil PNUD		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	39 489	39 489
<i>Dépenses</i>		
Services contractuels de personnes	39 336	
Total des dépenses directes	39 336	
Frais administratifs	153	-39 489
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de contribution entre organismes du système des Nations Unies pour l'organisation d'un programme de formation destiné aux négociateurs dans le domaine du développement technologique qui s'est déroulé d'octobre à décembre 2015.

Fonds fiduciaire/Costa Rica		
Solde, début d'exercice		31 129
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	34	
Différence de change	3 629	3 663
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	4 761	
Frais bancaires	162	
Total des dépenses directes	4 923	
Frais administratifs	0	-4 923
Fonds disponibles, fin d'exercice		29 868

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération technique entre le gouvernement costaricien et l'OMPI en vue de la modernisation des systèmes de brevets et marques de l'office national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/El Salvador		
Solde, début d'exercice		49 653
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	55	
Différence de change	5 803	5 858
<i>Dépenses</i>		
Frais bancaires	162	
Total des dépenses directes	162	
Frais administratifs	0	-162
Fonds disponibles, fin d'exercice		55 349

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement salvadorien et l'OMPI en vue de la modernisation et du renforcement du système national de propriété industrielle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en dollars É.-U.

Fonds fiduciaire/Union européenne/Pakistan		
Solde, début d'exercice		605 533
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	124	
Différence de change	-50 245	-50 121
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	9 247	
Voyages de tiers	28 363	
Conférences	5 733	
Services contractuels de personnes	77 274	
Autres services contractuels	188 664	
Locaux et entretien	39 526	
Frais bancaires	189	
Mobilier et matériel	48	
Fournitures	27 659	
Total des dépenses directes	376 704	
Frais administratifs	26 369	-403 074
Remboursement au donateur		-99 868
Fonds disponibles, fin d'exercice		52 470

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord entre la Communauté européenne et l'OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Pakistan. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur I		
Solde, début d'exercice		15 319
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	2	
Différence de change	-87	-85
<i>Dépenses</i>		
Frais bancaires	61	
Total des dépenses directes	61	
Frais administratifs	8	-69
Remboursement au donateur		-15 164
(Gains)/pertes de change absorbés par l'OMPI		0
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre la Société de gestion des droits d'auteur de la Finlande et l'OMPI dans le domaine des activités relatives au secteur des industries créatives. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a été clôturé en août 2014.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur II		
Solde, début d'exercice		8 671
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	1	
Différence de change	-51	-50
<i>Dépenses</i>		
Frais bancaires	61	
Total des dépenses directes	61	
Frais administratifs	0	-61
Remboursement au donateur		-8 559
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine des activités relatives au secteur des industries créatives. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a été clôturé en août 2014.

Fonds fiduciaire/Finlande/droits d'auteur III		
Solde, début d'exercice		170 138
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	28	
Différence de change	-762	-734
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	4 126	
Voyages de tiers	83 331	
Services contractuels de personnes	22 444	
Frais bancaires	41	
Total des dépenses directes	109 941	
Frais administratifs	14 295	-124 236
Remboursement au donateur		-45 169
(Gains)/pertes de change absorbés par l'OMPI		1
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI sur le droit d'auteur et le secteur des droits connexes. Les comptes et rapport financiers pour ce fonds fiduciaire ont été tenus en euros. Ce fonds a été clôturé en mai 2014.

Fonds fiduciaire/Finlande (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	105 110	
Intérêts	7	105 116
<i>Dépenses</i>		
Services contractuels de personnes	45 858	
Autres services contractuels	34 165	
Représentation	132	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	80 315	
Frais administratifs	10 441	-90 756
Fonds disponibles, fin d'exercice		14 360

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes au niveau national.

Fonds fiduciaire/France/propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		752 474
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	595 968	
Intérêts	117	
Différence de change	-145	595 940
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	6 380	
Voyages de tiers	226 311	
Conférences	106 512	
Services contractuels de personnes	3 910	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	343 273	
Frais administratifs	44 644	-387 917
Fonds disponibles, fin d'exercice		960 497

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement français destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

Fonds fiduciaire/Allemagne/administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		380 404
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	424 582	
Intérêts	49	424 631
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	336 802	
Missions de personnel	5 651	
Autres services contractuels	6 292	
Frais bancaires	221	
Total des dépenses directes	348 967	
Frais administratifs	41 876	-390 843
Remboursement au donateur		-6 321
Fonds disponibles, fin d'exercice		407 871

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement allemand destinée à fournir à l'OMPI les services d'administrateurs auxiliaires.

Fonds fiduciaire/Programme ibéro-américain de la propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		108 828
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	180 460	
Intérêts	25	
Différence de change	-170	180 315
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	24 675	
Services contractuels de personnes	21 126	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	45 961	
Frais administratifs	3 228	-49 189
Fonds disponibles, fin d'exercice		239 955

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Secrétariat technique du Programme ibéro-américain sur la propriété industrielle et la promotion du développement et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement des systèmes nationaux de propriété industrielle dans divers pays ibéro-américains.

Fonds fiduciaire/Italie/propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		624 680
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	609 090	
Intérêts	128	609 218
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	240	
Autres services contractuels	386 591	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	386 991	
Frais administratifs	50 309	-437 300
Fonds disponibles, fin d'exercice		796 598

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement italien et l'OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage multimédia.

Fonds fiduciaire/Italie/administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		88 269
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	135 793	
Intérêts	14	135 807
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	186 202	
Missions de personnel	5 724	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	192 086	
Frais administratifs	23 050	-215 136
Fonds disponibles, fin d'exercice		8 940

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement italien destinée à assurer à l'OMPI les services d'un administrateur auxiliaire.

Fonds fiduciaire/Japon/Afrique-PMA		
Solde, début d'exercice		1 391 783
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	2 700 000	
Intérêts	182	
Différence de change	2 979	2 703 161
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	484 412	
Missions de personnel	197 546	
Voyages de tiers	767 231	
Bourses	386 905	
Conférences	99 289	
Services contractuels de personnes	92 086	
Autres services contractuels	90 544	
Frais bancaires	260	
Services communs du système des Nations Unies	19 500	
Mobilier et matériel	50	
Fournitures	27 075	
Total des dépenses directes	2 164 897	
Frais administratifs	278 407	-2 443 304
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 651 640

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais japonais destinée au Programme de coopération pour le développement l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle pour l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA).

Fonds fiduciaire/Japon/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		277 402
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	937 292	
Intérêts	36	
Différence de change	825	938 153
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	443 678	
Missions de personnel	58 246	
Voyages de tiers	239 723	
Conférences	21 616	
Services contractuels de personnes	8 992	
Représentation	410	
Frais bancaires	208	
Total des dépenses directes	772 872	
Frais administratifs	97 749	-870 620
Fonds disponibles, fin d'exercice		344 935

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes.

Fonds fiduciaire/Japon/propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		4 287 471
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	8 160 000	
Intérêts	698	
Différence de change	-1 149	8 159 549
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	1 577 173	
Missions de personnel	308 007	
Voyages de tiers	739 639	
Bourses	603 938	
Conférences	55 674	
Services contractuels de personnes	169 165	
Publications	17 212	
Autres services contractuels	2 900 365	
Locaux et entretien	204 835	
Communication	6 354	
Représentation	1 130	
Frais bancaires	1 197	
Services communs du système des Nations Unies	581	
Mobilier et matériel	539	
Fournitures	40 525	
Total des dépenses directes	6 626 334	
Frais administratifs	850 688	-7 477 021
Fonds disponibles, fin d'exercice		4 969 999

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.

Fonds fiduciaire/Japon/administrateurs auxiliaires I		
Solde, début d'exercice		15 251
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	0
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	4 615	
Frais bancaires	40	
Total des dépenses directes	4 655	
Frais administratifs	559	-5 213
Remboursement au donateur		-10 037
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l'OMPI les services d'un administrateur auxiliaire jusqu'au mois de juillet 2014.

Fonds fiduciaire/Japon/administrateurs auxiliaires II		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	432 969	432 969
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	139 795	
Frais bancaires	80	
Total des dépenses directes	139 875	
Frais administratifs	16 785	-156 660
Fonds disponibles, fin d'exercice		276 309

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement japonais destinée à fournir à l'OMPI les services d'un administrateur auxiliaire à partir de mars 2015.

Fonds fiduciaire/Mexique		
Solde, début d'exercice		163 194
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	23	
Différence de change	53	76
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	6 875	
Conférences	8 813	
Représentation	1 767	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	17 615	
Frais administratifs	1 229	-18 844
Fonds disponibles, fin d'exercice		144 426

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement mexicain et l'OMPI pour le développement et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Fonds fiduciaire/Portugal		
Solde, début d'exercice		72 977
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	15	
Différence de change	-8 226	-8 211
<i>Dépenses</i>		
Frais bancaires	163	
Total des dépenses directes	163	
Frais administratifs	21	-184
Fonds disponibles, fin d'exercice		64 583

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord entre l'Institut national de propriété industrielle du Portugal et l'OMPI destiné au développement d'activités conjointes de coopération au profit des pays lusophones. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire sont tenus en euros.

Fonds fiduciaire/République de Corée/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		565 824
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	660 844	
Intérêts	80	
Différence de change	12	660 936
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	128 397	
Missions de personnel	89 247	
Voyages de tiers	325 192	
Conférences	63 842	
Services contractuels de personnes	45 687	
Autres services contractuels	44 559	
Frais bancaires	186	
Total des dépenses directes	697 109	
Frais administratifs	0	-697 109
Fonds disponibles, fin d'exercice		529 652

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes.

Fonds fiduciaire/République de Corée/droit d'auteur/administrateurs professionnels		
Solde, début d'exercice		206 641
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	449 401	
Intérêts	24	449 425
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	304 187	
Frais bancaires	211	
Total des dépenses directes	304 397	
Frais administratifs	36 528	-340 925
Fonds disponibles, fin d'exercice		315 141

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée en vue d'assurer à l'OMPI les services d'un administrateur chargé de gérer le fonds fiduciaire de la République de Corée sur le droit d'auteur.

Fonds fiduciaire/République de Corée/propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		1 272 754
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 355 712	
Intérêts	178	
Différence de change	158	1 356 048
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	368 486	
Missions de personnel	148 301	
Voyages de tiers	325 849	
Bourses	241 230	
Conférences	62 805	
Services contractuels de personnes	29 914	
Autres services contractuels	397 819	
Représentation	820	
Frais bancaires	187	
Total des dépenses directes	1 575 411	
Frais administratifs	0	-1 575 411
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 053 391

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI, destinée au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Fonds fiduciaire/République de Corée/administrateurs professionnels		
Solde, début d'exercice		515 484
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 088 593	
Intérêts	69	1 088 662
<i>Dépenses</i>		
Ressources en personnel	779 704	
Frais bancaires	264	
Total des dépenses directes	779 968	
Frais administratifs	93 596	-873 564
Fonds disponibles, fin d'exercice		730 583

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée destinée à fournir des administrateurs à l'OMPI.

Fonds fiduciaire/République de Corée/éducation		
Solde, début d'exercice		247 489
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	338 886	
Intérêts	42	
Différence de change	0	338 928
<i>Dépenses</i>		
Bourses	254 221	
Conférences	1 896	
Frais bancaires	167	
Total des dépenses directes	256 284	
Frais administratifs	12 814	-269 098
Fonds disponibles, fin d'exercice		317 318

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI, destiné à l'éducation dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Fonds fiduciaire/République de Corée/promotion du respect de la propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	254 275	
Intérêts	6	
Différence de change	-54	254 227
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	28 304	
Voyages de tiers	129 946	
Conférences	6 127	
Services contractuels de personnes	28 014	
Représentation	1 504	
Frais bancaires	151	
Total des dépenses directes	194 047	
Frais administratifs	9 705	-203 752
Fonds disponibles, fin d'exercice		50 475

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée à la promotion du respect du droit d'auteur et des droits connexes.

Fonds fiduciaire/Espagne (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		165 592
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	327 670	
Intérêts	24	
Différence de change	-29	327 665
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	290 496	
Conférences	6 095	
Services contractuels de personnes	37 862	
Frais bancaires	177	
Frais administratifs	6 992	
Total des dépenses directes	341 622	
Frais administratifs	44 415	-386 036
Fonds disponibles, fin d'exercice		107 221

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution volontaire du Gouvernement espagnol destinée au Programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d'Amérique latine.

Fonds fiduciaire/Suisse		
Solde, début d'exercice		0
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	60 000	60 000
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	44 543	
Total des dépenses directes	44 543	
Frais administratifs	5 791	-50 334
Remboursement au donateur		-9 666
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'une contribution financière spéciale du Gouvernement suisse versée à l'OMPI aux fins du financement de la participation des représentants des communautés autochtones et locales au séminaire de l'OMPI sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et aux expressions culturelles traditionnelles. Ce fonds a été clôturé en décembre 2015.

Fonds fiduciaire/Projet pilote des ressources mondialement accessibles des intermédiaires de confiance (TIGAR)		
Solde, début d'exercice		4 393
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	1	1
<i>Dépenses</i>		
Services contractuels de personnes	1 226	
Frais bancaires	160	
Total des dépenses directes	1 386	
Frais administratifs	180	-1 566
Fonds disponibles, fin d'exercice		2 827

Note : fonds fiduciaire sous la forme de contributions volontaires d'organisations du secteur privé ou d'intérêt public, en vue d'aider les personnes handicapées visuelles et incapables de lire des imprimés à accéder des œuvres protégées par le droit d'auteur.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/droits d'auteur		
Solde, début d'exercice		2 709
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	19	
Différence de change	5 023	5 041
<i>Dépenses</i>		
Autres services contractuels	23 913	
Frais bancaires	142	
Total des dépenses directes	24 055	
Frais administratifs	3 047	-27 101
Remboursement au donateur		-1 583
(Gains)/pertes de change absorbés par l'OMPI		20 935
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire étaient tenus en dollars É.-U. ce fonds a été clôturé en octobre 2014.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/application des droits de propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		-2 680
<i>Recettes</i>	0	0
<i>Dépenses</i>	0	0
(Gains)/pertes de change absorbés par l'OMPI		2 680
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du respect des droits de propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt étaient tenus en dollars É.-U. Ce fonds a été clôturé en janvier 2015.

Fonds fiduciaire/États-Unis d'Amérique/petites et moyennes entreprises		
Solde, début d'exercice		92 731
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	0	
Intérêts	71	
Différence de change	5 493	5 564
<i>Dépenses</i>		
Services contractuels de personnes	16 800	
Frais bancaires	178	
Total des dépenses directes	16 978	
Frais administratifs	2 207	-19 186
Remboursement au donateur		-64 854
(Gains)/pertes de change absorbés par l'OMPI		-14 256
Fonds disponibles, fin d'exercice		0

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI pour des services liés aux besoins de propriété intellectuelle des petites et moyennes entreprises. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds fiduciaire étaient tenus en dollars É.-U. Ce fonds a été clôturé en mai 2015.

Fonds fiduciaire/Uruguay (francs suisses)		
Solde, début d'exercice		102 336
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	68 459	
Intérêts	18	
Différence de change	62	68 539
<i>Dépenses</i>		
Voyages de tiers	7 035	
Bourses	2 469	
Frais bancaires	160	
Fournitures	12 587	
Total des dépenses directes	22 251	
Frais administratifs	0	-22 251
Fonds disponibles, fin d'exercice		148 624

Note : fonds fiduciaire sous la forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

[Fin du document]